#### Ordre de méthode



Direction générale de l'alimentation Service des actions sanitaires en production primaire Sous-direction de la qualité et de la protection des végétaux Bureau des Intrants et du Biocontrôle 251 rue de Vaugirard 75 732 PARIS CEDEX 15 0149554955

Note de service

DGAL/SDQPV/2016-284

10/03/2016

**Date de mise en application :** 10/03/2016

**Diffusion**: Limité sanitaire

Période de confidentialité : Indéfinie

#### **Cette instruction abroge:**

DGAL/SDQPV/2015-196 du 04/03/2015 : mise à jour des annexes 4 (Vade-mecum), 5 (Pondération des points de contrôle), et 6 (Suites à donner aux points de contrôle non-conformes) de la méthode d'inspection pour le contrôle de la distribution et de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

#### **Cette instruction modifie:**

DGAL/SDQPV/N2013-8146 du 02/09/2013 : Méthode d'inspection pour le contrôle de la distribution et de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques

Nombre d'annexes: 8

**Objet :** mise à jour des annexes 4 (Vade-mecum), 5 (Pondération des points de contrôle), et 6 (Suites à donner aux points de contrôle non-conformes), et création des annexes 9 (Inspections de sites internet) et 10 (Procédures et Saisies sous Resytal) de la méthode d'inspection pour le contrôle de la distribution et de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

|                    | Destinataires d'exécution |
|--------------------|---------------------------|
|                    |                           |
| DRAAF              |                           |
| DAAF               |                           |
| DDT(M)             |                           |
| DDT(M)<br>DD(CS)PP |                           |

**Résumé :** l'objet de la présente note de service est d'une part la mise à jour des annexes 4-5-6 et de leurs substitutions dans la note de service DGAL/SDQPV/N2013-8146 du 2 septembre 2013

relative à la méthode d'inspection pour le contrôle de la distribution et de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. D'autre part, cette note présente les nouvelles annexes 9 et 10 relatives à l'inspection de sites internet, et aux saisies dans le logiciel RESYTAL.

**Textes de référence :-** Code rural et de la pêche maritime (chapitre préliminaire, III, IV et VI du Titre V du Livre II), code de la consommation (Chapitre I à VIII du Titre Ier du livre II).

- Note de service DGAL/SDQPV/N2013-8146 du 2 septembre 2013 relative à la méthode d'inspection pour le contrôle de la distribution et de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (PPP).

#### Vous trouverez ci-après :

- la mise à jour des annexes 4-5-6 (« vade-mecum », « Pondération des points de contrôle », « Pondération » et « suites ») de la méthode d'inspection des PPP (Note de service 2013-8114 du 16/07/2013). Ces nouvelles versions se substituent aux anciennes contenues dans la note de service DGAL/SDQPV/N\_2015-196 du 26 février 2015. Les modifications de la mise à jour de cette version, sont surlignées ainsi ;
- deux nouvelles annexes, respectivement les annexes 9 (Inspections de sites internet) et 10 (Procédures et Saisies sous Resytal).

#### \* ANNEXE 4: modifications du Vade-mecum

Cette version met à jour les références réglementaires et donne des précisions concernant 8 points de contrôle, et en structure 2 nouveaux. Les annexes du vade-mecum ci-jointes se substituent donc à la version précédente, pour plus de simplicité.

#### Les **points modifiés** sont les suivants :

- AMM des produits phytopharmaceutiques détenus (point 111);
- AMM des produits phytopharmaceutiques mis en vente ou cédés (point 112);
- AMM des produits phytopharmaceutiques détenus en vue de leur utilisation (point 113) ;
- la publicité commerciale pour un produit ou un mélange sans AMM (point 151) ;
- Produits T, T+, CMR, SGH06 (« tête de mort »), et SGH08 séparés des autres produits (point 331), suite à la mise en œuvre de la réglementation CLP ;
- le respect des conditions d'emploi prévues par l'AMM et mentionnées par l'étiquette, ou par l'autorité administrative, hors étiquette (points 431 et 432) ;
- le registre phytopharmaceutique (point 441);
- le registre des achats-ventes de PPP, présent et complet pour la traçabilité (point 451);
- le contrôle des pulvérisateurs par un organisme agréé (point 471) ;
- l'élimination des PPNU dans les délais (point 481), et notamment le « complément de l'annexe 4 » à ce sujet.

#### **Les nouveaux points de contrôle** sont les suivants :

- élimination des EVPP (Emballages Vides des Produits Phytopharmaceutiques) par une filière agréée
- conditions de stockage des EPI, du matériel d'application ;
- respect des principes de la lutte intégrée », en rapport avec les dernières recommandations de l'audit OAV 2015.

#### \* ANNEXE 5 : modifications des « Pondérations des points de contrôle non-conformes »

Les modifications de cette annexe portent sur certains points déjà existants, et sur les nouveaux points de contrôle, comme précédemment indiqués.

#### \* ANNEXE 6 : modifications des « Suites » à point de contrôle non conformes

Ces modifications concernent des références ou des précisions concernant plusieurs points de contrôle, et structurent 3 nouvelles suites.

Remarque : les demandes de pénalités instruites par les DDT à l'encontre des contrevenants soumis à la conditionnalité PAC ne sont pas ici précisées car elles peuvent fluctuer selon les années. Il convient de se référer à l'arrêté annuel.

Vous voudrez bien me faire part de toute difficulté rencontrée pour la mise en œuvre de cette note de service.

Le Directeur général de l'alimentation

(Signé)

Patrick DEHAUMONT

#### Annexe 4 : Vade-mecum d'inspection \_ contrôle des intrants



#### MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

#### VADE-MECUM D'INSPECTION \_ CONTRÔLES INTRANTS

Version: 2.3

Date: mars 2016

Ce *vade-mecum* est un outil d'aide à la réalisation des contrôles relatifs à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (« PPP »), en complément de la méthode d'inspection. Ce document est à usage interne des services de contrôle.

Les tableaux ci-dessous décrivent, item par item, la situation attendue chez l'inspecté, la méthode de contrôle et les principales références réglementaires associées.

La colonne « activité » indique le type d'établissement(s) inspecté(s) concerné(s) par point de contrôle correspondant à la grille de contrôle associée :

- ▶ U pour utilisateur non prestataire de service (agriculteurs, horticulteurs, collectivités...)
- A pour applicateur agréé car prestataire de service (entreprise de travaux agricoles, jardiniers...)
- C pour conseiller agréé indépendant
- D pour distributeur (quelle que soit la gamme de produits mise en vente).

La numérotation des items de contrôle a été revue dans le présent document.

Thème 1 : contrôle des produits phytopharmaceutiques (PPP)

Thème 2 : contrôle de l'agrément

Thème 3 : contrôle des conditions de stockage et de présentation des linéaires de vente

Thème 4 : contrôle des pratiques professionnelles

Tout au long de l'inspection, la vérification des points de contrôle est l'occasion d'engager la discussion avec l'inspecté, pour savoir :

- qui sont ses fournisseurs,
- comment il choisit ses produits (connaît-il e-phy? a-t-il de la documentation?),
- ce qu'il fait des PPP non utilisables (PPNU) et des emballages vides (EVPP),
- comment il se protège, lors de la réalisation des traitements,
- quelles sont ses pratiques professionnelles.

Les indications du *vade-mecum* ont une valeur indicative et ne sont donc pas opposables, en particulier en ce qui concerne l'appréciation des non conformités qui reste de la compétence et de la responsabilité de l'inspecteur qui pourra ainsi l'adapter en fonction du contexte, des risques et des dangers observés et/ou constatés.

#### Remarques:

- les modifications apportées par cette version sont surlignées ainsi. Elles concernent essentiellement un renforcement du dispositif de contrôle des pulvérisateurs, en s'adaptant à une réglementation déjà existante ;
- des nouveaux points de contrôle ont été créés :
- \* le point n°171 : « Conditions de stockage des EPI, du matériel d'application », en réponse à une préoccupation relative aux EPI (Équipements de Protection Individuelle) ;
- \* le point 791 « Élimination des EVPP (Emballages Vides des PPP) par une filière agréée », en réponse au souci croissant de la traçabilité des intrants et sortants d'une exploitation agricole,
- \* le point 792 «Respect des Principes de la lutte intégrée », en réponse avec les dernières recommandations de l'audit OAV 2015 ;
- concernant l'obligation d'obtention du Certiphyto (point 223), il est à souligner que, dans le cas de chantiers collectifs de pose de diffuseurs passifs de phéromone utilisés pour la confusion sexuelle, seul le responsable de chantier devra être titulaire du Certiphyto, et non les agents-poseurs sous sa responsabilité ;
- la note de service «Application de mesures de précaution renforcées afin de protéger les personnes vulnérables lors de l'application de produits phytopharmaceutiques, prévues par l'article 53 de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) du 13 octobre 2014 » est parue le 27 janvier 2016.

## Index des points de contrôle

| Thème 1 : Contrôle des produits   | 4   |
|---|-----|
| 111 - AMM des produits phytopharmaceutiques détenus   |     |
| 112 - AMM des produits phytopharmaceutiques vendus, mis en vente ou cédés   |     |
| 113 - AMM des produits phytopharmaceutiques détenus en vue de leur utilisation  |     |
| 121 - AMM des produits détenus en vue utilisation en rapport cultures de l'entreprise (détournement d'usage)            |     |
| 131 - Étiquetage des produits phytopharmaceutiques détenus et/ou utilisés   |     |
| 141 - Cession ou vente à des clients non professionnels de produits « EAJ » uniquement                                  |     |
| 151 - Publicité commerciale pour un produit ou un mélange sans AMM  |     |
| 161 - Origine des produits phytopharmaceutiques   |     |
| 511 - Étiquetage et/ou documents d'accompagnement des MFSC présents   |     |
| 172 - AMM ou norme des MFSC présents  |     |
| Thème 2 : Contrôle de l'agrément  | .11 |
| 211 - Agrément  |     |
| 221 - Assurance (attestation de l' année en cours)  | 11  |
| 222 - Certification par un organisme certificateur  |     |
| 223 - Validité des certificats individuels de qualification (certiphyto)  |     |
| 224 - Contrat avec un organisme certificateur   |     |
| 231 - Affichage de l'agrément dans les documents commerciaux et les locaux  |     |
| 241 - Conseil spécifique à l'utilisation  |     |
| Thème 3 : Contrôle des conditions de stockage et de présentation des linéaires de vente                                 | .15 |
| 311 - Local réservé à cet usage (à l'écart des denrées alimentaires et aliments pour animaux)                           |     |
| 321 - Local aéré, fermé à clé si présence de produits T, T+ et CMR ou assimilés   |     |
| 331 - Produits T, T+, CMR, SGH08, SGH06, séparés des autres produits  |     |
| 341 - PPP conservés dans leur emballage d'origine   |     |
| 351 - Emplacements de vente des produits "Emploi autorisé dans les jardins" (EAJ) séparés des non EAJ                   |     |
| 352 - Mise en place d'une signalétique EAJ / Produits professionnels  |     |
| 171 - Conditions de stockage des EPI, du matériel d'application   |     |
| Thème 4 : Contrôle des pratiques professionnelles   | .20 |
| 411 - Utilisation sur des végétaux destinés à l'alimentation humaine ou animale d'un produit sans AMM                   |     |
| 412 - Utilisation sur des végétaux non destinés à l'alimentation humaine ou animale d'un produit sans AMM               |     |
| 421 - Utilisation sur végétaux destinés à l'alimentation humaine ou animale d'un PPP sans AMM pour l'usage.             |     |
| 422 - Utilisation végétaux non destinés à l'alimentation humaine ou animale d'un PPP sans AMM pour l'usage.             |     |
| 431 - Respect des conditions d'emploi prévues par l'AMM et mentionnées sur l'étiquette (DAR, <b>ZNT</b> , dose)         |     |
| 432- Respect des conditions d'emploi fixées par l'autorité administrative ( <b>dérive</b> , DAR, ZNT, mélanges, arrêtés |     |
| préfectoraux abeilles, poussières, effluents, etc)  |     |
| 441 - Registre phytopharmaceutique <b>présent</b>   |     |
| 442 - Registre phytopharmaceutique présent et <b>complet</b>  |     |
| 451 - Registre des <b>achats/ventes</b> de PPP présent et complet <mark>pour la traçabilité</mark>                      |     |
| 461 - Respect des Limites Maximales de Résidus (LMR)  |     |
| 471 - Contrôle des pulvérisateurs par un organisme agréé  |     |
| 481 - Élimination des PPNU dans les délais  |     |
| 491 - Respect des conditions d'emploi dans les lieux publics  |     |
| 791 - Élimination des EVPP par une filière agréée   |     |
| 792 - Respect des principes de la lutte intégrée  |     |

# Thème 1 : Contrôle des produits

| N°  | Libellé item de la grille   | Activité    | Objectifs  | Situation attendue  | Méthodologie  | Références réglementaires  |  |  |
|-----|---|-------------|--|---|---|--|--|--|
| 111 | AMM des produits phytopharmaceutiques détenus   | U<br>A<br>D | Seuls des produits autorisés sont détenus – protection de l'applicateur, de l'environnement et du consommateur | Les produits doivent détenir une AMM en cours de validité  ou un permis de commerce parallèle en cours de validité (présence sur la liste des ppp étrangers autorisés)  ou une AMM retirée respectant le délai de commercialisation (D) ou d'utilisation (A U).  Les PPNU sont identifiés comme tels et isolés dans le local dans l'attente | L'inspecteur contrôle tous les PPP détenus dans l'établissement. Il peut établir un document d'inventaire, sous forme de tableau qui est une page supplémentaire du compte rendu d'inspection.  Il vérifie pour chacune d'elles l'AMM à l'aide de bases de données actualisées (Phy2X, e-phy).  Le nombre de références de produits contrôlés, ainsi que le nombre de celles qui ne sont pas conformes, la nature de(s) l'anomalie(s) relevée(s) pour chaque PPP concerné, ainsi que le | Articles 28, 46 et 53 du règlement (CE) n°1107/2009  Art. L.253-1, 9, 10 et 11 du code rural et de la pêche maritime |  |  |
|     |   |             |  |   | produit sans AMM devient un PPNU lorsque le délai maximal d'utilisation est   |  |  |  |
| 111 | Remarques:  1. L'inspecteur interroge, par exemple, l'administré sur la présence d'un produit autorisé sur la vigne uniquement alors qu'aucune vigne n'est présente sur l'exploitation.  2. L'inspecteur peut demander des copies d'achat des produits (facturation), un état des stocks  3. Pour les importations parallèles illicites, prévenir la personne ressource dont dépend votre région afin que celle-ci le signale à la Brigade National d'Enquêtes Vétérinaires et Phytosanitaires. Fournir un maximum de renseignements (nom du produit, quantités, photographies d'étiquettes, copie de facture d'achat).  4. Lorsque les PPNU sont identifiés comme tels et isolés dans le local dans l'attente de la prochaine collecte, ce point de contrôle est Conforme. Le délai d'élimination est vérifié dans le point de contrôle 481.  5. voir tableau de synthèse des situations en annexe en fin de ce vademecum. |             |  |   |   |  |  |  |

| N°  | Libellé <i>item</i> de la grille | Activité | Objectifs          | Situation attendue                              | Méthodologie                               | Références réglementaires         |
|-----|----------------------------------|----------|--------------------|---|--|-----------------------------------|
|     |                                  |          |                    |   | L'inspecteur demande au distributeur la    |                                   |
| 12  | AMM des produits                 | D        | Seuls des          | Les PPP vendus ou mis en vente                  | liste des produits mis en vente ou vendus  | règlement (CE) n°1107/2009        |
|     | phytopharmaceutiques             |          | produits autorisés | doivent détenir une AMM en cours                | (état des stocks, catalogue de vente,      |                                   |
|     | vendus, mis en vente ou          |          | sont mis en vente  | de validité,                                    | listing des ventes, registre des ventes,   | Art. L.253-1, 9, 10 et 11 du code |
|     | cédés                            |          | - protection de    |   | factures).                                 | rural et de la pêche maritime     |
|     |                                  |          | l'applicateur, de  | ou un permis de commerce parallèle              |  |                                   |
|     |                                  |          | l'environnement    | en cours de validité (présence sur la           | L'inspecteur vérifie si les produits sont  | Art. R. 253-26 du CRPM            |
|     |                                  |          | et du              | liste des ppp étrangers autorisés),             | référencés comme étant à la vente          |                                   |
|     |                                  |          | consommateur       |   | (demande édition de facture).              |                                   |
|     |                                  |          |                    | ou une AMM retirée <mark>mais</mark> respectant |  |                                   |
|     |                                  |          |                    | encore le délai de commercialisation            | En cas de détention de produits sans       |                                   |
|     |                                  |          |                    | (D);  | AMM (PPNU), ceux-ci doivent être           |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | identifiés et isolés en dehors de l'espace |                                   |
|     |                                  |          |                    | ou avoir obtenu une « dérogation 120            | de vente, dans l'attente de la prochaine   |                                   |
|     |                                  |          |                    | jours » en cours de validité au                 | collecte ou de la reprise par le           |                                   |
|     |                                  |          |                    | moment du contrôle.                             | fournisseur ou de la destruction par une   |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | structure adaptée.                         |                                   |
|     |                                  |          |                    |   |  |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | Il note les références de produits qui ne  |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | sont pas conformes, la nature de           |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | l'anomalie relevée pour chaque produit     |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | concerné ainsi que le volume détenu et     |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | vendu (ces données sont à renseigner sur   |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | le compte-rendu d'inspection).             |                                   |
|     |                                  |          |                    |   |  |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | Point d'attention, le cas échéant sur les  |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | délais de commercialisation et les         |                                   |
|     |                                  |          |                    |   | éventuelles dérogations accordées par le   |                                   |
| 112 | Remarque :                       |          |                    |   | Ministre chargé de l'agriculture.          |                                   |

Si une procédure de retrait ou de rappel est envisagée, l'inspecteur doit prendre copie du registre des ventes des produits visés.

| N°  | Libellé item de la grille  | Activité    | Objectifs             | Situation attendue                        | Méthodologie                                   | Références réglementaires          |
|-----|----------------------------|-------------|-----------------------|---|--|------------------------------------|
|     |                            |             |                       |   | L'inspecteur contrôle tous les PPP             |                                    |
| 113 | AMM des PPP détenus        | UA          | Seuls des             | Les PPP détenus en vue de leur            | détenus en vue de leur utilisation. Il peut    |                                    |
|     | en vue de leur utilisation |             | produits autorisés    | utilisation doivent disposer              | établir un document d'inventaire, sous         | Articles 28, 46 et 53 du règlement |
|     |                            |             | sont détenus -        | d'une AMM en cours de validité            | forme de tableau.                              | (CE) n°1107/2009                   |
|     |                            |             | protection de         | ou d'un permis de commerce                |  |                                    |
|     |                            |             | l'applicateur, de     | parallèle,                                | Il vérifie pour chacun d'eux l'AMM à           |                                    |
|     |                            |             | l'environnement       | -   | l'aide de bases de données actualisées         | rural et de la pêche maritime      |
|     |                            |             | et du                 | délai d'utilisation (A U).                | (E-phy) en demandant à l'inspecté              |                                    |
|     |                            |             | consommateur          |   | l'utilisation qui en est fait au sein de       | Art. R. 253-26 et 27 du CRPM       |
|     |                            |             |                       | Les produits détenus en vue de leur       | l'entreprise.                                  |                                    |
|     |                            |             |                       | utilisation doivent disposer d'une        |  |                                    |
|     |                            |             |                       | AMM comprenant <i>a minima</i> l'usage    | 1  |                                    |
|     |                            |             |                       | envisagé par l'administré.                | nombre de références de produits               |                                    |
|     |                            |             |                       |   | contrôlés, ainsi que le nombre de celles       |                                    |
|     |                            |             |                       |   | qui ne sont pas conformes, et la nature de     |                                    |
|     |                            |             |                       |   | l'anomalie relevée pour chaque produit         |                                    |
|     |                            |             |                       |   | concerné ainsi que le volume détenu.           |                                    |
|     |                            |             |                       |   | Points d'attention, : 1 / le cas échéant,      |                                    |
|     |                            |             |                       |   | sur le délai maximal d'utilisation et les      |                                    |
|     |                            |             |                       |   | éventuelles dérogations accordées par le       |                                    |
|     |                            |             |                       |   | Ministre chargé de l'agriculture ;             |                                    |
|     |                            |             |                       |   | 2 / les PPP doivent être autorisés pour        |                                    |
|     |                            |             |                       |   | des végétaux cultivés sur l'exploitation       |                                    |
|     |                            |             |                       |   | ou présents sur le territoire concerné         |                                    |
|     |                            |             |                       |   | (espaces verts d'une commune, par              |                                    |
|     |                            |             |                       |   | exemple), présents récemment ou                |                                    |
|     |                            |             |                       |   | prochainement présents.                        |                                    |
| 110 | D                          |             |                       |   |  |                                    |
| 113 | Remarque : L'inspecteur    | oeut prendi | re photocopie et/ou p | photographies de l'étiquette du produit v | visé, ainsi que copie des factures d'achat et/ | ou de vente.                       |

| N°  | Libellé item de la grille | Activité | Objectifs  | Situation attendue                     | Méthodologie                               | Références réglementaires          |
|-----|---------------------------|----------|------------|--|--|------------------------------------|
|     |                           |          |            |  | L'inspecteur contrôle tous les PPP         |                                    |
| 121 | AMM des produits          | AU       | Eviter les | Les PPP détenus doivent être           | détenus en vue de leur utilisation.        |                                    |
|     | détenus en vue de leur    |          | mésusages  | autorisés pour une des cultures de     |  | Articles 28, 53 et 55 du règlement |
|     | utilisation par rapport   |          |            | l'entreprise (utilisateurs) ou         | Il vérifie pour chacune d'elles l'AMM à    | (CE) n°1107/2009                   |
|     | aux cultures de           |          |            | correspondent aux activités de         | l'aide de bases de données actualisées     |                                    |
|     | l'entreprise              |          |            | l'entreprise (applicateurs) – activité | (Phy2X, e-phy) en demandant à              |                                    |
|     | (détournement d'usage)    |          |            | actuelle, récente ou prévue.           | l'inspecté l'usage qui en est fait au sein |                                    |
|     |                           |          |            |  | de l'entreprise.                           |                                    |
|     |                           |          |            |  |  |                                    |
|     |                           |          |            |  | Point d'attention, le cas échéant, sur le  |                                    |
|     |                           |          |            |  | délai maximal d'utilisation et les         |                                    |
|     |                           |          |            |  | éventuelles dérogations accordées par le   |                                    |
|     |                           |          |            |  | Ministre chargé de l'agriculture.          |                                    |

Remarque: La détention de produits ne correspondant pas à une culture ou une activité de l'entreprise doit alerter l'inspecteur sur les pratiques de l'inspecté et, par conséquent une attention particulière sera portée sur la vérification documentaire (registre, factures, etc.). Voir les deux items dans la partie « Pratiques professionnelles » du compte-rendu d'inspection.

| N°  | Libellé item de la grille | Activité | Objectifs      | Situation attendue                        | Méthodologie                                | Références réglementaires             |
|-----|---------------------------|----------|----------------|---|---|---------------------------------------|
|     |                           |          |                | Les indications d'étiquetage des          | L'inspecteur vérifie que tous les bidons    |                                       |
|     |                           |          |                | produits ayant une AMM et mis en          | /sacs détenus sont étiquetés et             | Articles 64 et 65 du règlement (CE)   |
| 131 | Étiquetage des produits   | UAD      | Les conditions | vente doivent être présentes et           | comportent les mentions obligatoires et     | n°1107/2009                           |
|     | phytopharmaceutiques      |          | d'emploi sont  | conformes à l'AMM et la                   | vérifient ces indications                   |                                       |
|     | détenus et/ou utilisés    |          | accessibles à  | réglementation européenne et              | (voir annexe I du règlement (CE)            |                                       |
|     |                           |          | l'utilisateur  | nationale.                                | n°547/2011, notamment :                     | Règlement (CE) n°547/2011             |
|     |                           |          | (protection de |   | le nom commercial, le n° d'AMM ainsi        | (annexe1)                             |
|     |                           |          | l'utilisateur, | En cas de détention de PPP sans           | que les noms et adresses du détenteur, les  |                                       |
|     |                           |          | respect des    | étiquette, ceux-ci doivent être           | noms et concentrations des substances       |                                       |
|     |                           |          | conditions     | considérés comme des PPNU et              | actives,                                    | Art . 2 de la loi n°94-665 (emploi    |
|     |                           |          | d'emploi)      | doivent être identifiés et isolés dans    | le numéro de lot et la date de fabrication, | langue française)                     |
|     |                           |          |                | le local de stockage dans l'attente de    | les usages,                                 |                                       |
|     |                           |          |                | la prochaine collecte ou de la            | les données de sécurité et les conditions   |                                       |
|     |                           |          |                | destruction par un organisme adapté.      | d'utilisation).                             | R. 253-41, R. 253-43 – II du code     |
|     |                           |          |                |   |   | rural et de la pêche maritime         |
|     |                           |          |                | Les étiquettes doivent être lisibles et   | Celles-ci doivent être conformes à la       |                                       |
|     |                           |          |                | rédigées au moins en langue               | décision d'AMM (utiliser la base e-phy).    |                                       |
|     |                           |          |                | française,                                |   | R.253-26 et 27 du code rural et de la |
|     |                           |          |                | Attention à l'exception introduite par    | Toutes les informations qui figurent à      | pêche maritime                        |
|     |                           |          |                | les règles relatives au commerce          | l'annexe 1 du R(UE) 547/2011 doivent        |                                       |
|     |                           |          |                | parallèle à titre personnel : l'étiquette | être présentes sur l'emballage que ce soit  |                                       |
|     |                           |          |                | du produit de référence en langue         | directement ou par l'intermédiaire d'une    |                                       |
|     |                           |          |                | Française est affichée dans le local de   | étiquette de manière claire et indélébile   |                                       |
| 101 | D.                        |          |                | stockage des PPP.                         | (source : DGCCRF).                          |                                       |

#### 131 Remarques:

- 1/L'inspecteur peut prendre des photographies des étiquettes et contenants.
- 2/ En cas de forte suspicion de produits interdits, un prélèvement d'échantillons de produit pour analyse peut être effectué. Contact devra être pris avec l'expert résidus. Les produits sont alors consignés en attente des résultats.
- 3 / Une enquête complémentaire doit être effectuée dans le cas de bidons non étiquetés.
- 4 / Dans le cas de suspicion de contrefaçons, la BNEVP doit être prévenue.

| N°  | Libellé item de la grille | Activité   | Objectifs            | Situation attendue                       | Méthodologie                              | Références réglementaires             |
|-----|---------------------------|------------|----------------------|--|---|---------------------------------------|
|     |                           |            | Protection de        | La vente de produits professionnels      | L'inspecteur vérifie dans le registre des |                                       |
|     |                           |            | l'utilisateur et de  | doit être réservée aux clients qui       | ventes des PPP le statut des clients par  | L. 254-10, R. 254-20 et R. 254-23     |
| 141 | Cession ou vente à des    | D          | l'environnement.     | peuvent justifier d'un statut de         | rapport à la catégorie des produits       | du code rural et de la pêche maritime |
|     | clients non               |            | Les produits les     | professionnel.                           | vendus (inspection documentaire).         |                                       |
|     | professionnels            |            | plus dangereux       |  |   | Arrêté du 30 décembre 2010 relatif    |
|     | de produits « EAJ »       |            | ne sont pas          | Seuls les produits comportant la         | Il questionne l'inspecté dans le but      | aux références exigées des            |
|     | uniquement                |            | accessibles à des    | mention « emploi autorisé dans les       | d'enregistrer ses déclarations.           | utilisateurs professionnels           |
|     |                           |            | utilisateurs non     | jardins » (EAJ) peuvent être vendus      |   |                                       |
|     |                           |            | formés.              | aux non professionnels.                  |   |                                       |
| 141 | Remarque : L'inspecteur p | eut prendi | re photocopies ou ph | notographies des factures de vente.      |   |                                       |
|     |                           |            | T                    |  |   |                                       |
|     |                           |            |                      | Toute publicité de l'entreprise          | L'inspecteur vérifie les publicités       |                                       |
| 151 | Publicité commerciale     | ADC        |                      | - mentionne uniquement un ou des         | _ <del>-</del> -                          |                                       |
|     | pour un produit ou un     |            | La publicité         | produit(s) ayant une AMM et des          | *   | Article 66 du règlement (CE)          |
|     | mélange sans AMM          |            | commerciale          | mélanges autorisés,                      | - dans les locaux de l'entreprise,        | n°1107/2009                           |
|     |                           |            | respecte les         | - indique uniquement des emplois         |   |                                       |
|     | OU pour des emplois       |            | règles établies.     | 1 -                                      | - dans les registres de préconisations    | ·                                     |
|     | non indiqués par l'AMM    |            |                      | conditions d'utilisation fixées par      | -   | maritime                              |
|     |                           |            |                      | l'autorité administrative,               | - dans les enregistrements des            |                                       |
|     | OU dans des lieux non     |            |                      | - met en avant les principes de la lutte | 1   |                                       |
|     | autorisés                 |            |                      | intégrée, les bonnes pratiques et les    | - etc.                                    |                                       |
|     |                           |            |                      | dangers potentiels pour la santé ou      |   |                                       |
|     |                           |            |                      | pour l'environnement.                    | L'inspecteur peut également avoir fait au |                                       |
|     |                           |            |                      |  | préalable une recherche sur le site       |                                       |
|     |                           |            |                      | _  | Internet de l'entreprise, s'il existe.    |                                       |
|     |                           |            |                      | l'exception des produits de              |   |                                       |
|     |                           |            |                      | biocontrôle, n'est publiée en dehors     |   |                                       |
|     |                           |            |                      | des points de distribution des produits  |   |                                       |
|     |                           |            |                      | destinés aux utilisateurs                |   |                                       |
|     |                           |            |                      | professionnels et des publications qui   |   |                                       |
| 151 | D                         |            |                      | leur sont destinées.                     |   |                                       |

#### 151 Remarques:

- 1/L'inspecteur peut prendre photocopie et/ou photographies des documents concernés, ainsi que rédiger un procès verbal de déclaration de l'inspecté.
- 2 / Si constat d'autres non conformités sur la publicité (emplacements non conformes, allégations trompeuses, absence de mentions....), des poursuites judiciaires sont possibles (exemples : NATINF 29066, 29067 et 29068)

| N°Libellé item de la grilleActivitéObjectifsSituation attendueMéthodologie161Origine des produits<br>phytopharmaceutiques;<br>(dont importationA U D<br>autorisés. Le cas<br>échéant, lesDistributeur situé en France : le<br>distributeur de produits est agréé.<br>distributeur de produits est agréé.<br>distributeur situé en France : le<br>distributeur situé en produits et vérifie l'agrément du<br>distributeur situé en France. |  |
|---|--|
| phytopharmaceutiques; autorisés. Le cas distributeur si la vente est faite en   | pêche maritime                         |
|   |  |
| (dont importation   échéant, les   Distributeur installé à l'étranger et   France.  |  |
|   | R. 254-23-2 et 26 du code rural et de  |
| parallèle et déclaration règles de agréé en France.   | la pêche maritime                      |
| préalable) distribution, Dans le cas d'achat par l'agriculteur de   |  |
| d'importation Commerce parallèle (achetés par et produits bénéficiant de permis de l  | L. 253-17                              |
| parallèle et de pour l'utilisateur final) : l'introduction commerce parallèle (PCP) ; l'inspecteur  |  |
| commerce a été déclarée préalablement au vérifie que la déclaration a bien été l  | L. 253-23 à 26 du code rural et de la  |
| parallèle sont   SRAL conformément à une liste transmise à la DRAAF avant   | pêche maritime                         |
| respectées. établie, elle est enregistrée dans le introduction en France.   |  |
| registre des achats (point de contrôle  |  |
| 451).   |  |
|   |  |
| Remarque : dans le cas d'achat de produits acheté auprès d'une personne qui n'est pas redevable de la redevance pour pollution diffuse (distr   | <u> </u>                               |
| déclaration doit être transmise par l'exploitant, par voie électronique, à l'agence de l'eau concernée, dans les conditions définies par l'agence   |  |
| Les étiquettes et les étiquettes et/ou documents L'inspecteur contrôle les étiquettes et/ou   |  |
|   | par NS N2013-8114 du 16 juillet        |
|   | 2013,                                  |
|   | et en particulier le point 323 page    |
|   | 13 et l'annexe 3.                      |
| MFSC présents réglementation en un rayon de magasin, un site internet,  |  |
| vigueur ne comportent pas de mentions etc   |  |
| « ambiguës », notamment celles  |  |
| relatives à des allégations d'ordre   |  |
| phytosanitaire (nécessité d'une AMM   |  |
| phytopharmaceutique).   |  |
| 172 AMM ou norme des D Les MFSC mis Les étiquettes des MFSC vendus ou L'inspecteur contrôle les étiquettes des V  | Voir méthode d'inspection diffusée     |
|   | par NS N2013-8114 du 16 juillet        |
|   | 2013                                   |
| aux dispositions norme (NFU ou CE). Le cas échéant, il vérifie soit que l'AMM   |  |
| réglementaires en est valide (tableau dans e-phy), soit que e   | et en particulier le point 323 page 13 |
|   | et l'annexe 3.                         |
| produit.  |  |
|   |  |

Thème 2 : Contrôle de l'agrément

| N°  | Libellé item de la grille   | Activité | Objectifs                                   | Situation attendue   | Méthodologie   | Références réglementaires   |  |  |
|-----|---|----------|---|--|--|---|--|--|
| 211 | Agrément  | ADC      | Professionnalisa<br>tion et<br>sécurisation | service et distributeurs de PPP à l'utilisateur doivent détenir un | distribution et/ou l'application de PPP (inspection documentaire), et note les écarts majeurs rencontrés vis à vis des exigences des référentiels pour un rapport à l'administration sur le respect du travail des OC.  Pour un distributeur agréé pour la distribution de PPP pro, il ne sera pas vérifié l'agrément de vente de produit EAJ dans le cadre de produits mixtes | rural et de la pêche maritime<br>Art. L 254-8, 9 et 12 et R 254-27<br>(sanctions)<br>R254-3 |  |  |
| 211 | Remarques : plusieurs cas sont possibles.  1 / L'administré n'a pas d'agrément et n'a initié aucune démarche ;  2 / L'administré a obtenu un agrément mais les conditions d'octroi de l'agrément ne sont plus remplies (cf. items ci-dessous) ;  3 / L'administré est en activité mais la démarche de certification ou de demande d'avis favorable d'un organisme certificateur a été initiée. La preuve devra être apportée par l'administré.  Voir la NS DGAL/SDQPV/N2011-8241 modifiée |          |   |  |  |   |  |  |
| 221 | Assurance (attestation de<br>l'année en cours)  | A D C    | Sécurisation                                | en prestation de service de PPP<br>doivent détenir une assurance   | responsabilité civile professionnelle  |   |  |  |

| N°  | Libellé item de la grille  | Activité   | Objectifs                        | Situation attendue                           | Méthodologie                                   | Références réglementaires                 |  |  |
|-----|--|------------|----------------------------------|--|--|---|--|--|
| 221 |  |            |                                  | s été transmise, le point de contrôle est 1  | noté « à vérifier ». Dans le cas où elle est f |   |  |  |
|     | jours ouvrables après), le   | point peut | être noté « conforme             | e », car l'assurance existe.                 |  |   |  |  |
|     | En cas de non-conformité, un rappel réglementaire devra être fait et des suites engagées en cas de récidive. |            |                                  |  |  |   |  |  |
|     |  |            | 1                                |  |  |   |  |  |
|     |  |            |                                  |  |  | L. 254-2 du code rural et de la pêche     |  |  |
|     |  |            |                                  |  | L'inspecteur demande une copie de              | maritime                                  |  |  |
| 222 | Certification par un   | A D        | Professionnalisa-                | _ =  | l'attestation de certification ou de l'avis    |   |  |  |
|     | organisme certificateur  |            | tion                             | 1  | favorable de certification et il en vérifie    | <u> </u>                                  |  |  |
|     |  |            |                                  | (application, distribution, conseil) par     | -  | maritime                                  |  |  |
|     |  |            |                                  | un OC reconnu.                               | obligatoires).                                 | A-4:-1- 22 1- H2(-1-2F                    |  |  |
|     |  |            |                                  |  | Ce contrôle peut être fait avant               | Article 23 de l'arrêté du 25 novembre     |  |  |
|     |  |            |                                  |  | l'inspection sur site, en consultant           |   |  |  |
|     |  |            |                                  |  | GEUDI, ou le dossier d'agrément.               | 30 juin 2014)                             |  |  |
|     |  |            |                                  |  | GEODI, ou le dossiel d'agrement.               | 30 Julii 2014)                            |  |  |
|     |  |            | Les personnes qui                |  |  | L 254-1-IV et L.254-3 du code rural       |  |  |
|     |  |            | mettent sur le                   |  |  | et de la pêche maritime                   |  |  |
| 223 | Validité des certificats   | AUDC       | marché ou                        | Cas particulier: lors des chantiers          | L'inspecteur vérifie la validité des           | _   |  |  |
|     | individuels de   |            | utilisent des PPP                | collectifs de pose de diffuseurs             | certificats individuels du personnel de        | E7- référentiel de certification          |  |  |
|     | qualification  |            | ont acquis les                   |  | l'entreprise (inspection documentaire) en      |   |  |  |
|     |  |            | connaissances                    | cadre de la lutte par confusion              | regardant la date de délivrance. Il peut       |   |  |  |
|     | (certiphyto)   |            |                                  | sexuelle, il est attendu que, a minima,      | être amené à vérifier que les personnes        |   |  |  |
|     |  |            |                                  | <mark>le responsable de chantier soit</mark> | titulaires des certificats sont bien           | l'agriculture, l'alimentation et la forêt |  |  |
|     |  |            | responsabilités.                 | titulaire du certiphyto.                     | salariées de l'établissement.                  |   |  |  |
|     |  |            | Les personnes qui                |  |  |   |  |  |
|     |  |            |                                  | _  | L'inspecteur peut vérifier l'adéquation        |   |  |  |
|     |  |            |                                  | _  | des niveaux et catégories de certificats       |   |  |  |
|     |  |            | activité                         | 26 novembre 2015.                            | avec les activités exercées.                   |   |  |  |
|     |  |            | professionnelle                  |  |  |   |  |  |
|     |  |            | ou qui mettent<br>des PPP sur le |  |  |   |  |  |
|     |  |            | marché                           |  |  |   |  |  |
|     |  |            | détiennent des                   |  |  |   |  |  |
|     |  |            | certificats                      |  |  |   |  |  |
|     |  |            | attestant de leur                |  |  |   |  |  |
|     |  |            | qualification.                   |  |  |   |  |  |

| N°           | Libellé item de la grille   | Activité   | Objectifs  | Situation attendue  | Méthodologie  | Références réglementaires  |
|--------------|---|------------|--|---|---|--|
| 224          | Contrat avec un organisme certificateur                                       | ADC        | Professionnalisa-<br>tion  | contrat avec un organisme   | accrédité par le COFRAC et reconnu par  | L. 254-2 du code rural et de la pêche<br>maritime  Article 3 du décret n°2011-1325 du<br>18 octobre 2011         |
|              |   |            |  |   | Ce contrôle peut être fait avant l'inspection sur site, en consultant GEUDI ou le dossier d'agrément.   |  |
| 231          | Affichage de l'agrément<br>dans les documents<br>commerciaux et les<br>locaux | ADC        | Information des<br>clients qu'ils se<br>fournissent chez<br>un professionnel<br>agréé par l'Etat | L'agrément est affiché dans leurs locaux accessibles à la clientèle.  Tous les documents commerciaux font référence à l'agrément. | L'inspecteur vérifie que l'agrément est affiché dans les locaux accessibles à la clientèle.  Il vérifie au hasard des factures éditées ou vierges, des bons de livraison et de commande, le catalogue, le site Internet, les recommandations, publicité ou tout autre support à vocation commerciale. | maritime  Rubrique E4 du référentiel de certification— Arrêté du 25 novembre 2011 fixant l'organisation générale |
| 221 à<br>231 | Remarque :<br>L'inspecteur peut prendre                                       | des photoc | <br>opies et /ou photogr   | aphies des documents concernés, ainsi o   | qu'enregistrer les déclarations dans un proc  | rès verbal. (PV de déclaration)  |

| N°  | Libellé item de la grille | Activité  | Objectifs         | Situation attendue                     | Méthodologie                                   | Références réglementaires               |
|-----|---------------------------|-----------|-------------------|--|--|---|
| -11 | Libene nem de la grine    | rictivite | Objectis          | Situation attenuate                    | Methodologic                                   | references regrementaires               |
| 241 | Conseil spécifique à      | D C       | Seules les bonnes | Les conseils délivrés aux clients      | L'inspecteur demande des fiches de             | L 254-7 du code rural et de la pêche    |
|     | l'utilisation             |           | pratiques         | utilisateurs professionnels sont basés | préconisation et vérifie que toutes les        | maritime                                |
|     | « complet et exact »      |           | phytosanitaires   | sur un diagnostic cultural, formalisés | informations obligatoires sont présentes,      |   |
|     |                           |           | sont conseillées  | par écrit,                             | notamment les substances actives, les          | Arrêté du 25 novembre 2011 relatif      |
|     |                           |           |                   | au moins une fois par an,              | produits recommandés, la cible, la ou les      | au référentiel de certification pour    |
|     |                           |           |                   | en comportant les mentions             | parcelles, la superficie à traiter, la dose et | l'activité de distribution de PPP à des |
|     |                           |           |                   | obligatoires (L 254-7 du CRPM)         | les conditions de mise en œuvre.               | utilisateurs professionnels (modifié    |
|     |                           |           |                   | ainsi qu'un volet sur les moyens de    |  | par arrêté du 30 juin 2014) et le       |
|     |                           |           |                   | lutte alternatifs.                     | L'inspecteur contrôle au moins 3               | guide de lecture du référentiel paru au |
|     |                           |           |                   | Les renseignements sont complets et    | préconisations.                                | Bulletin Officiel n°29 du 17 juillet    |
|     |                           |           |                   | exacts.                                | (en recherchant éventuellement conseil         | 2014 du ministère chargé de             |
|     |                           |           |                   |  | pour ppp interdit, surdosage,                  | l'agriculture                           |
|     |                           |           |                   |  | détournement d'usage)                          |   |
|     |                           |           |                   |  | (voir en annexe, Fiche « Evaluation            |   |
|     |                           |           |                   |  | préconisation-Conseil », en fin de             |   |
|     |                           |           |                   |  | vademecum »)                                   |   |
|     |                           |           |                   |  |  |   |

Thème 3 : Contrôle des conditions de stockage et de présentation des linéaires de vente

| N°  | Libellé item de la grille | Activité | Objectifs      | Situation attendue                     | Méthodologie                                 | Références réglementaires           |
|-----|---------------------------|----------|----------------|--|--|-------------------------------------|
|     |                           |          |                | Chez les distributeurs et utilisateurs | L'inspecteur demande à l'inspecté à voir     | R (CE) n°852/2004 Annexe I partie   |
|     |                           |          |                | soumis au régime agricole et chez      | le local ou l'armoire de stockage des        | A II- 3a et 5f                      |
| 311 | Local réservé à cet usage | UAD      | Limiter les    | les producteurs primaires :            | PPP.   |                                     |
|     | (à l'écart des denrées    |          | contaminations | Tous les PPP de l'établissement sont   |  | R (CE) n°183/2005 Annexe I partie   |
|     | alimentaires et aliments  |          |                | stockés dans un local ou une armoire   | Il fait le tour de l'établissement pour voir | A point 4 <sup>e</sup>              |
|     | pour animaux)             |          |                | réservée à cet usage. Les biocides,    | si des produits ne sont pas stockés en       |                                     |
|     |                           |          |                | MFSC, et semences traitées y sont      | dehors du local.                             | Art. R. 5132-66 du code de la santé |
|     |                           |          |                | tolérés.                               |  | publique (pour les T, T+, CMR)      |
|     |                           |          |                | Aucune denrée alimentaire ou           |  |                                     |
|     |                           |          |                | aliment pour animaux ne doit y être    |  | Art 4 du décret n°87-361 (pour les  |
|     |                           |          |                | stocké.                                |  | établissements agricoles)           |
|     |                           |          |                |  |  |                                     |
|     |                           |          |                | Chez les autres distributeurs et       |  |                                     |
|     |                           |          |                | utilisateurs :                         |  |                                     |
|     |                           |          |                | Les PPP classés T, T+ et CMR sont      |  |                                     |
|     |                           |          |                | stockés dans un local ou une armoire   |  |                                     |
|     |                           |          |                | réservée à cet usage. Les biocides,    |  |                                     |
|     |                           |          |                | MFSC et semences traitées y sont       |  |                                     |
|     |                           |          |                | tolérés.                               |  |                                     |
|     |                           |          |                | Aucune denrée alimentaire ou           |  |                                     |
|     |                           |          |                | aliment pour animaux ne doit y être    |  |                                     |
|     |                           |          |                | stocké.                                |  |                                     |
|     |                           |          |                |  |  |                                     |
|     |                           |          |                | Chez les distributeurs qui mettent en  |  |                                     |
|     |                           |          |                | vente des denrées alimentaires ou      |  |                                     |
|     |                           |          |                | aliments pour animaux, les produits    |  |                                     |
|     |                           |          |                | sont stockés dans un local spécifique. |  |                                     |
|     |                           |          |                |  |  |                                     |

| N°  | Libellé item de la grille  | Activité   | Objectifs            | Situation attendue                      | Méthodologie                                | Références réglementaires              |  |  |  |  |  |
|-----|--|--|----------------------|---|---|--|--|--|--|--|--|
|     | Remarques :  | •  | -                    |   | -   |  |  |  |  |  |  |
|     | 1 / Pour ce point de contrôl   | le, la régler  | nentation issue du c | ode de santé publique et du code du tra | vail ne fait pas partie du champ pour leque | el les agents du MAAAF sont habilités. |  |  |  |  |  |
| 311 | Ils ne peuvent donc relever les infractions, ou prendre des mesures administratives défavorables ce qui n'empêche pas d'apporter de l'information réglementaire à l'inspecté et    |  |                      |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     | éventuellement d'informer le service compétent (inspection du travail - art L.40 du CPP)). En revanche, les agents peuvent relever les infractions sur la réglementation du Paquet |  |                      |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     | Hygiène (chez les producteurs primaires).  |  |                      |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     | 2 / Les EPI ne doivent pas   | 2 / Les EPI ne doivent pas être à l'intérieur du local pour des raisons de sécurité de la protection de l'utilisateur (saturation du filtre). Si l'inspecteur constate la présence d'EPI |                      |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     | dans le local, il informe ord  | ilement l'ut   | ilisateur.           |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     | 3 / Cet item correspond au   | point « Abs  | ence de local phyto  | ou armoire aménagée et réservée au sto  | ockage des produits phyto » du CRC condit   | ionnalité.                             |  |  |  |  |  |
|     |  |  |                      |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     |  |  |                      | Dans <u>tous</u> les établissements :   | L'inspecteur vérifie si le local ou         |  |  |  |  |  |  |
| 321 | Local aéré, fermé à clé si   | UAD  | Protection de        | Lorsqu'il contient des produits         | l'armoire ferme à clef. La clef ne doit     |  |  |  |  |  |  |
|     | produits T, T+ et CMR  |  | l'utilisateur et des | classés T, T+ ou CMR, le local ou       | pas être sur la porte.                      | Art. R. 5132-66 du code de la santé    |  |  |  |  |  |
|     | (SGH06, SGH08)   |  | personnes qui ne     | l'armoire ferme à clef.                 |   | publique                               |  |  |  |  |  |
|     |  |  | doivent pas avoir    |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     |  |  | accès aux            | Chez les distributeurs et utilisateurs  |   |  |  |  |  |  |  |
|     |  |  | produits             | soumis au régime agricole :             | soumis au régime agricole, l'inspecteur     | Art. 4 du décret n°87-361              |  |  |  |  |  |
|     |  |  |                      | Il existe une aération permanente       | vérifie si le local ou l'armoire sont aérés |  |  |  |  |  |  |
|     |  |  |                      | haute et basse, naturelle ou            | ou ventilés. Aucune gêne olfactive n'est    |  |  |  |  |  |  |
|     |  |  |                      | mécanique.                              | perceptible à l'ouverture du local ou de    |  |  |  |  |  |  |
|     |  |  |                      | La clef du local doit être conservée    | l'armoire.                                  |  |  |  |  |  |  |
|     |  |  |                      | par l'employeur.                        |   |  |  |  |  |  |  |
|     | Remarques :  |  |                      |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     |  |  |                      |   | lu code de santé publique et du code du tr  | =                                      |  |  |  |  |  |
| 321 |  |  |                      |   | rter de l'information réglementaire à l'ins | pecté et éventuellement d'informer le  |  |  |  |  |  |
|     | service compétent (inspection  |  |                      |   |   |  |  |  |  |  |  |
|     | 2 / Cet item correspond au   | point « Loc  | al phyto ou armoire  | non conforme aux prescriptions en mat   | ière d'aération et fermeture » du CRC cond  | ditionnalité.                          |  |  |  |  |  |

| N°  | Libellé item de la grille | Activité | Objectifs       | Situation attendue                    | Méthodologie                                       | Références réglementaires           |
|-----|---------------------------|----------|-----------------|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
|     |                           |          |                 |                                       | 1)- L'inspecteur vérifie que les PPP               |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | classés avec ancienne étiquette T, T+ et           |                                     |
| 331 | Produits T, T+, CMR,      | UAD      | L'utilisateur   | Dans le local ou l'armoire, un espace | CMR sont « détenus séparément » des                |                                     |
|     | SGH06 (« tête de mort »), |          | utilise les     | est dédié aux produits                | autres produits ;                                  | Art. R. 5132-66 du code de la santé |
|     | et SGH08 («silhouette     |          | produits en en  |                                       | 11   | publique                            |
|     | explosante »)             |          | connaissant les |                                       | <mark>symbolique des risques, liée au</mark>       |                                     |
|     |                           |          | risques, et se  | reprotoxiques (R60, R61, R62, R63)    |  |                                     |
|     | séparés des autres        |          | protège         | – par exemple : étagère dédiée.       | 1)- les PPP de type T, T+ « nouveaux »             |                                     |
|     | produits                  |          | efficacement.   |                                       | (= à pictogrammes « tête de mort »)                |                                     |
|     |                           |          |                 | Dans le local, les produits doivent   | seront séparés des autres PPP ;                    |                                     |
|     |                           |          |                 | être, ordonnés en fonction de leur    |  |                                     |
|     |                           |          |                 | 0 1                                   | 2) CMR « nouveaux » : on étendra les               |                                     |
|     |                           |          |                 | fonction du type de culture.          | PPP anciens CMR (Cancérigènes,                     |                                     |
|     |                           |          |                 | Si un classement par culture est mis  |  |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | nouveaux SGH08 (= « silouhette                     |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | explosante »). Tous les nouveaux                   |                                     |
|     |                           |          |                 | profil toxicologique.                 | anciens produits CMR possèdent le picto            |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | SGH08. Les utilisateurs doivent                    |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | chercher le pictogramme SGH08, et lire             |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | <mark>ensuite les phrases de risque afin de</mark> |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | vérifier s'il y est fait mentions des              |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | phrases de risque concernant le cancer,            |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | foetus, fertilité, anomalies génétiques.           |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | Cependant, le picto SGH08 recouvre                 |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | <mark>au delà des seuls anciens CMR, en</mark>     |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | couvrant d'autres risques moins violents           |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | (asthme par exemple). On peut                      |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | transposer les «anciens» CMR en                    |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | H340 et 341, H350 et 351, H360 et 361).            |                                     |
|     |                           |          |                 |                                       | L'inspecteur peut le faire par exemple             |                                     |
|     | D                         |          |                 |                                       | lorsqu'il contrôle les AMM.                        |                                     |

Remarque :

Les agents du MAAF ne sont pas habilités à relever les infractions de la réglementation du code de santé publique et du code du travail. Ils ne peuvent donc relever les infractions ou prendre des mesures administratives défavorables, ce qui n'empêche pas d'apporter de l'information réglementaire à l'inspecté et éventuellement d'informer le service compétent (inspection du travail - art L.40 du CPP)).

| N°  | Libellé item de la grille                          | Activité    | Objectifs             | Situation attendue   | Méthodologie                              | Références réglementaires                  |
|-----|--|-------------|-----------------------|--|---|--|
|     |  |             | Le manipulateur       |  |   | 3  |
|     |  |             | et l'utilisateur      |  |   |  |
| 341 | PPP conservés dans leur                            | UAD         | peuvent lire          | Les produits sont conservés dans leur                                      | L'inspecteur contrôle les contenants des  | Art L. 250-6 et R253-43 et 49 du           |
|     | emballage d'origine                                |             | l'étiquette et ainsi  | emballage d'origine auquel est   | produits et les indications portées sur   | code rural et de la pêche maritime         |
|     |  |             | connaître les         | toujours attachée l'intégralité de   | l'étiquetage.                             |  |
|     |  |             | conditions            | l'étiquette non endommagée (lisible)                                       |   |  |
|     |  |             | d'emploi, le          | jusqu'au moment de l'utilisation   | Les contenants non identifiés doivent     |  |
|     |  |             | classement            |  | être considérés comme des PPNU.           |  |
|     |  |             | toxicologique, les    |  |   |  |
|     |  |             | conseils              |  | En cas de soupçons sur le produit         |  |
|     |  |             | éventuels de          |  | contenu, l'inspecteur peut procéder à un  |  |
|     |  |             | stockage              |  | prélèvement.                              |  |
|     |  |             |                       |  |   |  |
|     |  |             | Evite le risque de    |  |   |  |
|     |  |             | confusion de          |  |   |  |
|     |  |             | produits et de        |  |   |  |
|     |  |             | contact avec le       |  |   |  |
|     |  |             | produit lors de la    |  |   |  |
|     |  |             | manipulation.         |  |   |  |
| 341 | Remarque : En cas de soup                          | çons sur le | ì                     | nspecteur peut procéder à un prélèveme                                     | nt après avis de l'expert résidus.        |  |
|     |  |             | Bonne                 | The development of the second day  | I Company of the conductor FAI            | D254 24 de ce de const et de la câcte      |
| 251 | F  | Ъ           | information des       |  | L'inspecteur vérifie si les produits EAJ  | <u> </u>                                   |
| 351 | Emplacements de vente                              | D           | clients – éviter la   | •  | sont bien séparés des produits non EAJ    | maritime                                   |
|     | des produits "Emploi<br>autorisé dans les jardins" |             | vente de produits     | emplacements séparés physiquement<br>afin d'éviter toute confusion par les | sur les linaires de vente.                |  |
|     | (EAJ) séparés des non                              |             | pro à des<br>amateurs | clients.   |   |  |
|     | EAJ Separes des non                                |             | amateurs              | chems.   |   |  |
|     | EAJ  |             |                       |  |   |  |
|     |  |             | Bonne                 | Les rayons ou portions de linéaires  | L'inspecteur vérifie la signalétique mise | <br>  R254-21 du code rural et de la pêche |
| 352 | Mise en place d'une                                | D           | information des       | doivent être clairement identifiés par                                     | en place.                                 | maritime                                   |
|     | signalétique EAJ /                                 |             | clients – éviter la   | une signalétique facilement repérable                                      | •   |  |
|     | Produits professionnels                            |             | vente de produits     | pour les clients.  |   |  |
|     | 1  |             | pro à des             |  |   |  |
|     |  |             | amateurs              |  |   |  |
| 352 | Remarque : L'inspecteur pe                         | ut prendre  | photocopie et/ou ph   | otographie des éléments concernés.   |   |  |

| N°         | Libellé item de la grille | Activité | Objectifs        | Situation attendue                      | Méthodologie                             | Références réglementaires             |
|------------|---------------------------|----------|------------------|---|--|---------------------------------------|
|            |                           |          |                  |   |  |                                       |
| <b>171</b> | Conditions de stockage    | A        | Vérifier les     | Les EPI sont stockés dans un endroit    | L'inspecteur vérifie la mise en place de | - Art. 8 du Décret n°87-361 du 27     |
|            | des EPI, et du matériel   | U        | conditions de    | propre, sec, étanche aux produits       | lieux de rangement de ces types de       | mai 1987                              |
|            | d'application             |          | stockage des EPI | contaminants, et séparés des autres     | matériel.                                | - Directive 89/686 /CEE (directive    |
|            |                           |          | en dehors de     | vêtements et locaux d'habitation. Les   |  | EPI) du 21 décembre 1989.             |
|            |                           |          | toute source de  | EPI ne doivent pas être à l'intérieur   |  | - Guide de la commission (2012) :     |
|            |                           |          | contamination    | du local phytopharmaceutiques pour      |  | «Protéger la santé et la sécurité des |
|            |                           |          |                  | des raisons de sécurité de la           |  | travailleurs dans les secteurs de     |
|            |                           |          |                  | protection de l'utilisateur (saturation |  | l'agriculture, de l'élevage, de       |
|            |                           |          |                  | du filtre).                             |  | l'horticulture et de la sylviculture, |
|            |                           |          |                  |   |  | ISBN 978-92-79-22674-8».              |
|            |                           |          |                  | Si l'inspecteur constate la présence    |  | - code du travail (R4412-1 et         |
|            |                           |          |                  | d'EPI dans le local, il informe         |  | suivants).                            |
|            |                           |          |                  | oralement l'utilisateur.                |  |                                       |
|            |                           |          |                  |   |  |                                       |

Remarque : le port des EPI ne fait pas partie de ce point de contrôle ; dans le point 431 « Respect des conditions d'emploi prévues par l'AMM », l'inspecteur vérifie si l'utilisateur a des EPI, et s'il les porte durant le traitement.

**Thème 4 : Contrôle des pratiques professionnelles** 

| N°  | Libellé item de la grille  | Activité | Objectifs   | Situation attendue   | Méthodologie  | Références réglementaires   |
|-----|--|----------|---|--|---|---|
| 411 | Utilisation sur des végétaux DESTINES à  | UA       | Utilisation<br>appropriée d'un  | Les PPP utilisés sur des végétaux                                    | L'inspecteur vérifie l'utilisation des PPP dans le registre, et les factures de prestation de service le cas échéant. En cas de soupçons, l'inspecteur vérifie les  |   |
|     | l'alimentation humaine ou<br>animale<br>d'un produit SANS AMM  |          | PPP: maîtrise des risques pour l'applicateur, le consommateur et l'environnement. | ou animale ont une AMM ou un   | factures d'achat de PPP et il interroge l'inspecté pour enregistrer ses déclarations. En cas de soupçon, un prélèvement doit être envisagé (végétaux, sols). La culture doit alors faire l'objet d'une consignation en cas de prélèvement pour analyse résidus.   | Art. L253-1 du code rural et de la pêche maritime  L. 205-5 et 7, L. 250-6 et R. 253-54 du code rural et de la pêche maritime |
| 412 | Utilisation sur végétaux<br>NON DESTINES à<br>l'alimentation humaine ou<br>animale d'un PPP SANS<br>AMM      | U A      | Idem que ci<br>dessus   | Idem que ci dessus   | Idem que ci dessus  | Idem que ci dessus  |
| 421 | Utilisation sur des végétaux DESTINES à l'alimentation humaine ou animale d'un produit sans AMM pour l'USAGE | UA       | Idem que ci<br>dessus   | destinés à l'alimentation humaine<br>ou animale ont une AMM en cours | L'inspecteur vérifie l'utilisation des PPP dans le registre et les factures de prestation de service le cas échéant, et les croise avec les espèces mises en culture (voir Registre Parcellaire Graphique, parcelles, informations orales de l'exploitant).  En cas de soupçons, l'inspecteur vérifie les factures d'achat de PPP et interroge l'inspecté pour enregistrer ses déclarations.  En cas de soupçons, un prélèvement de végétaux peut être envisagé.  La mise en évidence de résidus par une analyse donne lieu à enquête pour déterminer si le résidu provient d'une utilisation de PPP non autorisé pour l'usage, ou d'une contamination extérieure (sol, eau, dérive, rinçage pulvé, erreur dans le prélèvement, etc). | Art. L253-1 du code rural et de la pêche maritime  Catalogue des usages en vigueur  |

| N°  | Libellé item de la grille    | Activité      | Objectifs           | Situation attendue                      | Méthodologie                                     | Références réglementaires                |
|-----|------------------------------|---------------|---------------------|---|--|--|
|     |                              |               |                     |   | L'inspecteur vérifie l'utilisation des PPP       | <u> </u>                                 |
|     |                              |               |                     |   | dans le registre et les factures de prestation   |  |
| 422 | Utilisation sur des          | UA            | Utilisation         | Les PPP utilisés sur des végétaux       | de service le cas échéant et les croisent avec   | Art. 28, 31, 52 et 55 du règlement       |
|     | végétaux                     |               | appropriée d'un     | non destinés à l'alimentation           | les espèces mises en culture (voir plan de       | 1107/2009                                |
|     | NON DESTINES à               |               | PPP:                | humaine ou animale ont une AMM          | l'exploitation, Registre Parcellaire             |  |
|     | l'alimentation humaine ou    |               | maîtrise des        | en cours de validité                    | Graphique, parcelles, informations orales de     | Art. L253-1 du code rural et de la pêche |
|     | animale                      |               | risques pour        | ou un permis de commerce                | l'exploitant).                                   | maritime                                 |
|     |                              |               | l'applicateur, le   | parallèle                               |  |  |
|     | d'un produit                 |               | consommateur et     |   | En cas de soupçons, l'inspecteur vérifie les     | Catalogue des usages en vigueur          |
|     | SANS AMM pour                |               | l'environnement.    | ET cette AMM couvre les usages          | factures d'achat de PPP et il interroge          |  |
|     | l'USAGE                      |               |                     | considérés.                             | l'inspecté dans le but d'enregistrer ses         |  |
|     |                              |               |                     |   | déclarations.                                    |  |
|     |                              |               |                     |   | En cas de soupçons, un prélèvement de            |  |
|     |                              |               |                     |   | végétaux peut être envisagé.                     | L. 205-5 et 7, L. 250-6 et R. 253-54 du  |
|     |                              |               |                     |   |  | code rural et de la pêche maritime       |
|     |                              |               |                     |   | La mise en évidence de résidus par une           |  |
|     |                              |               |                     |   | analyse donne lieu à enquête dans l'objectif     |  |
|     |                              |               |                     |   | de déterminer si le résidu provient d'une        |  |
|     |                              |               |                     |   | utilisation de produit non autorisé pour         |  |
|     |                              |               |                     |   | l'usage ou d'une contamination extérieure        |  |
|     |                              |               |                     |   | (sol, eau, dérive, rinçage pulvé, erreur dans    |  |
|     |                              |               |                     |   | le prélèvement, etc)                             |  |
| 411 | Remarques :                  |               |                     |   |  |  |
| à   |                              |               |                     |   |  |  |
| 422 |                              |               | -                   | =                                       | agé pour recherche de résidus. L'avis de l'expe  | _  |
|     | l'échantillon (opportunité d | le l'analyse, | molécules à recherc | cher, choix du laboratoire). L'expert   | résidus doit également être mobilisé pour l'int  | erprétation des résultats d'analyse.     |
|     |                              |               |                     |   |  |  |
|     | -                            | produits ou d | de commande presta  | itions peuvent être copiées sur place o | u demandées dans le courrier faisant suite à l'i | inspection et être inspectées au bureau  |
|     | après l'inspection.          |               |                     |   |  |  |
|     | Respect des conditions       |               | Utilisation         | L'utilisateur lit l'étiquette et        | L'inspecteur interroge l'inspecté dans le but    |  |
|     | d'emploi prévues par         |               | conforme à          |   | d'enregistrer ses déclarations.                  | Art. 31 et 55 du règlement (CE)          |
| 431 |                              | UA            | l'AMM :             | préconisations.                         | a cinegistici ses decidiations.                  | n°1107/2009                              |
| 431 | sur l'étiquette              | UA            | maîtrise des        | Exemples:                               | L'inspecteur <b>vérifie dans le registre la</b>  | 11 110//2003                             |
|     | om i cuquenc                 |               | risques pour        | _                                       | <b>dose,</b> la date d'application et la date de |  |
|     | (DAR, ZNT-eau, dose,         |               | l'applicateur, le   | dose homologuée pour l'usage. Elle      | récolte et compare dans e-phy à la dose          | Arrêté du 12 septembre 2006              |
|     | port des EPI)                |               | consommateur et     | peut être fractionnée.                  | autorisée, le DAR, et la mention « abeille »     | Three du 12 septembre 2000               |
|     | port des Err)                |               | l'environnement.    | La mention « <b>abeilles</b> »,         | le cas échéant.                                  |  |
|     |                              |               | i environnement.    | La mention « avenies »,                 | ie cas echediii.                                 |  |

| N°     | Libellé item de la grille | Activité | Objectifs | Situation attendue                        | Méthodologie  | Références réglementaires    |
|--------|---------------------------|----------|-----------|---|---|------------------------------|
|        |                           |          |           | la zone non traitée (ZNT-eau),            | L'inspecteur p <mark>eut</mark> vérifier les factures |                              |
|        |                           |          |           | le nombre d'applications,                 | d'achat et les volumes consommés, et la               | Arrêté BCAE du 24 avril 2015 |
|        |                           |          |           | le délai avant récolte (DAR)              | concordance avec les surfaces traitées (ainsi         |                              |
|        |                           |          |           | et les périodes d'interdiction (ex :      | que les stocks pour effectuer une                     |                              |
|        | (Respect des conditions   |          |           | Spe7)                                     | comptabilité matière).                                |                              |
|        | d'emploi prévues par      |          |           | figurant sur les étiquettes de PPP        | Il s'aide de la fiche du Sral Centre-Val de           |                              |
| (431)  | l'AMM et mentionnées      |          |           | doivent être respectés.                   | Loire n°I/10/14.                                      |                              |
|        | sur l'étiquette           |          |           |   |   |                              |
| (suite | (DAR, ZNT-eau, dose,      |          |           | Remarque : certaines AMM de PPP           | Le DAR mentionné sur l'étiquette est une              |                              |
| )      | port des EPI))            |          |           | mentionnent des "désherbages de           | recommandation de l'AMM. Il permet à                  |                              |
|        |                           |          |           | printemps"; il convient de                | l'exploitant de s'assurer du respect de la            |                              |
|        | (Suite)                   |          |           | considérer qu'il s'agit d'une notion      | LMR à la récolte.                                     |                              |
|        |                           |          |           | agronomique et non d' une notion          |   |                              |
|        |                           |          |           | calendaire, le désherbage de              | En cas de doute, un prélèvement peut être             |                              |
|        |                           |          |           | printemps s'entendant comme tout          | réalisé au stade récolte pour vérifier la             |                              |
|        |                           |          |           | désherbage réalisé à la suite de la       | conformité à la LMR (dans l'attente des               |                              |
|        |                           |          |           | reprise de végétation post-               | résultats d'analyse, le point est considéré           |                              |
|        |                           |          |           | hivernale. Ainsi, des interventions       | comme en attente).                                    |                              |
|        |                           |          |           | avec des produits portant la              |   |                              |
|        |                           |          |           | mention "désherbage de printemps"         | Il sera vérifié, le <b>respect des ZNT-eau</b>        |                              |
|        |                           |          |           | peuvent être réalisées en reprise de      | figurant sur l'étiquette des produits vis à vis       |                              |
|        |                           |          |           | végétation post-hivernale avant le        | des points d'eaux définis par l'arrêté                |                              |
|        |                           |          |           | ` .                                       | ministériel du 12/09/2006. Dans le cas des            |                              |
|        |                           |          |           | stade végétatif lorsque celui ci est      | contrôles conditionnalité, les contrôles              |                              |
|        |                           |          |           | mentionné dans l'AMM).                    | portent prioritairement sur les points d'eau          |                              |
|        |                           |          |           |   | classés BCAE. Le cas échéant, il sera vérifié         |                              |
|        |                           |          |           | Concernant <b>les EPI</b> , l'inspecteur  | les conditions de réduction de ces ZNT-eau            |                              |
|        |                           |          |           | vérifie s'il en a, et s'il les porte lors | (moyens permettant de diminuer le risque de           |                              |
|        |                           |          |           | des traitements avec des PPP.             | dérive (voir dernières inscriptions au BO du          |                              |
|        |                           |          |           |   | MAAF) + dispositif végétalisé ("dispositif            |                              |
|        |                           |          |           |   | végétalisé permanent d'au moins 5 mètres de           |                              |
|        |                           |          |           |   | large en bordure de cours d'eau ») + registre).       |                              |
|        |                           |          |           |   |   |                              |
|        |                           |          |           |   | L'inspecteur peut aussi effectue(r) une               |                              |
|        |                           |          |           |   | observation visuelle de l'état de la                  |                              |
|        |                           |          |           |   | végétation et mesure(r) la distance entre la          |                              |
|        |                           |          |           |   | culture et le point d'eau au moyen d'un               |                              |
|        |                           |          |           |   | matériel de mesure adapté (ex : décamètre).           |                              |

| N°  | Libellé item de la grille     | Activité | Objectifs          | Situation attendue                    | Méthodologie  | Références réglementaires  |
|-----|-------------------------------|----------|--------------------|---------------------------------------|---|--|
|     |                               |          |                    |                                       | L'inspecteur doit disposer :  |  |
|     |                               |          |                    |                                       | • des arrêtés préfectoraux BCAE annuels à   |  |
|     |                               |          |                    |                                       | jour pour les départements concernés  |  |
|     |                               |          |                    |                                       | • de la cartographie des parcelles de   |  |
|     |                               |          |                    |                                       | l'inspecté au 1/25000   |  |
|     |                               |          |                    |                                       | • de photos RPG des îlots cultivés  |  |
|     |                               |          |                    |                                       | Si les ZNT constatées sont inférieures à  |  |
|     |                               |          |                    |                                       | celles préconisées, il convient alors de  |  |
|     |                               |          |                    |                                       | vérifier si les buses utilisées permettaient  |  |
|     |                               |          |                    |                                       | des réductions de ZNT.  |  |
|     |                               |          |                    |                                       | <u>Point d'attention</u> : certains arrêtés de lutte  |  |
|     |                               |          |                    |                                       | obligatoire peuvent modifier les conditions   |  |
|     |                               |          |                    |                                       | d'emploi des produits.  |  |
|     | au DAR et dose, l'autre au.   | =        | -                  | - Maîtrise de la dérive.              | licitement sur l'étiquette» figurant sur le CF  L'inspecteur interroge l'inspecté dans le but |  |
|     |                               |          |                    | Trialitation de la deliver            | d'enregistrer ses déclarations.   | Arrêté du 12 septembre 2006  |
| 432 | Respect des <b>conditions</b> | UA       | Utilisation        | - Respect du DAR de 3 jours           | L'inspecteur vérifie dans le registre la date   |  |
|     | <b>d'emploi</b> fixées par    |          | conforme à la      | obligatoire.                          | d'application et la date de récolte. Il vérifie   | · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·                                    |
|     | l'autorité administrative     |          | réglementation     |                                       | que l'inspecté connaît les délais de rentrée et   | Arrêté du 13 janvier 2009 (poussières)                                   |
|     |                               |          | nationale en       | - Respect de la ZNT minimale de 5     | que des moyens ont été mis en place pour  | Arrêtés préfectoraux spécifiques   |
|     | (dérive,                      |          | vigueur : maîtrise | mètres.                               | respecter ces délais de rentrée dans les  | (fossés)   |
|     | DAR,                          |          | des risques pour   |                                       | serres ou parcelles traitées.   |  |
|     | ZNT-,                         |          | l'applicateur, le  | - Respect des règles relatives aux    |   | Arrêté du 10 octobre 1988 relatif aux                                    |
|     | mélanges,                     |          | consommateur et    | mélanges extemporanés.                | En absence de ZNT définie par l'AMM, il   | conditions particulières de délivrance et                                |
|     | arrêtés préfectoraux          |          | l'environnement.   |                                       | sera vérifié le respect de la <b>ZNT-eau</b>  | d'emploi du phosphure d'hydrogène  |
|     | abeilles,                     |          |                    |                                       | minimale de 5 mètres vis à vis des points   | pour la lutte contre la taupe  |
|     | poussières,                   |          |                    | protection des abeilles.              | d'eaux définis par la NS N2009-8228 du 31   | A = 21 / do 4 = 21 1000 = 1 = 110 = 110                                  |
|     | effluents etc.).              |          |                    | - Présence de déflecteur à la sortie  | juillet 2009.   | Arrêté du 4 août 1986 relatif aux  |
|     |                               |          |                    |                                       | En cas d'enregistrement de l'utilisation de   | conditions générales d'emploi de<br>certains fumigants en agriculture et |
|     |                               |          |                    | d'utilisation des semences traitées.  | plusieurs produits le même jour, l'inspecteur   | dispositions particulières visant le                                     |
|     |                               |          |                    | a difficultion des semences traitees. | vérifie la conformité à la règle concernant   | bromure de méthyle, le phosphure   |
|     |                               |          |                    | - Respect des règles de vidange des   | les mélanges.   | d'hydrogène et l'acide cyanhydrique                                      |
|     |                               |          |                    | effluents et de rinçage du            | - <b>0</b>  |  |

| N°  | Libellé item de la grille | Activité | Objectifs | Situation attendue              | Méthodologie  | Références réglementaires                  |
|-----|---------------------------|----------|-----------|---------------------------------|---|--|
|     |                           |          |           | pulvérisateur.                  | Si le contrôle est réalisé en période de                |  |
|     |                           |          |           |                                 | floraison d'une espèce mellifère, vérifier le           |  |
|     |                           |          |           | - Respect des délais de rentrée | respect des règles relatives à la <b>protection</b>     | Arrêté du 13 janvier 2009 relatif aux      |
|     |                           |          |           |                                 | <b>des abeilles</b> . Sinon, aborder le sujet dans la   | conditions d'enrobage et d'utilisation     |
|     |                           |          |           | - respect des applications sans | discussion.   | des semences traitées                      |
|     |                           |          |           | grand vent.                     |   |  |
|     |                           |          |           |                                 | L'inspecteur vérifie la présence de                     | Arrêté du 24 juillet 2012 relatif à        |
|     |                           |          |           |                                 | <b>déflecteur</b> à la sortie de la tuyère du semoir    | l'interdiction d'utilisation et de mise su |
|     |                           |          |           |                                 | pneumatique.  | le marché pour utilisation sur le          |
|     |                           |          |           |                                 |   | territoire national des semences de        |
|     |                           |          |           |                                 | L'inspecteur vérifie que des moyens de                  | crucifères oléagineuses traitées avec des  |
|     |                           |          |           |                                 | protection du réseau d'eau (ex : clapet                 | PPP contenant la substance active          |
|     |                           |          |           |                                 | anti-retour, potence) et des risques de                 | thiametoxam                                |
|     |                           |          |           |                                 | débordement de la cuve (ex : volucompteur               |  |
|     |                           |          |           |                                 | ou cuve de pré-stockage) ont été mis en                 | Arrêté du 14-05-2014 relatif au contrôle   |
|     |                           |          |           |                                 | place. Il contrôle que les règles de dilution           | des populations de campagnols              |
|     |                           |          |           |                                 | et d'épandage des effluents sont respectées,            | nuisibles aux cultures ainsi qu'aux        |
|     |                           |          |           |                                 | y compris lors du rinçage du pulvérisateur              |  |
|     |                           |          |           |                                 | (distance aux points d'eau et rotation).                | de la bromadiolone                         |
|     |                           |          |           |                                 |   |  |
|     |                           |          |           |                                 | <u>Point d'attention</u> : arrêtés de lutte obligatoire | Autres textes d'applications particuliers  |
|     |                           |          |           |                                 | qui peuvent modifier les conditions                     |  |
|     |                           |          |           |                                 | d'emploi des produits                                   |  |
| 432 | Remarques :               |          |           |                                 |   |  |

- 1/ Si un prélèvement de végétaux, de sol ou de matériel végétal divers doit être effectué, l'avis de l'expert résidus doit être pris avant l'expédition des échantillons au laboratoire (type d'analyse, quantité, laboratoire destinataire...).
- 2 / Dans le cadre de la conditionnalité, seul le non respect du DAR de 3 jours constitue une non conformité qui peut être pénalisée (les DAR définis dans l'AMM sont des recommandations visant à assurer le respect des LMR)
- 3 / Cet item correspond au point D1 du CRC conditionnalité « Non respect d'au moins un texte réglementaire encadrant l'utilisation des PPP » . Les points D2 à D12 correspondent au détail des principaux textes visés.

| N°  | Libellé item de la grille     | Activité      | Objectifs   | Situation attendue   | Méthodologie   | Références réglementaires               |  |  |  |  |  |
|-----|-------------------------------|---------------|---|--|--|---|--|--|--|--|--|
|     |                               |               |   | 1 - L'applicateur enregistre toutes                                  | Ce point de contrôle concerne tout   | Article 67 du reg n°1107/2009           |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | les applications de tout PPP, y                                      | utilisateur et applicateur (prestataire) de  |   |  |  |  |  |  |
| 441 | Registre                      | UA            | Traçabilité des   | compris les semences traitées ;                                      | PPP, en compte propre ou en prestation, y  | Art L257-3 et L. 254-6 – I et II et R   |  |  |  |  |  |
|     | phytopharmaceutique           |               | applications de   |  | compris les prestataires de traitement de  | 254-23-1 du code rural et de la pêche   |  |  |  |  |  |
|     | PRESENT                       |               | PPP et des  | 2 - dans le cas des producteurs                                      | semences.  | maritime                                |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | observations  | primaires alimentaires, le registre                                  |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | d'organismes  | comprend également toute   | L'inspecteur vérifie que le registre des   | Arrêté relatif au registre, du 16 juin  |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | nuisibles à la  | observation relative à l'évolution                                   | traitements est présent.   | 2009                                    |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | santé animale   | de la présence d'organisme nuisible                                  |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | pour  | susceptibles d'affecter la sécurité                                  | L'absence de registre (1) constitue une non-                                       |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | l'alimentation.   | sanitaire des produits d'origine                                     | conformité.  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | végétale destinés à l'alimentation                                   |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | humaine ou animale (dont prairies).                                  |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | C'est le cas, par exemple, de  |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | potentielles mycotoxines de l'ergot                                  |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | du seigle transférable sur d'autres                                  |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | céréales.  |  |   |  |  |  |  |  |
| 441 | Remarques :                   |               |   |  |  |   |  |  |  |  |  |
|     | _                             | •             | •   |  | us-domaine « Paquet hygiène relatif aux produ                                      | its d'origine végétale ».               |  |  |  |  |  |
|     | 2 / le registre doit comporte | er le cas éch | éant les résultats de<br>⊤  | toute analyse d'échantillons relatifs à                              |  | A .: 1 .C7 .1                           |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | (voir situation attendue de la ligne                                 | Lorsqu'il est présent, l'inspecteur vérifie que                                    | Article 6/ du reg n°110//2009           |  |  |  |  |  |
| 442 | D. d.                         | T.T. A        | T 1:11:7 1  | précédente à cumuler avec ci-  | le registre est complet.   | A . T 257 2 1 1 1 1 1 1 2 1             |  |  |  |  |  |
| 442 | Registre                      | UA            | Traçabilité des   | après):  | TO 1 1 1 100 107 1 2 2   | Art L257-3 du code rural et de la pêche |  |  |  |  |  |
|     | phytopharmaceutique           |               | applications de   | Pour les producteurs primaires                                       | Dans le cas de la conditionnalité, le registre                                     | maritime                                |  |  |  |  |  |
|     | présent et COMPLET            |               | PPP et des  | alimentaires : les données à   | est considéré incomplet jusqu'à 50 % de  | A 2 - 4 - 1 - 4 - 5                     |  |  |  |  |  |
|     | COMPLET                       |               | observations  | enregistrer sont définies par l'arrêté<br>du 16/06/2009. La durée de | données manquantes, pour les cultures à  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | d'organismes<br>nuisibles à la  | conservation est de 5 ans.   | destination alimentaire (voir la fiche conditionnalité « santé des végétaux » ; au | 2009                                    |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | santé animale   | conservation est de 5 ans.   | delà de 50 %, des demandes de pénalités  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | <i>Autres utilisateurs</i> : les données à                           | •  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | pour l'alimentation.  | enregistrer sont définies par l'art 67                               | sont à engager).   |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               | ו מוווופוונמנוטוו.  | du reg 1107/2009. La durée de  |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               |               |   | conservation est de 3 ans.   |  |   |  |  |  |  |  |
| 442 | Remarque : une donnée ma      | nauante est   | suffisante nour aue   |  | l<br>aplet, sauf dans le cas de la conditionnalité qui                             | l<br>définit la notion de reaistre très |  |  |  |  |  |
| 112 | •                             | •             |   | <u> </u>   |  |   |  |  |  |  |  |
|     |                               | quante        | incomplet (50% de données manquantes en cultures alimentaires seulement) – cf. point « registre pour les productions végétales très incomplet » sur le CRC conditionnalité. |  |  |   |  |  |  |  |  |

| Afin d'en assure la tracabilité.  Pour les utilisateurs et les distributeurs :  Traçabilité  Pour les distributeurs :  Traçabilité  Pour les distributeurs :  Pour les distributeurs :  Pour les maportés d'autre perstation de service à l'étranger doivent tenir un registre de ces achats de prep importés d'autre pays de l'UE (permis d'introduction).  Pour les distributeurs de PPP importés d'autre pays de l'UE (permis d'introduction).  Pour les distributeurs de PPP (introduction).  Pour les distributeurs de PPP) et 254-23-2 du code rural et de la péche maritime.  Pour les distributeurs de PPP et d'année à enregistre sont définies ou vendus :  Les distributeurs de PPP et d'année à le l'experiment :  Produits cédés ou vendus :  Les distributeurs de PPP et d'année de leurs ventes. Les données à enregistre est dennées à enregistre est dennées requises sont bien enregistres est des moirés requises sont bien enregistres est de preply et R254-23-1 (vente de preply et R254-23-1 (vente de preply et R254-23-1 (vente de preple (produits stockée et ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes de PPP (Do dou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'aygence de l'eau avant le 1" avril de l'année de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'aygence de l'eau avant le 1" avril de l'année de l'année de ventes per pour le metire en place.  L'établissement établit un bilan de l'année N-1. Il vérifle que les informations evigées sont présite pour le metire en place.  L'établissement établit un bilan de l'année N-1. Il vérifle que les informations evigées sont présite pour le metire en place.  L'établissement établit un bilan de l'année N-1. Il vérifle que les informations evigées sont présite pour le metire en place.  L'établissement établit un bilan de l'année N-1. Il vérifle que les informations evigées sont présite pour le metire en place.  L'établissement ét | N° Libellé item de la grille    | Activité | Objectifs           | Situation attendue                      | Méthodologie  | Références réglementaires   |
|--|---------------------------------|----------|---------------------|---|---|---|
| Ventes   Ventes de PPP, présent et complet pour la traçabilité des achats de PPP importés d'autres pays de l'UE. (permis d'introduction).   Pour les distributeur s'e des rachats de PPP importés d'autres pays de l'UE. (permis d'introduction).   Pour les distributeur s'e de l'arcabilité des ventes de PPP (produits rockés ou vendus : Les distributeurs s'eulement : e distributeur s'eulement : e ventes de PPP (produits stockés e ventes de produits à l'article 32 de la LAAF, au de trajebilité des munéros de lot et dates de fabrication Tout distributeur qui n'a pas un rel produits in présence d'un spage de la produit s'aux produits in présence d'un spage de la produits in présence d'un spage de la présence d'un spage de la présence    |                                 |          |                     |   |   | Article 67 du reg n°1107/2009   |
| Ventes   Ventes de PPP, présent et complet pour la traçabilité des achats de PPP importés d'autres pays de l'UE. (permis d'introduction).   Pour les distributeur s'e des rachats de PPP importés d'autres pays de l'UE. (permis d'introduction).   Pour les distributeur s'e de l'arcabilité des ventes de PPP (produits rockés ou vendus : Les distributeurs s'eulement : e distributeur s'eulement : e ventes de PPP (produits stockés e ventes de produits à l'article 32 de la LAAF, au de trajebilité des munéros de lot et dates de fabrication Tout distributeur qui n'a pas un rel produits in présence d'un spage de la produit s'aux produits in présence d'un spage de la produits in présence d'un spage de la présence d'un spage de la présence    |                                 |          |                     |   | Afin d'en assurer la <b>traçabilité</b> ,                 |   |
| et complet pour la traçabilité de surice la l'étranger doivent tenir un registre de ca achats et commandes. Les données à enregistreres pays de l'UE. (permis d' introduction).  Produits cédés ou vendus:  Les distributeurs seulement:  Pour les distributeurs seulement:  Produits cédés ou vendus:  Les distributeurs seulement ele leur sevrets. Les données à enregistrer sont définies par le gattricle grafie de leur sevrets. Les données requises sont bien enregistrées;  I'article 1.254-6 est condimées requises sont bien enregistrées.  I'article 1.254-6 | 451 Registre des ACHATS-        | UAD      | Pour les            | Produits importés :                     |   | Art L254-3-1, (certificat pour vente,                                   |
| de service à l'étranger doivent tentr un registre de ces achats et commandes. Les données à enregistrer sont définies par l'articles R254-23-2 du code rural et de la pêche maritime.  Pour les distributeurs seulement :  Pour les distributeurs de PPP (produits stockés en enregistrer sont définies par les articles R254-23 (vente de PPP) (produits stockés eventes des PPP (produits des produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'enu avant le 1" avant le l'avant de l'arinée (au produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'enu avant le 1" avant de l'arinée (au produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1" avant de l'arinée (au produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'au avant le 1" avant le l'avant de l'arinée (au produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'ann | VENTES de PPP, présent          |          | utilisateurs et les | Les utilisateurs qui importent des      | l'inspecteur demande au professionnel qui a               | conseil, applicateur, utilisateur),                                     |
| Traçabilité des achats de PPP importés d'autres pays de l'UE (permis d' introduction).  Pour les (de produits cédés ou vendus :  Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leux ventes. Les données à entregistre sont définies par l'inspecteur demande au distributeur le registre de ses ventes, et contrôle que toutes les données à enregistre sont définies par l'inspecteur demande au distributeur le registre de ses ventes, et contrôle que toutes les données à enregistre sont définies par l'inspecteur demande au distributeur le registre de ses ventes, et contrôle que toutes cut les données à enregistre sont définies par l'inspecteur demande au distributeur le registre de ses ventes, et contrôle que toutes soutes entre ses un les es ventes set per entre statifées doivent tenir un registre de leux ventes. Les distributeurs seulement :  Pour les distributeurs seulement :  Produits cédés ou vendus :  Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de seur ventes. Les contrôle que toutes cut les données à entregistre de seur seur le saive des numéros de lot et dates de fabrication. Tout distributeur ne disposant pas d'un système de traçabilité des prou savertissement », pour non assurance de semences traitées).  Remarque : la présence d'un système opérationnel à l'ecture optique de codes sur le PPP. (Do du des achats de produits à l'étranger (U) amusé à u registre de l'enu avant le 1s' avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1s' avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1s' avril de l'année l'arcéfice de leux de fabrication des les do | et complet <mark>pour la</mark> |          | distributeurs:      | PPP ou commandent une prestation        | importé des PPP de consulter son registre et              | Art L254-6- I (registre des ventes) et II                               |
| commandes. Les données à enregistrer sont définies par l'improtée d'autres pays de l'UE (permis d'introduction).  Produits cédés ou vendus : Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les distributeurs seulement : Pour les distributeurs seulement : Traçabilité des ventes de PPP (produits stockés et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées pendant 5 ans au moins.  Ces informations sont conservées pendant 5 ans au moins.  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement à l'Algence de l'eau avant le 1° avril de l'année de référence, et envoyé insormatiquement de revoyé insormatiquement de revoyé insormatiquement de revoyé insormatique sur les répistre de sevence de rour dutes numéros de lot et dates d | traçabilité                     |          |                     | de service à l'étranger doivent tenir   | contrôle que toutes les données requises sont             | (semences : registres des ventes et utilis.)                            |
| importés d'autres pays de l'UE (permis d' introduction).  Produits cédés ou vendus :  Les distributeurs de PPP et es emences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les données à enregistrer sont définies par les articles R254-23.1 (vente de PPP) et R254-23.1 (vente de PPP) et R254-23.1 (vente de semences traitées).  Ces informations sont conservées et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes de PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (D) annexé au registre de l'amnée de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'aunée de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1st avan |                                 |          | Traçabilité des     | un registre de ces achats et            | enregistrées ;  |   |
| Importest unatte le l'experteur sont de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1" avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1" avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1" avril de l'année de l'eau avant le 1" avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1" avril de l'année de redevance pour pollutions diffuses.  Inispecteur demande au distributeur le registre de ses ventes, et contrôle que toutes les données requises sont bien enregistrées.  Il l'inspecteur demande au distributeur le registre de ses ventes, et contrôle que toutes les données requises sont bien enregistrées.  Une attention particulière sera portée entre autres sur le suivi des numéros de lot et dates de fabrication. Tout distributeur ne dats posant pas d'un système de traçabilité des pervant affect d'un sa vertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des per PP (L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'eau avant le 1" avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1" avril de l'année de référence, et le requeste pour le mettre en place.  Inispecteur demande au distributeur le registre de ses ventes, et contrôle que toutes les données requises sont bien enregistres.  In attention particulière sera portée entre autres sur le suivi des numéros de lot et dates de fabrication. Tout distributeur no assurance de bonne traçabilité des pour na assurance de bonne traçabilité des prof. D'un averissement », pour non assurance de bonne traçabilité des prof. D'un averissement averissement suiters par le autroduction dans le registre des fabrication par l'un averissement », pour non assurance de bonne traçabilité des prof. D'un averissement suiters par le autroduction dans le registre de l'aun enregistrement au disposant pas d'un système de traçabil |                                 |          | achats de PPP       | commandes. Les données à                |   |   |
| articles Rz94-23-2 du code rural et le (permis d' introduction).  Produits cédés ou vendus : Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les distributeurs seulement : Dour les distributeurs de pPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les données à enregistrer sont définies par les articles Rz94-23-1 (vente de PPP) et Rz94-23-1 (vente de ventes de PPP) (produits stockés et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'aun avant le 1se avant  |                                 |          | importés d'autres   | enregistrer sont définies par l'        |   |   |
| de la pêche maritime.  Produits cédés ou vendus:  Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les données à enregistre de leurs ventes.  données à enregistre sont définies par les articles R254-23 (vente de PPP) (produits stockés et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de l'avantal el 1" avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  de la pêche maritime.  Produits cédés ou vendus:  Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes.  Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre ventes de leurs ventes.  Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes.  L'es distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre ventes des PPP (L'actager (L |                                 |          | pays de l'UE        | articles R254-23-2 du code rural et     | l'inspecteur demande au distributeur le                   | traçabilité, les personnes qui exercent les                             |
| les données requises sont bien enregistrées.  Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les distributeurs seulement :  Pour les distributeurs données à enregistrer sont définies par les articles R254-23 (vente de PPP) et R254-23-1 (vente de semences traitées).  Ces informations sont conservées et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1e avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1e avril de l'année de réfrence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1e avril de l'année de réfrence, et envoyé informatiguement à l'Agence de l'eau avant le 1e avril de l'année de réfrence, et envoyé informatiguement à l'Agence de l'eau avant le 1e avril de l'année de réfrence, et envoyé informatiguement à l'Agence de l'eau avant le 1e avril de l'année de réfrence, et envoyé informatiguement à l'Agence de l'eau avant le 1e avril de l'année de réfrence, et envoyé informatiguement à l'Agence de l'eau avant le 1e avril de l'année lort distributeur ne disposant pas d'un système de traçabilité met autres sur le suivi des numéros de lot et dates de fabrication. Tout distributeur ne disposant pas d'un système de traçabilité des rourne des activités autilisent. Pour les personnes de pre disposant pas d'un système de traçabilité des rourne autres sur le suivi des numéros de lot et dates de fabrication. Tout distributeur ne disposant pas d'un système de traçabilité des propries excertis activités autilisent. Pour les personnes de pre disposant pas d'un système de traçabilité des propries prouple non assurance de bonne traçabilité des produits. L'inspecteur dans le request. PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre de la date de fabrication dans le request. PPP, couplé à u |                                 |          | (permis d'          | de la pêche maritime.                   |   | activités mentionnées aux 10 et 20 du même                              |
| Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les domées à enregistrer sont définies seulement : par les articles R254-23 (vente de PPP) et R254-23-1 (vente de PPP) (produits stockés et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées et/ou mis en duantitatif des ventes de PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1st aredevance pour pollutions diffuses.  Les distributeurs de PPP et de semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les donées à enregistre sont définies ser une système de traçabilité des reverra affecté d'un « avertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur dans l'article R254-23-1 qui registre pour les mettre en place.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont metions.), (R254-25 conservation du registre des remences), (R254-25) conservation du registre des ruities nur dates PPP qu'elles disposation. Tout distributeur ne dates de fabrication. Tout distributeur ne dates el dates de fabrication. Tout distributeur ne dates el parciumis avertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le loi doi ventes. Le dispositif que les dispositions il compte de codes sur le profit des utilisent. Pour le dates de fabrication. Tout distributeur ne dates el dates de fabrication. Tout distributeur ne dates el parciumis sont profit des utilisent profit des exev |                                 |          | introduction).      |   | les données requises sont <mark>bien</mark> enregistrées. | II conservent pendant une durée de cinq                                 |
| semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les distributeurs seulement :  Traçabilité des ventes de PPP (produits stockés et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées pendant 5 ans au moins.  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'anneé de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1st avant de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  semences traitées doivent tenir un registre de leurs ventes. Les données â enregistre out definites par les articles R254-23 (vente de leurs ventes de tractées).  semences traitées doivent tenir un données à enregistre de leurs ventes. Les detaes de fabrication. Tout distributeur au tisser de tracpabilité inable se verra affecté d'un profit des utilisent. Pour les personnes disposant pas d'un système de traçabilité liable se verra affecté d'un avertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système de traçabilité liable se verra affecté d'un evertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système de traçabilité liable se verra affecté d'un evertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système de tracabilité liable se verra affecté d'un evertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système de tracabilité liable se vera affecté d'un evertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système de tracabilité liable se vera affecté d'un evertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des produits l'avantes nouve les produits les activités mentions les activités mentions exigées sont présentes puiv des routes d'un sys |                                 |          |                     |   |   | ans un document mentionnant les quantités,                              |
| registre de leurs ventes. Les données à enregistrer sont définies par les articles R254-23 (vente de PPP) et R254-23-1 (vente de PPP) per R254-23-1 (vente de PPP) (produits stockés et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'edgence de l'eau avant le 1er avril de l'année de l'année de l'eau evance pour pollutions diffuses.  |                                 |          |                     |   | -   | les numéros de lot et les dates de                                      |
| distributeurs seulement:  données à enregistrer sont définies par les articles R254-23 (vente de PPP) et R254-23-1 (vente de semences traitées).  Ces informations sont conservées et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées pendant 5 ans au moins.  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  disposant pas d'un système de traçabilité fiable se verra affecté d'un « avertissement », pour non assurance de bonne traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système et date de fabrication dans le reg ventes.() » Remarque : la présence d'un système et date de fabrication dans le vertase de ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom  |                                 |          |                     |   |   | fabrication des PPP qu'elles distribuent ou                             |
| domices a tricles soft definite seulement: par les articles R254-23 (vente de PPP) et R254-23-1 (vente de PPP (L254-6).  Remarque: la présence d'un système opérationel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur demande au distributeur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.  et R254-23 à 26 du code ru dispositions il compte engager pour le mettre en place.  et R254-23 (registre des traiteurent de semences), R25 du registre de traiteurent de semences), R25 du registre des ventes de tout compris semences; délais d'in reserve pour lous les produits : nom   |                                 |          |                     |   |   | utilisent. Pour les personnes qui exercent                              |
| Traçabilité des ventes de PPP (produits stockés et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes de PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1" avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  Traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur dens le registre de ventes.() » Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur dens le registre des ventes.() » Remarque : la L254-6 a été r. Loi d'avenir avec introduction et date de fabrication dans le ventes.() » Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte le magager pour le mettre en place.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il verifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom présentes pour tous les produits : nom presentes de foit date de fabrication dans le ventes.() » Remarque : la L254-6 a été r. Loi d'avenir avec introduction tou d'avenir avec introduction de fate de fabrication dans le ventes.() » Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur verifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il données figurent dans le registre de ventes.() » Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le registre, est un gage de la bonne traçab                   |                                 |          | distributeurs       |   |   |   |
| Traçabilité des ventes de PPP (produits stockés et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées pendant 5 ans au moins.  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes de PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1" avril de l'année de civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  Remarque: la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur des semences.  Remarque: la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur des semences.  dans l'article R254-23-1 qui registre operate des semences.  des semences traitées).  Remarque: la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur des semences.  des semences:  dans l'article R254-23 à 26 du code rur pêche maritime (= R254-23 (registre des traitement de semences), R25 du registre des traitement des semences.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérigle que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom présentes de tous d'avenir avent de fabrication dans le ventes (et ou |                                 |          | seulement :         | =                                       |   |   |
| Traçabilité des ventes de PPP (produits stockés et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  Traçabilité des PPP (L254-6).  Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur ventes. Par contre, cela n'a dans l'article R254-23-1 qui registre pour les prestataires et des semences.  Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur ventes. Par contre, cela n'a dans l'article R254-23-1 qui registre pour les prestataires et des semences.  L'établissement établit un bilan de distributeur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom resonservation du registre   |                                 |          |                     | ` | •   |   |
| (produits stockés et/ou mis en marché).  Ces informations sont conservées et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  Ces informations sont conservées pendant 5 ans au moins.  Remarque : la présence d'un système opérationnel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur demande au distributeur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom   |                                 |          | _                   | semences traitées).                     | bonne traçabilité des PPP (L254-6).                       | Remarque : le L254-6 a été modifié par la                               |
| et/ou mis en marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  et/ou mis en marché).  Deprationnel à lecture optique de codes sur le PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur demande au distributeur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.  Et PPP, couplé à un enregistrement automatique sur le registre, est un gage de la bonne traçabilité des produits. L'inspecteur demande au distributeur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.  Et R254-23 à 26 du code run pêche maritime (= R254-23 (registre des traitement de semences), R25 du registre des traitement de semences; délais d'i vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom  |                                 |          |                     |   |   | Loi d'avenir avec introduction du n° de lot                             |
| marché).  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à bonne traçabilité des produits. L'inspecteur de dispositions il compte engager pour le mettre en place.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom conservation du registre des routes de tout compris semences; délais d'in présentes pour tous les produits : nom conservation du registre des ventes de tout conservation du registre des ventes de tout conservation du registre des ventes de semences.   |                                 |          | \* <u>*</u>         |   |   | et date de fabrication dans le registre des                             |
| L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  L'établissement établit un bilan quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'enande au distributeur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.  et R254-23 à 26 du code run pêche maritime (= R254-23 (registre des traitement de semences), R25 du registre des traitement de semences; délais d'i mentions), (R254-25 conservation du registre   |                                 |          |                     | pendant 5 ans au moins.                 | 1 1   | ventes. Par contre, cela n'a pas été repris                             |
| quantitatif des ventes des PPP (D) ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la credevance pour pollutions diffuses.    Donne traçabilité des produits. L'inspecteur demande au distributeur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.    Et Name de référence de bonne traçabilité des produits. L'inspecteur demande au distributeur qui n'a pas un tel dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.    Et Name de référence de des semences.   et R254-23 à 26 du code rur pêche maritime (= R254-23 (registre des traitement de semences), R25 du registre des ventes de tout compris semences; délais d'inverifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom conservation du registre des traitement de semences.  |                                 |          | marché).            |   |   | dans l'article R254-23-1 qui précise le dit                             |
| ou des achats de produits à l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1 <sup>er</sup> avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits: nom conservation du registre des traitement de semences), R25 du registre des traitement de semences; délais d'in vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom conservation du registre des traitement de semences; délais d'in vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom conservation du registre   |                                 |          |                     |   |   |   |
| l'étranger (U) annexé au registre de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom  |                                 |          |                     | -                                       | 7 - 1   | des semences.   |
| l'eau avant le 1er avril de l'année de référence, et envoyé informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom présentes pour tous les produits : nom conservation dispositif quelles dispositions il compte engager pour le mettre en place.  (= R254-23 (registre des traitement de semences), R25 du registre des traitement de semences), R25 du registre des traitement de semences) (R254-23 (registre des traitement de semences) (R254-25 du registre des ventes de tout compris semences (R254-25 du registre des ventes de tout compris semences (R254-25 du registre des traitement de semences) (R254-25 du registre des traitement de semences) (R254-25 du registre des ventes de tout compris semences (R254-25 du registre des traitement de semences) (R254-25 du registre des ventes de tout compris semences (R254-25 du registre des traitement de semences) (R254-25 du regist |                                 |          |                     | _                                       |   | et R254-23 à 26 du code rural et de la                                  |
| l'année de reference, et envoye informatiquement à l'Agence de l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom   |                                 |          |                     |   |   |   |
| l'eau avant le 1er avril de l'année civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  L'inspecteur vérifie l'existence et la transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom conservation du registre   |                                 |          |                     |   | engager pour le mettre en place.                          | (= R254-23 (registre des applicateurs                                   |
| civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  civile suivante pour calcul de la redevance pour pollutions diffuses.  transmission du bilan de l'année N-1. Il vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom conservation du registre   |                                 |          |                     | 1                                       |   | traitement de semences), R254-24 (contenu                               |
| redevance pour pollutions diffuses. vérifie que les informations exigées sont présentes pour tous les produits : nom conservation du registre  |                                 |          |                     |   |   | du registre des ventes de tout distributeur, y                          |
| présentes pour tous les produits : nom conservation du registre  |                                 |          |                     | <u> </u>                                |   | compris semences ; délais d'inscription des                             |
|  |                                 |          |                     | redevance pour pollutions diffuses.     | 1   | <i>"</i>  |
|  |                                 |          |                     |   |   | 9 /   |
| 1  |                                 |          |                     |   | · · ·   | (transmission du registre pour l'établissement de la RPD aux agences de |
| vendue pendant l'année N-1.  l'etablissement de la RPD au l'eau)).   |                                 |          |                     |   | vendue pendant l'année N-1.                               |   |

|     | 1   | 1        |   | _                                 |  |                                      |  |
|-----|---|----------|---|-----------------------------------|--|--------------------------------------|--|
| N°  | Libellé item de la grille   | Activité | Objectifs   | Situation attendue                | Méthodologie   | Références réglementaires            |  |
| 451 | Remarques :  1/ Si l'envoi du bilan pour la redevance pour pollutions diffuses n'a pas été effectué, une information de l'agence de l'eau doit être effectuée.  2/ L'inspecteur vérifie si des ventes de daminozide ont été effectuées par le distributeur, et dans ce cas, si les déclarations correspondantes ont bien été reçues par la DRAAF. Il repère   |          |   |                                   |  |                                      |  |
|     | ces produits dans les locau   | ,        | +   |                                   |  |                                      |  |
| 461 | Respect des Limites   | UA       | Les produits                                      | _                                 | Les prélèvements doivent être réalisés   |                                      |  |
|     | Maximales de Résidus (LMR)  |          | végétaux mis en<br>marché ne<br>présentent pas de | stade récolte ne dépassent pas la | conformément au dispositif réglementaire, à la méthode et aux modes opératoires Assurance Qualité. Il doit être aussitôt suivi |                                      |  |
|     |   |          | risque pour la<br>santé du<br>consommateur.       |                                   | -  | L. 215-1 à L. 215-4 et R. 215-4 à R. |  |
| 461 | Remarques:  1 / Par essence, le prélèvement est inopiné. Le contrôle doit être aussi complet que possible afin de pouvoir raisonner sur une éventuelle non conformité révélée par l'analyse.  Quand un prélèvement est effectué pour recherche de LMR, les points « utilisation d'un produit sans AMM » et « utilisation d'un produit sans AMM pour l'usage » sont également « en attente ».  En absence de prélèvement, le point doit être considéré comme « non vérifié » ou « sans objet ».  2 / Cet item correspond au point « Non respect des LMR » sur le CRC conditionnalité – sous-domaine « Paquet Hygiène »  3 / La mise en évidence de résidus par une analyse donne lieu à enquête, dans l'objectif de déterminer si le résidu provient d'une utilisation de produit non autorisé pour l'usage ou |          |   |                                   |  |                                      |  |

d'une contamination extérieure (sol, eau, dérive, etc..). Le cas échéant, la non conformité relevée est enregistrée au point de contrôle 421 ou 422. Un contrôle paquet hygiène peut être

justifié dans certains cas.

| N°  | Libellé item de la grille | Activité | Objectifs       | Situation attendue                     | Méthodologie                                     | Références réglementaires              |
|-----|---------------------------|----------|-----------------|--|--|--|
|     |                           |          |                 |  | L'inspecteur vérifie l'identifiant unique, la    |  |
|     |                           |          |                 |  | conformité du dernier rapport d'inspection       |  |
| 471 | Contrôle des              | UA       | Limiter les     | La conformité d'un pulvérisateur       | de chaque pulvérisateur de l'exploitation        | Art L256-1 et sv. et D. 256-1et sv. du |
|     | pulvérisateurs par un     |          | risques pour    |  | concerné par le contrôle technique, ainsi que    | code rural et de la pêche maritime     |
|     | organisme agréé           |          | l'environnement | desquelles il doit passer un           | la date de validité.                             |  |
|     |                           |          | et pour         | « contrôle technique », dont le        | S'il n' y a pas présentation du dernier          | Art. R256-32.                          |
|     |                           |          | l'applicateur.  | résultat final doit être « conforme ». | rapport attendu conforme,                        |  |
|     |                           |          |                 | Tous les pulvérisateurs concernés      | pour la conditionnalité, il convient de se       | Décret n°2008-1255 du 1er décembre     |
|     |                           |          | Garantir la     | par le dispositif présents sur         | conformer à la fiche santé des végétaux en       | 2008 et ses arrêtés d'application      |
|     |                           |          | qualité des     | l'exploitation et en état de           | vigueur.   |  |
|     |                           |          | applications de |  | Pour les hors-conditionnalité, si la vignette    |  |
|     |                           |          | produits.       | contrôlés et déclarés conformes (y     | conforme est la seule présentée le jour du       |  |
|     |                           |          |                 | compris après contre-visite).          | ctrl, il est possible effectuer une vérification |  |
|     |                           |          |                 |  | dans la base du Gipulvé, et d'exiger l'envoi     |  |
|     |                           |          |                 |  | du duplicata du contrôle papier dans un          |  |
|     |                           |          |                 |  | délai de 15 jours.                               |  |
|     |                           |          |                 |  |  |  |
|     |                           |          |                 |  | L'inspecteur vérifie que l'organisme de          |  |
|     |                           |          |                 |  | contrôle est agréé.                              |  |
|     |                           |          |                 |  |  |  |
|     |                           |          |                 |  | Dans le cadre de multipropriété du               |  |
|     |                           |          |                 |  | pulvérisateur, le SIREN de chacun des            |  |
|     |                           |          |                 |  | propriétaires ou le SIREN de la CUMA est         |  |
|     |                           |          |                 |  | vérifié. Les numéros du SIREN de référence       |  |
|     |                           |          |                 |  | pour la date de contrôle sont les chiffres les   |  |
|     |                           |          |                 |  | plus petits parmi tous les SIREN.                |  |
| 471 | Remarque :                |          |                 |  |  |  |

<sup>1 /</sup> les buses peuvent être vérifiées à ce moment de l'inspection.

<sup>2 /</sup> Cet item correspond au point « Absence d'une attestation de contrôle technique du pulvérisateur » sur le CRC conditionnalité – MAE.

| N°  | Libellé item de la grille                               | Activité                        | Objectifs                     | Situation attendue                               | Méthodologie  | Références réglementaires             |
|-----|---|---------------------------------|-------------------------------|--|---|---------------------------------------|
|     |   |                                 |                               |  | L'inspecteur contrôle que les PPNU sont   |                                       |
|     |   |                                 |                               | Ce point ne concerne que les PPP                 | bien identifiés comme tels et isolés des  |                                       |
| 481 | Élimination des PPNU                                    | UAD                             | Limiter le risques            | dont l'AMM ou le permis de                       | produits utilisables dans le local de stockage  | Articles L253-9 (utilisateurs,        |
|     | identifiés dans les délais                              |                                 | de pollution                  | commerce parallèle est retiré ou                 | (voir le complément de méthode  | distributeurs)                        |
|     |   |                                 | ponctuelle et les             | arrive à échéance, une fois les                  | d'inspection à cette annexe 4).   | 10 (collecte), 11 (délais), 12 (MED)  |
|     |   |                                 | risques                       | délais de grâce échus (dates limites             |   |                                       |
|     |   |                                 | d'utilisation de              | de commercialisation ou                          | Il vérifie que le délai d'un an n'est pas   | et R253 48 (délais d'élimination des  |
|     |   |                                 | produits non                  | utilisation). Il ne concerne pas les             | dépassé en consultant les dates de retrait  | PPNU) du CRPM.                        |
|     |   |                                 | utilisables (risque           | éventuels produits en stock chez                 | d'AMM et les éventuels délais de grâce sur  |                                       |
|     |   |                                 | pour l'utilisateur,           | l'utilisateur qui n'en a pas l'usage.            | e-phy.  |                                       |
|     |   |                                 | le consommateur               |  |   |                                       |
|     |   |                                 | et/ou                         | Le professionnel dispose d'un délai              | Il enregistre les noms et quantités des PPNU  |                                       |
|     |   |                                 | l'environnement)              | d'un an à compter de la date de                  | pour lesquels le délai d'élimination est  |                                       |
|     |   |                                 |                               | retrait de l'AMM (ou du permis) ou               | dépassé.  |                                       |
|     |   |                                 |                               | de l'échéance des délais de grâce le             |   |                                       |
|     |   |                                 |                               | cas échéant (date limite de vente /              | Sont admis comme preuves les bons de  |                                       |
|     |   |                                 |                               | date limite d'utilisation).                      | collecte, ou les bons de destruction ,selon le  |                                       |
|     |   |                                 |                               | ŕ  | contexte régional, par exemple si une   |                                       |
|     |   |                                 |                               |  | collecte annuelle est organisée.  |                                       |
| 481 | doivent pas être comptabili<br>La présence de PPNU iden | isés deux fois<br>atifiés comme | s.<br>e tels, isolés des proc | ·<br>duits utilisables et dont la limite d'utili | romme tels ont déjà été enregistrés dans l'item i<br>sation est dépassée depuis moins de 12 mois n' | · · · · · · · · · · · · · · · · · · · |
|     | (voir tableau de synthèse d                             | es situations                   | en annexe en fin de           | ce vademecum).                                   |   |                                       |
|     |   |                                 |                               | L'application de PPP dans les lieux              |   |                                       |
|     |   |                                 | Limiter le risque             | publics est raisonnée en fonction du             | Le contrôle peut être ponctuel sur un   | Arrêté du 27 juin 2011                |
| 491 | Respect des conditions                                  | UA                              | d'exposition                  | classement du produit.                           | chantier dans un lieu public ou bien global   |                                       |
|     | d'emploi dans les lieux                                 |                                 | chimique pour les             |  | lors de l'inspection d'une entreprise ou  | RE 1107/2009, article 31              |
|     | publics   |                                 | utilisateurs des              | Les obligations d'affichage, de                  | service susceptible de réaliser des   |                                       |
|     |   |                                 | lieux publics et              | balisage et de délai de rentrée sont             | applications dans les lieux publics.  |                                       |
|     |   |                                 | _                             |  |   |                                       |
|     |   |                                 | les personnes                 | respectées.                                      |   |                                       |
|     |   |                                 | vulnérables                   | -  | pas à considérer comme des « parcs, les jardins   |                                       |

| Phytopharmaceutiques) par une filière agréée d'emballages contaminés d'utilisation profit les filières appropriées d'emballages contaminés d'emballages d'emballages contaminés d'emballages d'emballages contaminés d'emballages | a l'article 55 du 1107/2009, renvoyant lui même à l'article 13 du 2009/128;  Déchets dangereux : rubrique 15-01-10 annexe II du décret n°2002-540 du 18 avril 2002;  Typrofessionnels-4 .Une notice re est disponible : tenotice.pdf ).  Inserver une copie de sont déposés en t pas tenu d'émettre aux émis, tenir un la production de conserver pendant 3 aformations figurant R541-43 code de lu 29 février 2012). |
|--|---|
|--|---|

|      | 1                        |         |                      |  |  |   |
|------|--------------------------|---------|----------------------|--|--|---|
|      |                          |         |                      |  | Sont admis entre autres, comme preuves                       |   |
|      |                          |         |                      | prouver qu'il privilégie des méthodes    | attestant d'une démarche personnelle                         | - Directive 2009/128, article 14,             |
| PC0  | Respect des Principes de | U A.D C | Limiter le plus      | autres que celles de l'utilisation       | obligatoire:   | contraignante pour les états membres          |
| 0000 | la lutte intégrée        |         | possible les         | systématique des produits chimiques,     | - les carnets d'observation de « tour de                     |   |
| 0037 |                          |         | risques de           | qu'il raisonne la stratégie de           | plaine » (relevé d'observations des taux                     | aient à leur disposition l'information et les |
|      | Remarque : ce point de   |         | pollutions           | traitements dans le respect de la lutte  | d'infestations avant déclenchement traitements),             | outils de surveillance des ennemis des        |
|      | contrôle est issu d'une  |         | ponctuelles          | intégrée, et de montrer :                | <ul> <li>les revues professionnelles payantes,</li> </ul>    | cultures et de prise de décision, ainsi que   |
|      | exigence de l'audit      |         |                      | 1_qu'il surveille régulièrement la santé | bulletins « BSV », dont l'exploitation est                   | des services de conseil sur la lutte          |
|      | européen OAV 2015.       |         |                      | des plantes, (par les observations de    |  | intégrée »)                                   |
|      |                          |         | compétitivité de     | ses parcelles au regard de l'avancée     | abonnée ;  | renvoyant à l'annexe III de la directive      |
|      |                          |         | l'exploitation par   | des maladies, des seuils limites         | - les inscriptions à des colloques, tours de                 | (« Principes généraux en matière de lutte     |
|      |                          |         | une démarche         | d'infestation des mauvaises herbes et    | plaine, réunions, concernant la « lutte                      | intégrée contre les ennemis des               |
|      |                          |         | raisonnée et         | de maladies et d'insectes nuisibles, en  | intégrée » ;   |   |
|      |                          |         | performante.         | références pour sa région),              | <ul> <li>tout compte-rendu de manifestations</li> </ul>      | <mark>cultures » ) ;</mark>                   |
|      |                          |         | perrormance.         | 2_qu'il s'informe des tendances          | organisées par la profession, la chambre                     | - Règlement 1107/2009, article 55 :           |
|      |                          |         | (Trinita de la compa | locales (par exemple, par abonnement     |  | « Les PPP doivent faire l'objet d'une         |
|      |                          |         | (Limiter le risque   | au « Bulletin de Santé du Végétal » de   | d'agriculture, en rapport avec ce point de                   | utilisation appropriée conformeaux            |
|      |                          |         | pour l'utilisateur,  | sa région),                              | contrôle ;   | principes généraux de lutte intégrée »        |
|      |                          |         | le consommateur,     | 3_ qu'il utilise une combinaison         | - les préconisations écrites personnalisées                  | - page 44 du plan écophyto 2                  |
|      |                          |         | l'environnement)     | d'itinéraires culturaux permettant       | d'un conseiller, privilégiant le plus possible               | (référentiel de la protection intégrée).      |
|      |                          |         |                      | d'optimiser la marge financière de ses   | une lutte alternative ;                                      | 3 7   |
|      |                          |         |                      | cultures couplée avec une réduction      | - l'utilisation d'outils d'aide à la décision en             |   |
|      |                          |         |                      | d'intrants.                              | rapport avec ce point de contrôle;                           |   |
|      |                          |         |                      |  | <ul><li>l'utilisation de produits de bio-contrôle.</li></ul> |   |
|      |                          |         |                      |  | - 1 utilisation de produits de bio-controle.                 |   |

### Annexes : précisions sur les méthodes d'appréciation des points de contrôle

#### I - Présence de PPNU dans le local

| Identification des PPNU par l'exploitant  | Type de produits en stock                                     | Point de contrôle 111 « AMM de tous les produits détenus »                                   | Point de contrôle 481<br>« Gestion des PPNU » |
|---|---|--|---|
| PPNU identifiés comme tels par l'exploitant   | AMM retirée depuis moins de 12 mois                           | Conforme   | Conforme                                      |
| et<br>isolés des produits utilisable  | AMM retirée depuis <u>plus</u> de 12 mois ou aucune AMM       | Conforme   | NC mineur                                     |
| PPNU <u>non</u> identifiés comme tels par l'exploitant et/ou <u>non</u> isolés des produits utilisables | Produit ayant eu une AMM ou PCP dont la validité est<br>échue | NC majeur si le produit est utilisé  NC mineur si le produit n'est manifestement pas utilisé | NC Majeur                                     |
| -   | Produit n'ayant jamais eu d'AMM ou de PCP en France           | NC Majeur  | NC Majeur                                     |

AMM Autorisation de Mise sur le Marché PCP Permis de Commerce Parallèle

PPNU Produits Phytopharmaceutiques Non Utilisables

PPP Produits Phytopharmaceutiques

NC Non Conforme

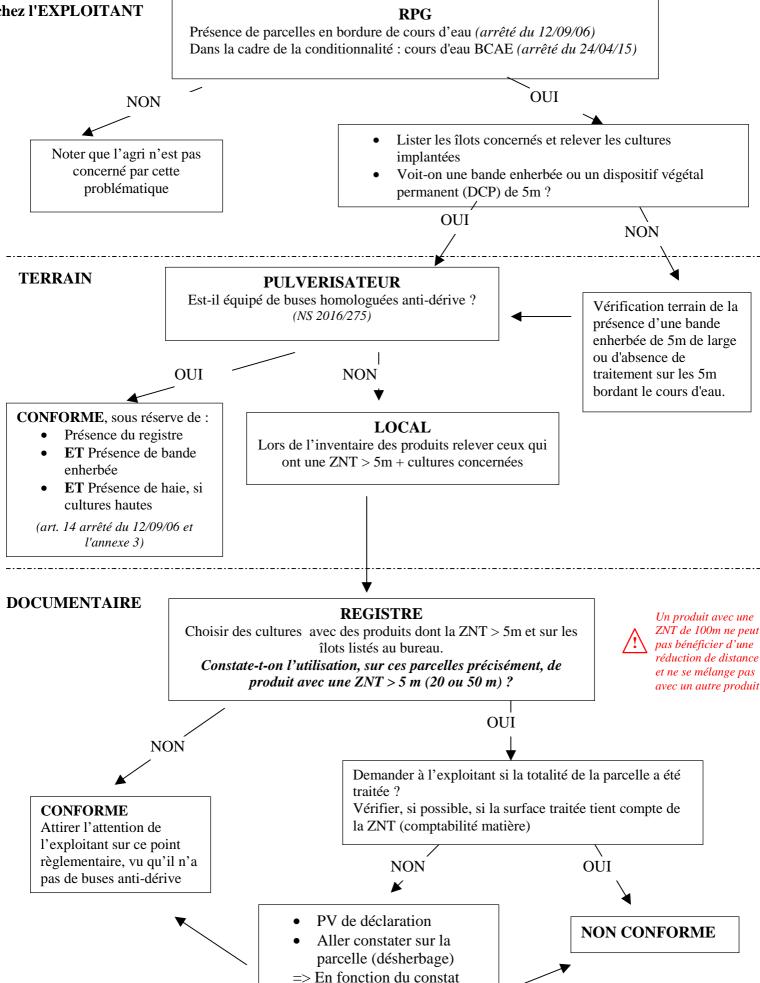
#### Rappel:

- toute présence « non conforme majeure » de PPNU peut avoir pour suite un PV à déposer au parquet au titre de "détention de PPNU en vue de leur utilisation" (Natinf 22257)
- pour la conditionnalité, les PPNU sont un des indices forts pour l'instruction de « l'utilisation des produits » en référence au point conditionnalité « B1. Utilisation de produits sans AMM (valide) pour l'usage ».

#### II – Logigramme ZNT (voir ci - après)

Remarque : en cas de pratique non-conforme et où un propriétaire de pulvérisateur aurait été induit en erreur par le vendeur de buses, on notera le point de contrôle « non-conforme », mais avec un mémoire explicatif auprès de la DDT, en lui demandant de ne pas instruire de pénalité.

# BUREAU ou chez l'EXPLOITANT RPG Présence de parcelles en bordure de cours d'eau (arrêté du 12/09/06)



## **EVALUATION PRECONISATION**

| ENTREPRISE                    | Nom     | conseiller | ENTREPRISE                    |         | Nom conseiller |           |
|-------------------------------|---------|------------|-------------------------------|---------|----------------|-----------|
|                               | Absence | Remarques  | <br>                          | Absence |                | Remarques |
| Nom entreprise                |         |            | Nom entreprise                |         |                |           |
| N° agrément                   |         |            | N° agrément                   |         |                |           |
| Date préconisation            |         |            | Date préconisation            |         |                |           |
| Nom + signature<br>conseiller |         |            | Nom + signature<br>conseiller |         |                |           |
| Nom + signature client        |         |            | Nom + signature client        |         |                |           |
| Culture                       |         |            | Culture                       |         |                |           |
| llôts                         |         |            | llôts                         |         |                |           |
| Surface à traiter             |         |            | Surface à traiter             |         |                |           |
| Operation culturale           |         |            | Operation culturale           |         |                |           |
| Nom commercial                |         |            | Nom commercial                |         |                |           |
| Substance active              |         |            | Substance active              |         |                |           |
| Dose                          |         |            | Dose                          |         |                |           |
| Période de traitement         |         |            | Période de traitement         |         |                |           |
| Conditions de<br>traitement   |         |            | Conditions de<br>traitement   |         |                |           |
| Risques éventuels             |         |            | Risques éventuels             |         |                |           |
| Justification intervention    |         |            | Justification intervention    |         |                |           |
| Méthodes alternatives         |         |            | Méthodes alternatives         |         |                |           |

# Annexe 5 : pondération des points de contrôlenon-conformes

|    | Α                                      | В | С   | D        | E   | F   | G   |
|----|--|---|---|----------|---|---|---|
| 1  | Thème :                                |   | Liste des Libellés des Points de contrôle<br>relevés Non Conformes :                                |          | Usagers<br>concernés<br>(U : utilisat ; A : | Classement des N<br>("Si le ptctrl n'était pas resp   |   |
| 2  |  |   |   |          | applicat ; D :<br>Distrib.)                 | Majeur  | Mineur  |
| 3  |  |   | Thème 1 : Contrôle des produits phytopharmac  | eutiques | (PPP)                                       |   |   |
| 4  |  |   | AMM de tous les PPP détenus   | 111      | UAD   | U/A: "PPNU non identifiés comme tels par l'exploitant et/ou non isolés des autres PPP utilisables"  ET: <*(PPP utilisé ou pas, n'ayant jamais eu d'AMM ou de PCP en France) ou  *(PPP utilisé, ayant eu une AMM ou PCP dont la validité est échue) > ;  D: si 1 PPP non identifié comme PPNU. | Produit non utilisé : PPNU non identifiés comme tels par l'exploitant et/ou non isolés des autres PPP utilisables ET (Produit ayant eu AMM ou PCP, dont la validité est échue). |
| 5  |  |   | AMM des produits vendus, mis en vente ou cédés  | 112      | D   | toujours majeur   |   |
| 6  |  |   | AMM des PPP <b>détenus</b> en vue de leur <b>utilisation</b>  | 113      | UA  | U/A : majeur, si PPP ouverts et manifestement utilisés.   | U/A : Mineur si PPP non ouverts   |
| 7  |  |   | AMM des produits détenus en vue utilisation sur les cultures de l'entreprise (détournement d'usage) | 121      | UA  | toujours majeur   |   |
| 8  | Produits<br>phyto.<br>(PPP) et<br>MFSC | 1 | Indications de l'étiquette des PPP détenus, mis en vente et/ou utilisés                             | 131      | UAD   | Majeur pour D si mise en conformité non possible  | Toujours mineur pour U et A, mineur pour D si mise en conformité possible   |
| 9  |  |   | Cession ou vente à des clients non professionnels de produits uniquement EAJ                        | 141      | D   | Toujours majeur   |   |
| 10 |  |   | pour un <b>produit</b> ou un mélange <b>sans AMM</b>  | 151      | UAD   | Toujours majeur   |   |
| 11 |  |   | pour des <b>emplois</b> non indiqués par l'AMM  | 152      | UAD   | Il n'existe pas d'usage autorisé pour la culture  | Il existe au moins un usage autorisé pour la culture  |
| 12 |  |   | Origine des produits utilisés   | 161      | UAD   | U/A : majeur si PPP utilisé .<br>D : si PP non identifié comme PPNU   | U/A : mineur si PP non utilisé  |
| 13 |  |   | Etiquetage des MFSC présents  | 511      | D   | Majeur pour D si mise en conformité non possible  | mineur pour D si mise en conformité possible  |
| 14 |  |   | AMM ou norme des MFSC présents  | 172      | D   | D : si MFSC non identifié comme PPNU  |   |
| 15 |  |   | Thème 2 : Contrôle de l'agrément  |          |   |   |   |
| 16 |  |   | Agrément valide   |          | ADC   | Pas d'agrément valide   | Agrément valide avec retard dans le respect des échéances mais démarche en cours avec OC  |
| 17 |  |   | Assurance (attestation de l'année en cours)   | 221      | ADC   | Pas d'assurance couvrant les activités soumises à agrément  | L'assurance existe mais oubli d'envoi de l'attestation  |
| 18 | Agrément                               | 2 | Certification par un organisme certificateur  | 222      | ADC   | Absence de justification de certification   | Présence agrément provisoire, mais échu, ou justification de certification incomplète.  |
| 19 | , igramont                             | _ | Validité des <b>certificats</b> individuels   | 223      | ADUC  | Absence ou Certificat inadapté à la fonction<br>U : à partir du 25 novembre 2015  | Un certificat n'est pas renouvelé dans les délais mais présence d'une attestation d'inscription à formation   |
| 20 |  |   | Contrat avec un OC reconnu  | 224      | ADC   | Absence de contrat avec OC reconnu  |   |
| 21 |  |   | Affichage de l'agrément dans les documents commerciaux et locaux                                    | 231      | ADC   | Aucun document affiché  | Il manque le numéro d'agrément sur un document commercial ou l'affichage de l'agrément dans l'un des locaux   |

# Annexe 5 : pondération des points de contrôlenon-conformes

|    | A        | В | c   | D         | E  | F   | G   |
|----|----------|---|---|-----------|--|---|---|
| 1  |          | В | Liste des Libellés des Points de contrôle   | U         | Usagers<br>concernés                               | Classement des N<br>("Si le ptctrl n'était pas resp   | on-Conformités :  |
| 2  | Thème :  |   | relevés Non Conformes :   |           | (U : utilisat ; A :<br>applicat ; D :<br>Distrib.) | Majeur  | Mineur  |
| 22 |          |   | Thème 3 : Contrôle des conditions de stockage   | et de pré | sentation des                                      | linéaires de vente  |   |
| 23 |          |   | Local réservé à cet usage (à l'écart des denrées<br>alimentaires et aliments pour animaux)  | 311       | UAD  | Absence de local ou présence d'alimentation humaine et animale dans le local                      | Local non spécifique mais sans présence d'alimentation humaine et animale         |
| 24 |          |   | Local aéré et fermé à clé si produits T, T+, CMR, (SGH06, SGH08)  | 321       | UAD  | Absence d'aération lorsque présence de salarié, stagiaire, aide familiale ou absence de fermeture | Aération non suffisante ou absente si pas de salarié, aide familiale ou stagiaire |
| 25 |          |   | Produits T, T+ et CMR, (SGH06, SGH08) séparés des autres produits   | 331       | UAD  | si salarié, aide ou stagiaire   | Si pas de salarié, aide ou stagiaire  |
| 26 | Stockage | 3 | PPP conservés dans leur emballage d'origine   | 341       | UAD  | toujours majeur   |   |
| 27 |          |   | Emplacements de vente des produits EAJ séparés des produits pro   | 351       | D  | pas d'emplacement réservé et accès au public possible   | si pas d'accès au public  |
| 28 |          |   | Mise en place d'une signalétique EAJ / Produits professionnels  | 352       | D  | pas d'emplacement réservé et accès au public possible   | si pas d'accès au public  |
| 29 |          |   | Conditions de stockage des EPI, du matériel d'application   | 171       | A U  |   | toujours mineur   |
| 30 |          |   | Thème 4 : Contrôle des pratiques professionnel  | les       |  |   |   |
| 31 |          |   | Utilisation d'un PPP sans AMM sur des végétaux destinés à l'alimentation humaine ou animale                                       | 411       | UA   | toujours majeur   |   |
| 32 |          |   | Utilisation d'un PPP sans AMM sur des végétaux NON destinés à l'alimentation humaine ou animale                                   | 412       | UA   | toujours majeur   |   |
| 33 |          |   | Utilisation d'un produit <b>sans</b> AMM pour <b>l'usage</b> sur des végétaux <b>destinés à l'alimentation</b> humaine ou animale | 421       | UA   | toujours majeur   |   |
| 34 |          |   | Utilisation de PPP sans AMM pour l'usage sur des<br>végétaux NON destinés à l'alimentation humaine ou<br>animale                  | 422       | UA   | toujours majeur   |   |
| 35 |          |   | Respect des <b>conditions d'emploi</b> prévues par l'AMM et mentionnées sur <b>l'étiquette</b> (DAR, ZNT, dose)                   | 431       | UA   | dose, ZNT, périodes d'interdiction  | DAR   |
| 36 |          |   | Respect des conditions d'emploi fixées par l'autorité administrative (dérive, DAR, ZNT)   | 432       | UA   | dose, ZNT, nombre maximum d'applications, mélanges, semoirs, délai de rentrée ou mention abeille  | DAR   |
| 37 |          |   | Registre présent  | 441       | UA   | toujours majeur   |   |
|    |          |   |   |           |  |   |   |

|   | Α                    | В | С   | D   | Е   | F   | G  |  |  |
|---|----------------------|---|---|-----|---|---|--|--|--|
| 1 |                      | _ | Liste des Libellés des Points de contrôle relevés Non Conformes :         | _   | Usagers<br>concernés<br>(U : utilisat : A : | Classement des N<br>("Si le ptctrl n'était pas resp   |  |  |  |
| 2 |                      |   |   |     | applicat ; D :<br>Distrib.)                 | Majeur  | Mineur   |  |  |
| 3 | 3                    |   | Registre présent et complet   | 442 | UA  | Majeur si entraine des pénalités  | mineur dans les autres cas   |  |  |
| 3 | Э                    |   | Registre des achats ou ventes de PPP présent et complet                   | 451 | UAD   | toujours majeur   |  |  |  |
| 4 | Pratiques            |   | Respect des Limites Maximales de Résidus (LMR)                            | 461 | UA  | Toujours majeur   |  |  |  |
| 4 | professionne<br>lles | 4 | Contrôle des pulvérisateurs par un organisme agréé                        | 471 | UAD   | Non présentation du dernier rapport de contrôle, à date valide, amenant à situation "conforme" ;<br>Inexécution de la réparation identifiée lors du contrôle ;<br>Réalisation du contrôle par organisme non agréé.        |  |  |  |
| 4 | 2                    |   | Élimination des PPNU identifiés dans les délais                           |     | UAD   | PPNU non identifiés comme tels par l'exploitant <u>et / ou</u> non isolés des autres PPP utilisables ET: < (Produit ayant eu d'AMM ou PCP dont la validité est échue ou PPP n'ayant jamais eu d'AMM ou de PCP en France)> | PPP identifié PPNU <u>ET</u> isolé des produits utilisables<br>ET<br>AMM retirée depuis plus de 12 mois (ou aucune AMM)                                    |  |  |
| 4 | 3                    |   | Élimination des EVPP par une filière agréée<br>(Emballages Vides des PPP) | 791 | AU  | (L253_17 : (alinéa 3 (6 mois emprisonnement, 150 000 €))  | Toujours Mineur (code de l'environnement ; on n'a pas la compétence, mais surtout vide juridique sur les délais d'élimination)                             |  |  |
| 4 | 1                    |   | Respect des conditions d'emploi des PPP dans les lieux publics            | 491 | UA  |   | Non respect des obligations <b>d'affichage</b> et de <b>balisage</b> en cas d'utilisation d'un produit sans délai de rentrée (classé EAJ, macroorganisme). |  |  |
| 4 | 5                    |   | Conseil Spécifique à l'utilisation  | 241 | DC  | Conseils non écrits, ou conseils pour des produits sans AMM, sans AMM pour l'usage, ou préconisations amenant surdosage.  | Manque certaines mentions obligatoires (pas de numéro d'agrément, pas de date, pas le nom du conseiller)   |  |  |
| 4 | 5                    |   | Respect des Principes généraux de la lutte intégrée                       | 792 | UС  | Possible pour les conseillers   | mineur pour les utilisateurs, dans tous les cas.   |  |  |

| Thème                                  |      | Point de contrôle relevé c<br>Non conforme  | omme                              | Usager<br>s<br>concern<br>és | En cas de non conformité,<br>Mesures administratives immédiates<br>(à faire sur place)   | En cas de non conformité,<br>Mesures de police administrative<br>(au bureau)   | Infractions   |
|--|------|---|-----------------------------------|------------------------------|--|--|---|
| Thème 1 : Co                           | ntrô | le des produits phytopha  | ırmaceı                           | utiques (                    | PPP)   |  |   |
|  |      | AMM de tous les PPP<br><b>détenus</b>   | 111                               | UAD                          | - Consignation des produits interdits (rédaction<br>d'un PV de consignation avec respect du<br>contradictoire)   | _Pour les importations parallèles illicites, prévenir la personne ressource dont dépend votre région afin que celle-ci le signale à la BNEVP; voir le R253-27 pour absence de déclaration d'introduction au SRAL; - MED (Mise en demeure) d'éliminer les produits assortie d'un délai (destruction de PPP interdits)   | Utilisateur et<br>applicateur: NATINF<br>22257<br>Distributeur : 2516,<br>23605, 28442  |
|  |      | AMM des produits vendus,<br><b>mis en vente</b> ou cédés  |                                   |                              | - Consignation des produits interdits et/ou bidons<br>ayant un défaut d'étiquetage (PV de déclaration,<br>PV de consignation)<br>- Demande au distributeur de retrait des produits<br>vendus (à sa charge et sous sa responsabilité)   | - Pour les importations parallèles illicites, prévenir la<br>personne ressource dont dépend votre région afin que<br>celle-ci le signale à la BNEVP<br>- MED (Mise en demeure) de remise en conformité des<br>étiquettes<br>- Rappel des produits interdits auprès des clients   | NATINF 2516, 23605,<br>28441, 28442   |
|  |      | AMM des PPP détenus en vue de leur utilisation  |                                   | UA                           | - Consignation des bidons avec AMM non conforme  | - Pour les importations parallèles illicites, prévenir la<br>personne ressource dont dépend votre région afin que<br>celle-ci le signale à la BNEVP<br>- MED (Mise en demeure) d'éliminer les produits assortie<br>d'un délai  | NATINF 22257  |
|  |      | AMM des produits détenus<br>en vue de leur utilisation sur<br>les cultures de l'entreprise<br>(détournement d'usage)                          |                                   | UA                           | - consignation des produits non autorisés  | - Pour les importations parallèles illicites, prévenir la<br>personne ressource dont dépend votre région afin que<br>celle-ci le signale à la BNEVP<br>- MED (Mise en demeure) d'éliminer les produits assortie<br>d'un délai  | NATINF 22257  |
| ррр                                    |      | Indications de l'étiquette<br>des PPP détenus, mis en<br>vente et/ou utilisés   | PPP détenus, mis en   131   U A I |                              | Chez les distributeurs : En cas de défaut d'étiquetage (N° d'AMM, identification du produit, données de sécurité et conditions d'utilisations incorrectes, etc.), les bidons sont consignés dans l'attente d'une mise en conformité par le fabricant.  Chez les utilisateurs : consignation des produits dans l'attente d'une reprise ou d'une remise en conformité par le distributeur. Attention au délai de ré-étiquetage / fabricant-fournisseur | _Chez les distributeurs, une enquête devra être diligentée auprès du fournisseur Pour les importations parallèles illicites, prévenir la personne ressource dont dépend votre région afin que celle-ci le signale à la BNEVP - MED (Mise en demeure)   |   |
|  | 1    | Cession ou <b>vente</b> à des<br>clients <b>non professionnels</b><br>de produits pro   | 141                               | D                            |  | _ Suspension et/ou retrait d"agrément ou de certificat<br>individuel"<br>- Rappel des produits auprès des clients si traçabilité<br>existe (sous la responsabilité du vendeur)   | NATINF 28438  |
|  |      | Publicité commerciale - pour un produit ou un mélange sans AMM OU - pour des emplois non indiqués par l'AMM OU - dans des lieux non autorisés | 151                               | AD                           | Retrait des publicités concernées (papier,<br>Internet)  | Suspension et/ou retrait d'agrément ou de certificat<br>individuel   | NATINF 2513 (recommandation pour ppp ss amm ou pcp), 29066 (Publicité sans les mentions obligatoires conformes), 29067 (publicité mensongère ou de nature à induire en erreur), 29068 (ss attirer l'attention sur les phrases et symboles de mise en garde de l'étiquetage) 27973 (publicité ss présenter les bonnes pratiques), 27974 (publicité en dehors des points des points de distribution). |
| (Produits<br>phytopharma<br>ceutiques) |      | Origine des produits<br>phytopharmaceutiques<br>(dont importation<br>personnelle avec<br>déclaration préalable)                               | 161                               | UA                           | - Consignation des produits non autorisés  | Chez les utilisateurs : - MED (Mise en demeure) de remise en conformité (déclaration d'introduction, déclaration pour paiement de la redevance pour pollution diffuse) - Signalement du défaut de déclaration pour paiement de la redevance pour pollution diffuse à l'Agence de l'eau - Suspension et/ou retrait d'agrément (A) ou de certificat individuel (A U) | NATINF 29191 (pas de transmission du bilan des achats)  29181 (commande auprès de distributeurs sans RPD), 29188 (commande auprès d'applicateurs sans RPD)  |
|  |      | Étiquetage et/ou<br>documents<br>d'accompagnement des<br>MFSC présents  | 511                               | D                            | - Consignation des produits dont les étiquettes sont<br>non conformes  | _ MED (Mise en demeure) de remise en conformité  |   |
|  |      | AMM ou norme des MFSC<br>présents   | 172                               | D                            | - Consignation des produits non autorisés  | _ MED (Mise en demeure) de remise en conformité ou<br>destruction des produits interdits si plus approprié<br>(notamment en cas de risque identifié).  | NATINF 22008, 22009,<br>22010, 22011, 22012,<br>22013   |

| Thème       |       | Point de contrôle relevé c<br>Non conforme  | omme    | Usager<br>s<br>concern<br>és | En cas de non conformité,<br>Mesures administratives immédiates<br>(à faire sur place)   | En cas de non conformité,<br>Mesures de police administrative<br>(au bureau)  | Infractions  |
|-------------|-------|---|---------|------------------------------|--|---|--|
| Thème 2 : C | ontró | ile de l'agrément   |         |                              |  |   |  |
|             |       | Agrément  | 211     | ACD                          | Consignation des produits (matérialisé par un<br>scellé, dans des sacs poubelle)   | _ Décision de suspension de l'exercice de l'activité<br>(possiblité d'AP – R254-27) avec contradictoire   | Distributeur : NATINF<br>22674, 22675<br>Applicateur : NATINF<br>22676 |
|             |       | Assurance (attestation de l'année en cours)   | 221     | ACD                          |  |   | Distributeur : NATINF<br>27967, 27968<br>Applicateur : 27969           |
|             |       | Certification par un organisme certificateur  | 222     | ACD                          | Consignation des produits  | _ MED (Mise en demeure) de remise en conformité<br>- suspension et/ou retrait de l'agrément et/ou des   | Distributeur : NATINF<br>27967, 27968<br>Applicateur : 27969           |
| Agrément    | 2     | Validité des certificats<br>individuels de qualification<br>(certiphyto)  | 223     | ACU<br>D                     | (à partir du 26 novembre 2015 pour les utilisateurs)   | certificats dans le cas où les conditions ne sont pas<br>remplies<br>- décision de suspension d'activité avec contradictoire  | Distributeur : NATINF<br>27967, 27968<br>Applicateur : NATINF<br>27969 |
|             |       | Contrat avec un OC reconnu  | 224     | ACD                          |  |   | Distributeur : NATINF<br>27967, 27968<br>Applicateur : 27969           |
|             |       | Affichage de l'agrément<br>dans les documents<br>commerciaux et locaux  | 231     | ACD                          | Retrait des documents erronés  | _ MED (Mise en demeure) de remise en conformité   |  |
| Thème 3 : C | ontró | ile des conditions de stoc  | :kage e | t de prés                    | sentation des linéaires de vente   |   |  |
|             |       | Local réservé à cet usage (à<br>l'écart des denrées<br>alimentaires et aliments<br>pour animaux)                          | 311     | UAD                          | Système SAP au titre de la conditionnalité   | _ MED (Mise en demeure) de remise en conformité<br>lorsque ppp pas séparés des aliments<br>- information réglementaire<br>- signalement auprès de l'inspection du travail                       |  |
|             |       | Local aéré et fermé à clé si<br>produits T, T+ et CMR   | 321     | UAD                          |  | - signalement auprès de l'inspection du travail<br>- information réglementaire  |  |
|             |       | Produits T, T+ et CMR séparés des autres produits   | 331     | UAD                          |  | - signalement auprès de l'inspection du travail<br>- information réglementaire  |  |
| Stockage    | 3     | PPP conservés dans leur<br>emballage d'origine  | 341     | UAD                          | - consignation des produits non identifiés<br>- prélèvement de bouillie phyto  | _ MED (Mise en demeure) d'éliminer les produits non identifiés  | NATINF 27975   |
|             |       | Emplacements de vente des<br>produits <b>EAJ séparés</b> des<br>produits pro  | 351     | D                            |  | _ MED (Mise en demeure) de remise en conformité   | NATINF 28437   |
|             |       | Mise en place d'une<br>signalétique EAJ /<br>Produits professionnels  | 352     | D                            |  | _ MED (Mise en demeure) de remise en conformité   | NATINF 28437   |
|             |       | Conditions de stockage des<br>EPI, du matériel<br>d'application   | 171     | U A                          |  | Avertissement   |  |
| Thème 4 : C | ontró | ble des pratiques professi  | onnelle | es                           |  |   |  |
|             |       | Utilisation d'un <b>PPP sans</b><br><b>AMM</b> sur des végétaux<br><b>destinés à l'alimentation</b><br>humaine ou animale | 411     | UA                           | - prélèvement de végétaux pour vérification du<br>respect de la LMR et/ou présence produit interdit  | <ul> <li>PV de destruction des produits végétaux non conformes</li> <li>retrait/rappel des produits végétaux si dépassement de<br/>LMR</li> <li>Demande de Pénalités, le cas échéant</li> </ul> | NATINF 22256   |
|             |       | Utilisation d'un PPP sans<br>AMM sur des végétaux<br>NON destinés à<br>l'alimentation humaine ou<br>animale               | 412     | UA                           | - prélèvement de végétaux de présence de SA<br>interdite et respect LMR<br>- consignation des cultures (consignation judiciaire<br>possible)                         | - PV de destruction des produits végétaux non conformes<br>- retrait/rappel des produits végétaux si dépassement de<br>LMR<br>- Demande de Pénalités, le cas échéant                            | NATINF 22256   |
|             |       | Utilisation d'un produit sans<br>AMM pour l'usage sur des<br>végétaux destinés à<br>l'alimentation humaine ou<br>animale  | 421     | UA                           | <ul> <li>prélèvement de végétaux de présence de SA<br/>interdite et respect LMR</li> <li>consignation des cultures (consignation judiciaire<br/>possible)</li> </ul> | - PV de destruction des produits végétaux non conformes<br>- retrait/rappel des produits végétaux si dépassement de<br>LMR<br>- Demande de Pénalités, le cas échéant                            | NATINF 22258, 22259  |
|             |       | Utilisation de PPP sans<br>AMM pour l'usage sur des<br>végétaux NON destinés à<br>Palimentation humaine ou<br>animale     | 422     | UA                           | <ul> <li>prélèvement de végétaux de présence de SA<br/>interdite et respect LMR</li> <li>consignation des cultures (consignation judiciaire<br/>possible)</li> </ul> | <ul> <li>destruction des produits végétaux non conformes</li> <li>retrait/rappel des produits végétaux si dépassement de<br/>LMR</li> <li>Demande de Pénalités, le cas échéant.</li> </ul>      | NATINF 22258, 22259  |

| Thème                |   | Point de contrôle relevé c<br>Non conforme   | omme              | Usager<br>s<br>concern<br>és  | En cas de non conformité,<br>Mesures administratives immédiates<br>(à faire sur place)   | En cas de non conformité,<br>Mesures de police administrative<br>(au bureau)  | Infractions   |
|----------------------|---|--|-------------------|---|--|---|---|
|                      |   | Respect des conditions<br>d'emploi prévues par<br>l'AMM et mentionnées sur<br>l'étiquette (DAR, ZNT,<br>dose)  | 431               | UA  | - Rédaction d'un PV de déclaration<br>- Prélèvement de végétaux ou sol ou matériel<br>divers avec consignation si risque santé publique  | - Demande de Pénalités, le cas échéant  | NATINF 22258, 22259   |
|                      |   | Respect des conditions<br>d'emploi fixées par<br>l'autorité administrative<br>(dérive, DAR, ZNT)   | 432               | UA  | - Rédaction d'un PV de déclaration<br>- Prélèvement de végétaux ou sol ou matériel<br>divers avec consignation si risque santé publique  | - selon les cas, Demande de Pénalités, le cas échéant.  | NATINF 22258, 22259   |
|                      | 4 | Registre présent   | <b>'ésent</b> 441 |   | 1) - Si absence de registre (cultures alimentaires) (volet listing traitements et volet observations maladies (="organismes nuisibles santé")) et si conditionnalité, alors demande de remise en conformité ;  2) - si absence de registre (cultures NON alimentaires), alors MED de remise en conformité  | 1) - demande de remise en conformité ET demande de pénalités "lourdes" (=3%) à instruire + procéd.judic.  2) - MED en faisant référence à l'article 67 du rég. 1107/2009, mais pas d'autre sanction prévue (l'inspecté est éventuellement sanctionné pour non respect de la MED). | NATINF 28584<br>( registre cultures alimentaires<br>"sans tenue conforme pour<br>maitriser les dangers")  |
|                      |   | Registre présent et complet  Registre présent et complet  442  U A  B) - Si registre cultures traitements et volet obs si PAS CONDITIONNALID. alors demande de remis |                   | A) - Si registre cultures alimentaires (volet listing traitements et volet observations maladies (="organismes nuisibles santé")) incomplet ET SI CONDITIONNALITE, alors demande de remise en conformité sous 1 mois ;  ——————————————————————————————————— | A1) - demande de remise en conformité : si moins de 50% données manquantes, alors demande de remise en conformité, et prévision éventuelle second contrôle l'année suivante ;  A2) - demande de remise en conformité : si plus de 50% données manquantes, alors pénalités (moindre : 1%) à instruire + procédure judiciaire.  ———————————————————————————————————  | NATINF 28584 (registre cultures alimentaires "sans tenue conforme pour maitriser les dangers")  |   |
| Pratiques            |   | Registre des achats ou<br>ventes de PPP présent et<br>complet  | 451               | UAD   | Rédaction d'un PV de déclaration   | _ MED (Mise en demeure) de remise en conformité   | NATINF: 26568,<br>26569, 28436, 29179,<br>29180, 29181, 29182,<br>29183, 29184, 29185,<br>29186, 29187, 29188,<br>29190, 29191, 29192,<br>29193 |
| professionne<br>lles |   | Respect des Limites<br>Maximales de Résidus<br>(LMR)   | 461               | UA  | Si possible, Après avoir consulté le registre, Avant d'aller inspecter le local phyto (pour éviter les contaminations):  1) - En cas d'utilisation avérée de SA interdite non autorisée pour l'usage, mais si supposition < LMR, alors 1 prélèvement doit être effectué;  2) - en cas de risque identifié de toxicité pour l'homme (délai avant récolte non respecté, ou surdosage laissant penser > LMR; demander avis expert); - une consignation doit être effectuée; - un prélèvement doit être réalisé. | 1) _ Si des résultats montrent l'utilisation de substance interdite pour la culture, avec teneur < LMR, alors :   | NATINF : 27274,<br>27275, 27276   |

| Thèmo | e  | Point de contrôle relevé c<br>Non conforme                           | omme | Usager<br>s<br>concern<br>és     | En cas de non conformité,<br>Mesures administratives immédiates<br>(à faire sur place)  | En cas de non conformité,<br>Mesures de police administrative<br>(au bureau)   | Infractions                           |
|-------|--|--|------|----------------------------------|---|--|---------------------------------------|
|       | élimination des PPNU dans les délais  Élimination des EVPP (Emballages Vides des |  | UAD  |                                  | _ pour les hors condi, si présence de vignette conforme et absence du dernier CT conforme, alors consultation de la base DataPulvés pour vérification, et/ou MED (Mise en demeure) de fournir un duplicata du ou des pulvérisateurs concernés dans les 15 jours ; procédure judiciaire obligatoire si autres types de situations non-conformes ; - pour les condi : suivre les recommandations de la fiche santé des végétaux et/ou de l'arrêté en vigueur ; demande de pénalités le cas échéant. | NATINF : 27981,<br>27982, 27983, 27984,<br>27985, 27986  |                                       |
|       |  |  | 481  | UAD                              | Consignation des PPNU   | Destruction ou collecte des PPNU  Retrait d'agrément  Dans le cas où l'inspecté n'a aucune preuve de l'élimination des PPNU, un second contrôle peut être envisagé. Si l'inspecté ne peut pas prouver la destruction, l'inspecté est sanctionné pour non respect de la MED d'élimination (on considère qu'il a utilisé les PPP). | NATINF 27975 (28345,<br>ou 27975V2 ?) |
|       |  |  | UA   | Demande de regroupement des EVPP | MED de collecte des EVPP  Dans le cas où l'inspecté n'a aucune preuve de l'élimination des EVPP, un second contrôle peut être envisagé. Si l'inspecté ne peut pas prouver la collecte, l'inspecté est sanctionné pour non respect de la MED d'élimination.  | L253_17 : (alinéa 3 (6<br>mois emprisonnement,<br>150 000 €) ;   |                                       |
|       |  | Respect des conditions<br>d'emploi des PPP dans les<br>lieux publics | 491  | UA                               | Arrêt d'un chantier en cours si en cas de non<br>respect des conditions prévues   | Suspension ou retrait d'agrément ou du certificat individuel   | NATINF 22259                          |
|       | Conseil Spécifique à l'utilisation 241   |  | CD   |                                  | - Information des destinataires de l'information erronée<br>(rectificatif)<br>- Suspension et/ou retrait d'agrément ou de certificat<br>individuel  | NATINF 2513  |                                       |
|       |  | Respect des Principes de la<br>lutte intégrée                        | 792  | U                                |   | Avertissement  |                                       |

# ANNEXE 9 – Inspections de sites internet vendant, proposant à la vente ou distribuant des produits phytopharmaceutiques et / ou en faisant la publicité

Malgré la fréquence croissante des ventes de PPP sur internet et la récurrence des questions qu'elle soulève (questions liées notamment à la détention d'un agrément pour la distribution des produits), aucun jugement (et par voie de conséquence aucune jurisprudence) n'a à ce jour et à notre connaissance, pu être identifié concernant la vente de PPP sur internet.

Avant de décider de monter un dossier judiciaire sur la base du signalement que vous avez transmis à la Brigade, il est essentiel, dans un premier temps, de <u>vérifier si les produits mis en vente possèdent ou non une autorisation de mise sur le marché (AMM) et s'il s'agit de produits destinés aux professionnels ou <u>aux particuliers</u> et si les conditions de leur publicité sont conformes.</u>

Quelles infractions viser pour la vente de PPP sur internet ?

■ Vous trouverez ci après les codes NATINF correspondant aux infractions délictuelles ou contraventionnelles qui pourraient être retenues en fonction des éléments constatés.

A/ Commentaires sur ces infractions possibles

# - Pour l'hébergeur de l'annonce :

La détention d'un agrément ne semble pas être une obligation à laquelle soit soumis l'hébergeur de l'annonce. En effet, la Loi n $^\circ$  2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique indique dans l'article 6.1.2 que :

"Les personnes physiques ou morales qui assurent, même à titre gratuit, pour mise à disposition du public par des services de communication au public en ligne, le stockage de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature fournis par des destinataires de ces services ne peuvent pas voir leur responsabilité civile engagée du fait des activités ou des informations stockées à la demande d'un destinataire de ces services si elles n'avaient pas effectivement connaissance de leur caractère illicite ou de faits et circonstances faisant apparaître ce caractère ou si, dès le moment où elles en ont eu cette connaissance, elles ont agi promptement pour retirer ces données ou en rendre l'accès impossible".

Par ailleurs, l'article 6.1.3 de cette même loi stipule quant à lui que « Les personnes physiques ou morales qui assurent, même à titre gratuit, pour mise à disposition du public par des services de communication au public en ligne, le stockage de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature fournis par des destinataires de ces services <u>ne peuvent voir leur responsabilité **pénale** engagée à raison des informations stockées à la demande d'un destinataire de ces services <u>si elles n'avaient pas effectivement connaissance de l'activité ou de l'information illicites</u> ou si, dès le moment où elles en ont eu connaissance, elles ont agi promptement pour retirer ces informations ou en rendre l'accès impossible. L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque le destinataire du service agit sous l'autorité ou le contrôle de la personne visée audit alinéa ».</u>

Des extraits ci-dessus, il ressort que la <u>responsabilité civile</u> (prix des produits, conformité, péremption, etc.) de l'hébergeur ne peut être engagée. Des jugements récents (portant sur des sujets autres que phytosanitaires) ont été dans ce sens et font maintenant jurisprudence.

Aucune disposition législative restrictive n'est également évoquée concernant la <u>responsabilité pénale</u> de l'hébergeur, <u>dès lors que ce dernier n'a pas connaissance de l'activité ou de l'information illicite qu'il met en ligne à la demande de l'annonceur</u>.

En revanche, si un SRAL porte à la connaissance de l'hébergeur, le caractère de délit pénal que représente la vente de produits phytopharmaceutiques sans agrément tel que prévu au L 254-12 du CRPM, ou la vente de PPP sans AMM tel que prévu au L. 253-15 du CRPM, en mettant en avant les risques d'atteinte

à la santé publique et à l'environnement, l'hébergeur doit prendre des dispositions pour faire cesser ces agissements.

Cependant, pour aller au delà du simple fait de stopper la pratique et pour sanctionner l'auteur de l'infraction, il convient de s'adresser à l'annonceur (cf. commentaires § « Pour l'annonceur » ci-dessous) par une lettre lui rappelant que sa responsabilité pénale peut être engagée si, une fois informé du caractère illégal de l'action, il ne prend pas les dispositions nécessaires visant à faire cesser les agissements considérés.

Pour votre information, le SRAL Aquitaine a reçu la plainte d'une association de consommateurs dénonçant la vente de produits phytopharmaceutiques (glyphosate) sur un site internet. En réponse au signalement de l'association, le SRAL a envoyé à l'hébergeur un courrier RAR¹de rappel à la réglementation pour absence d'agrément, absence de personnel certifié et absence de contrat de certification Qualité.

La société a répondu, que dans cette affaire, elle n'était que simple « hébergeur » et ne pouvait être mise en cause. Le contrat la liant aux annonceurs stipulerait que la société est dégagée de toute responsabilité concernant les produits proposés ; ces derniers demeureraient sous la seule responsabilité de l'annonceur. L'hébergeur a par ailleurs commenté cette position en rappelant l'article 6.1.2 de la loi n°2004-575 précité.

Elle conclut toutefois en précisant que : « Ainsi, dès lors que notre société sera saisie par vos services, selon la forme prévue à l'article 6.5 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, de faits manifestement illicites, nous ne manquerons pas d'agir promptement et ce conformément à la législation ».

### Point de méthode rédactionnelle :

La saisine de l'hébergeur, par le SRAL/SALIM doit comporter obligatoirement (article 6 alinéa 5 de la loi référencée) :

- la date de la notification ;
- si le notifiant est une personne physique : ses nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance ; si le requérant est une personne morale : sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement ;
- les nom et domicile du destinataire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- la description des faits litigieux et leur localisation précise ;
- les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré, comprenant la mention des dispositions légales et des justifications de faits;
- la copie de la correspondance adressée à l'auteur ou à l'éditeur des informations ou activités litigieuses demandant leur interruption, leur retrait ou leur modification, ou la justification de ce que l'auteur ou l'éditeur n'a pu être contacté.

#### Pour l'annonceur :

La mise en ligne de produits phytopharmaceutiques en accès tout public peut être <u>assimilée à de la publicité</u>. Or, la publicité pour des produits phytopharmaceutiques est encadrée, comme le stipule l'article L.253-5 du code rural et de la pêche maritime, et doit répondre à des obligations bien précises dont le non-respect peut entraîner des poursuites pénales à l'encontre de son auteur.

## B/ Actions à conduire

Au vu des éléments évoqués ci-dessus, il convient :

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> RAR : recommandé avec accusé de réception

1/ d'identifier le dépositaire de l'annonce auprès de l'hébergeur en utilisant les pouvoirs prévus par les textes :

Usage du droit à communication : Ceci correspond à une forme de réquisition administrative. Ce droit a communication est matérialisé par un écrit spécifique (voir en fin d'annexe) pris en application de l'article notamment L.250-5 du CRPM. Ce courrier est adressé au site hébergeur pour lui de demander les éléments nécessaires au contrôle permettant d'identifier le propriétaire de l'annonce : adresses courriels utilisées, le nom ou le pseudo indiqué, les numéros de téléphone, les adresses IP utilisées, les références utilisateur ainsi que les références de toutes les annonces déposées par cet utilisateur. Dans le cas où l'hébergeur refuserait de fournir les informations permettant d'identifier l'annonceur, des poursuites judiciaires pourront être engagées à son encontre pour des faits d'opposition à fonctions.

2/ d'expertiser le statut de l'annonceur et l'origine des produits phytopharmaceutiques pour engager s'il y a lieu, les poursuites administratives et judiciaires qui s'imposent.

N'hésitez pas à solliciter la BNEVP si, sur la base des éléments que vous aurez recueillis, vous envisagez d'engager des suites judiciaires.

Les enquêteurs de la cellule phytosanitaire, forts de l'expérience qu'ils ont acquise en matière de montage de procédure vous prêteront main forte sur ce dossier qui pourrait par ailleurs faire jurisprudence.

\_\_\_\_\_

# INFRACTIONS A LA LEGISLATION PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES CODE RURAL / CODE DE LA CONSOMMATION / CODE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE / CODE PENAL / CODE DES DOUANES

## **DELITS**

# Natinf N° 2513

Nature: DELIT PENAL

Qualification: PUBLICITE OU RECOMMANDATION POUR L'UTILISATION D'UN PRODUIT PHYTOPHARMACEUTIQUE NE BENEFICIANT PAS D'UNE AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHE OU D'UN PERMIS DE COMMERCE PARALLELE

<u>Définie par</u>: ART.L.253-15 3°, ART.L.253-1 C.RURAL. ART.66 §1 REGLT.CE DU 21/10/2009.

Réprimée par : ART.L.253-15 AL.1, ART.L.253-18 C.RURAL.

Peines : emprisonnement 2 ans / amende : 75 000 € / Affichage de la décision

# Natinf N° 2516

Nature: DELIT PENAL

Qualification: MISE SUR LE MARCHE DE PRODUIT PHYTOPHARMACEUTIQUE NE BENEFICIANT PAS D'UNE

AUTORISATION OU D'UN PERMIS DE COMMERCE PARALLELE

Définie par : ART.L.253-15 1°, ART.L.253-1 C.RURAL. ART.28 §1, ART.30, ART.47, ART.52 §1

REGLT.CE DU 21/10/2009.

Réprimée par : ART.L.253-15 AL.1, ART.L.253-18 C.RURAL.

Peines : emprisonnement 2 ans / amende : 75 000 € / Affichage de la décision

# Natinf N° 22675

Nature: DELIT PENAL

Qualification : MISE EN VENTE OU VENTE DE PRODUIT PHYTOPHARMACEUTIQUE SANS JUSTIFICATION DE LA DETENTION DE L'AGREMENT

 $\underline{\text{D\'efinie par}:} \text{ ART.L.254-12 §I 1°, ART.L.254-1 §II 1°, §II, ART.L.254-2, ART.L.254-5, ART.R.254-1}$ 

1°, ART.R.254-15, ART.R.254-19 C.RURAL. ART.2 §1 REGLT.CE DU 21/10/2009.

Réprimée par : ART.L.254-12 §I AL.1, §II C.RURAL.

Peines : Emprisonnement 6 mois / amende : 15 000 € / Affichage de la décision

### Natinf N° 27973

Nature: DELIT PENAL

Qualification: PUBLICITE OU RECOMMANDATION POUR UN PRODUIT PHYTOPHARMACEUTIQUE SANS EN PRESENTER LES BONNES PRATIQUES D'UTILISATION

Définie par : ART.L.253-17 §IBIS 3°, ART.L.253-7 AL.3, AL.6, ART.L.253-1 §I, §II, §IV C.RURAL.

Réprimée par : ART.L.253-17 §IBIS AL.1, §IV AL.1 C.RURAL

Peines : Emprisonnement 1 an / amende : 30 000 € / Affichage de la décision

## Natinf N° 29068

Nature: DELIT PENAL

Qualification: PUBLICITE POUR UN PRODUIT PHYTOPHARMACEUTIQUE N'ATTIRANT PAS L'ATTENTION

SUR LES PHRASES ET SYMBOLES DE MISE EN GARDE FIGURANT SUR L'ETIQUETAGE

Définie par : ART.L.253-16 1°, ART.L.253-1 C.RURAL. ART.66 §6 REGLT.CE DU 21/10/2009.

Réprimée par : ART.L.253-16 AL.1, ART.L.253-18 C.RURAL.

Peines : Emprisonnement 1 an / amende : 30 000 € / Affichage de la décision

# **CONTRAVENTIONS**

# Natinf N° 26568

Nature: CONTRAVENTION PENALE DE CLASSE 4

Qualification: DISTRIBUTION DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES SANS TENUE DE REGISTRE DES

**VENTES** 

Définie par : ART.R.254-30 §II 1°, ART.R.254-1 2°, ART.L.254-6 §I, ART.L.254-1 §II 1° C.RURAL.

ART.2 §1 REGLT.CE DU 21/10/2009.

Réprimée par : ART.R.254-30 §I AL.1 C.RURAL.

# Natinf N° 28436

Nature: CONTRAVENTION PENALE DE CLASSE 4

Qualification: NON TRANSMISSION DU BILAN ANNUEL DES VENTES PAR UN DISTRIBUTEUR DE PRODUITS

**PHYTOPHARMACEUTIQUES** 

Définie par : ART.R.254-30 §II 3°, ART.R.254-26, ART.R.254-23 §III, ART.L.254-6 §I, ART.L.254-1

§II 1°, ART.R.254-1 2° C.RURAL. ART.2 §1 REGLT.CE DU 21/10/2009.

Réprimée par : ART.R.254-30 §II AL.1 C.RURAL.

# Natinf N° 29194

Nature: CONTRAVENTION PENALE DE CLASSE 4

Qualification: DISTRIBUTION DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES SANS INDICATION SUR LA

FACTURE DU MONTANT DE LA REDEVANCE POUR POLLUTION DIFFUSE ACQUITEE

<u>Définie par</u>: ART.R.213-48-13 §IV AL.1, ART.L.213-10-8 §VI C.ENVIR. ART.2 §I REGLT.CE DU

21/10/2009. ART.L.254-1 §II C.RURAL.

Réprimée par : ART.R.213-48-13 §IV AL.1 C.ENVIR.

# Natinf N° 29195

Nature: CONTRAVENTION PENALE DE CLASSE 5

Qualification: MISE SUR LE MARCHE DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES SANS TRANSMISSION DES INFORMATIONS RELATIVES A CES PRODUITS ET DU MONTANT DE LA REDEVANCE POUR POLLUTION DIFFUSE CORRESPONDANT

Définie par : ART.R.213-48-13 §IV AL.2 1°, §II, ART.L.213-10-8 §II C.ENVIR. ART.2 §1 REGLT.CE DU 21/10/2009.

Réprimée par : ART.R.213-48-13 §IV AL.2 C.ENVIR.



#### PRÉFET DE LA RÉUNION

Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Service alimentation

Mission d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires

**DROIT A COMMUNICATION** 

N°

adressé à :

Saint-denis, le

Madame, Monsieur,

Dans le cadre du droit à communication prévu par l'article L.250-5 du code rural et de la pêche maritime,

Nous soussignée, Laurent-Xavier DELMOTTE, ingénieur ayant la qualité d'agent du ministère chargé de l'agriculture, affecté au service de l'alimentation de la direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et en résidence administrative à Saint-Denis (974), habilité pour rechercher et constater les infractions visées aux articles L.205-1, L.212-13, L.653-15, L.942-1 du code rural et de la pêche maritime et à l'article L.215-1 du code de la consommation,

Disposant des habilitations prévues pour les agents mentionnés aux articles L.205-1, L.221-5, L.231-2 et L.250-2 du Code rural et de la pêche maritime et L.215-1 du code de la consommation, ayant prêté serment conformément aux dispositions prévues à l'article R. 205-1 du Code rural et de la pêche maritime, agissant sous l'autorité de Monsieur le Procureur de la République de Saint-Denis préalablement informé,

vous demandons de bien vouloir nous transmettre, dans un délai de ......, les renseignements suivants ou les copies des documents suivants propres à faciliter l'accomplissement de notre mission, dans le cadre d'un dossier en cours:

-

\_

Il vous est loisible de nous transmettre ces informations soit par voie électronique à l'adresse suivante : <u>laurent-xavier.delmotte@agriculture.gouv.fr</u>, soit par courrier à l'adresse figurant en pied de page.

Nous vous informons que tout obstacle ou entrave au présent droit à communication est susceptible des poursuites pénales prévues et réprimées par l'article L.205-11 du code rural et de la pêche maritime. Sur ce point, je vous rappelle que la divulgation à des tiers non autorisés de la présente demande est susceptible de constituer une entrave à l'exercice des fonctions.

Les textes cités sont annexés à la présente.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur l'expression de nos salutations distinguées.

Signature

 $Affaire\ suivi\ par: Laurent-xavier\ DELMOTTE$ 

Tél: 0262308813

laurent-xavier.delmotte@agriculture.gouv.fr

DIRECTION DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT – BOULEVARD DE LA PROVIDENCE 97489 SAINT-DENIS CEDEX

Tél.: 02 62 30 89 89 - Fax: 02 62 30 89 99 - site: www.reunion.gouv.fr

# TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLE AU DROIT DE COMMUNICATION PREVU AU TITRE DE L'ARTICLE L.250-5 DU CODE RURAL ET DE LA PËCHE MARITIME.

#### Extrait de Article L250-5 du code rural et de la pêche maritime

[...]

V. — Les agents peuvent demander la communication, obtenir ou prendre copie par tout moyen et sur tout support ou procéder à la saisie des documents professionnels de toute nature, en quelques mains qu'ils se trouvent, propres à faciliter l'accomplissement de leur mission et peuvent recueillir, sur convocation ou sur place tout renseignement ou toute justification nécessaire au contrôle.
[...]

#### Article L205-11 du code rural et de la pêche maritime

I.-Est puni de six mois d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait de faire obstacle ou d'entraver l'exercice des fonctions des agents habilités à rechercher et constater les infractions ou manquements aux dispositions du présent livre, aux textes réglementaires pris pour son application, et aux dispositions du droit de l'Union européenne ayant le même objet.

II.-Les personnes coupables de l'une des infractions prévues au présent article encourent également la peine complémentaire de l'affichage ou la diffusion de la décision prononcée dans les conditions prévues par <u>l'article 131-35</u> du code pénal pour les personnes physiques et par le 9° de <u>l'article 131-39</u> du même code pour les personnes morales.

# ANNEXE 10 : Procédures et Saisies Resytal 2016 (version février 2016)

# Remarques préliminaires :

- toutes les références liées aux saisies dans GEUDI dans la méthode note de service DGAL/SDQPV/N2013-8146 du 2 septembre 2013 sont caduques, puisque maintenant les saisies et extractions s'opèrent dans RESYTAL, excepté les enregistrements des prélèvements et des agréments tant que ces modules RESYTAL ne sont pas en fonction ; toute inspection commencée dans GEUDI aura ses suites enregistrées dans GEUDI ;
- les *inspections* **2016**, doivent être saisies sur RESYTAL, comme en 2015 ; en revanche les *suites des inspections* **2016** ne doivent pas être saisies sous GEUDI en 2016 ; elles sont mises en place sous RESYTAL, à partir du 18 janvier 2016.
- l'enregistrement des prélèvements se mettra en place courant 2017 sous RESYTAL ; en 2016, il convient donc d'enregistrer les résultats d'analyse sous GEUDI.

Cette annexe se présente dans une approche chronologique des différentes étapes et consignes pour la saisie et l'édition de rapports d'inspection, après quelques rappels sur l'organisation de RESYTAL et de rappels de vocabulaire.

### Sommaire de cette annexe :

1. Rappels sur le contexte général, l'organisation, quelques définitions nécessaires pour la compréhension des saisies, des extractions dans RESYTAL page 2

| 2. Textes de référence   | page 4  |
|--|---------|
| 3. Programmation des inspections                                       | page 4  |
| 4. Rappels concernant les établissements                               | page 5  |
| 5. Point sur la notion d'axe, sous-axe, et grilles associées           | Page 5  |
| 6. Choix des grilles et complétude des points de contrôle              | page 7  |
| 7. Saisie des seconds contrôles, re-contrôles, suites et consignations | page 8  |
| 8. Mécanisme de co-existence des inspections de RESYTAL vers GEUDI     | page 9  |
| 9. Rappel des quatre types d'éditions disponibles dans RESYTAL         | page 9  |
| 10 Gestion des suites et consignations                                 | page 10 |
| 11. Documentation et assistance utilisateurs sur RESYTAL               | page 13 |

# 1. Rappels sur le contexte général, l'organisation, quelques définitions nécessaires pour la compréhension des saisies, des extractions dans RESYTAL

\* Une entreprise peut avoir 1 ou plusieurs établissements ; un établissement peut avoir 1 ou plusieurs unités d'activité.

Même si la notion d'« Unité d'Activité » (= « UA ») est une notion récente (introduite par RESYTAL pour des questions de cohérence avec le domaine vétérinaire) pour les inspections PV4-PV6 anciennement fléchées dans Geudi sur des « établissements » (= exploitations agricoles de polyculture élevage par exemple), il faut bien comprendre qu'une même exploitation agricole peut être elle aussi soumise, dans RESYTAL, à des inspections de type « productions animales » dans le cadre de la conditionnalité par exemple ; pour cette même exploitation, il s'agit là d'inspections d'une autre unité d'activité, relative à l'élevage.

Retenons que les établissements peuvent donc avoir une ou plusieurs unités d'activité. Par exemple, une exploitation agricole céréalière peut avoir une seule UA.

Il n'existe pas d'inspection d'entreprise, ou d'inspection d'établissement. Toutes les inspections PV4 sont donc fléchées sur des entités de type « unités d'activité ».

Chaque unité d'activité peut être contrôlée avec potentiellement une ou plusieurs grilles. Notons que la possibilité de multiplication des grilles pour un même sous-axe répond surtout à une demande du secteur animal.

- \* Chaque « unité d'activité » est caractérisée par un seul « Type d'activité », dont, pour PV4 :
  - Distributeurs d'intrants (PPP),
  - Conseiller indépendant en intrants (PPP),
  - Utilisateur d'intrants (c-a-d les agriculteurs (condi et hors-condi) et ZNA),
  - Applicateur d'intrants (PPP) en prestation.

Chaque unité d'activité peut être contrôlée avec potentiellement une ou plusieurs grilles d'inspection, selon son type d'activité.

Les « Types d'activité » sont corrélées aux grilles d'inspection dans la brique « Méthodes ».

Exemple : en Alsace, un établissement « pépiniériste-horticulteur » peut avoir 3 « Types d'activité » : utilisateur d'intrants, souvent distributeur, et parfois applicateur-prestataire. Il y a donc 3 Unités d'Activité (UA) possibles.

Si la reprise de Geudi ne prévoit par défaut l'existence que d'une seule unité d'activité, il est nécessaire de créer les deux autres, le cas échéant.

Remarque : une inspection de pépiniériste-horticulteur peut en fait amener à 3 inspections d'UA. Les trois inspections peuvent être assemblées ce qui permet d'éditer un seul rapport avec les trois grilles d'inspection. On ne peut que recommander les suites de ces inspections sur un seul courrier.

## Cas particulier des inspections de conseillers :

Il existe une grille liée au « conseil », mais il n'existe pas encore d'objectifs de contrôles liés aux "conseillers" dans les OSI. Les unités d'activités ayant le « type d'activité » "Conseiller indépendant en intrants (PPP)" (I\_CONS\_PPP) pourront avoir une inspection basée sur cette nouvelle grille. Outre les points de contrôle liés à l'agrément, cette grille comporte les points "Conseil spécifique à l'utilisation", et le nouveau point de contrôle "Respect des Principes généraux de la lutte intégrée" intégré en 2016, suite à l'audit OAV 2015.

Le "conseiller" à inspecter devient, par défaut, comme une sorte de distributeur réduit au simple « conseil » : on utilisera les tandems « UA Conseiller » (à créer au préalable) et grille « conseil» après avoir utilisé le chemin le chemin « Axe distributeurs PPP » / « sous axe Professionnel » (faute de présence d'axe mieux adapté au « conseil ».

\* Chaque « Unité d'Activité », selon son type d'activité, peut avoir 1 ou plusieurs « **procédés** »

Un Procédé est une propriété, une caractéristique de l'Unité d'Activité (« UA »). De façon imagée, c'est une pancarte, un panneau, un post-it, une information caractérisant l'UA. Une UA peut avoir plusieurs procédés.

La notion de Procédé permettra d'extraire un ensemble d'UA (donc d'établissements), à condition que ces valeurs, tout comme celles des champs Destination ou Type de lieu, *SOIENT RENSEIGNEES*.

La notion de Procédé permettra d'extraire un ensemble d'inspections réalisées, afin de pouvoir réaliser des extractions par groupe, pour répondre à des demandes statistiques, ou d'aide à la programmation, dans le cadre de l'analyse de risque.

Vous pouvez retrouver toutes les consignes de saisie des différentes caractéristiques des UA au sein du portail RESYTAL, menu « espace documentaire », rubrique « documentation applications/Usagers/Fiches d'aides à la saisie des Unités d'Activités du domaine PV ».

Pour les types d'activité « Utilisateurs d'intrants » et « Applicateurs d'intrants en prestations », les procédés utilisés depuis 2015, sont :

- Traitement de grumes,
- Traitement des locaux et denrées stockées (fumigation),
- Traitement PH3 (fumigation Taupes),
- Traitements de semences,
- Traitement terrestre en cultures (c'est le cas le plus fréquent, concernant les intrants PPP, liés aux prestataires de service sur les cultures agricoles),
- Utilisation de bromadiolone (lutte contre les campagnols).

Remarque : il existe un procédé de plus pour « Applicateurs d'intrants en prestations » : « Travaux paysagers », relatif à toutes les entreprises de type « Jardins-espaces verts ».

Remarque générale : ces différents anciens procédés sont actuellement mal appliqués sur les UA concernés de RESYTAL par les services ; il est nécessaire de le faire au fil de l'eau.

Pour le type d'activité « Utilisateurs d'intrants » et « Applicateurs d'intrants », les 2 procédés suivants seront désactivés à partir de 2016 :

- Traitement forestier
- Traitement aérien

Parmi les procédés, deux nouveaux seront disponibles, en plus, en 2016 :

- Agriculture biologique,
- Irrigation

Remarque : les services ont l'obligation de caractériser les UA par l'ensemble des procédés disponibles, y compris les 2 nouveaux, pour mettre à jour les bases de données des UA.

Remarques illustratives sur l'intérêt de caractérisation des UA par les étiquettes « Procédés » :

#### - concernant l'irrigation :

il existe des risques microbiologiques qu'il convient d'identifier sur les légumes feuillus mangés crus comme les salades, les baies, les melons et les tomates, les légumes bulbes ou racines, en lien avec les 5 derniers opinions scientifiques de l'EFSA sur les contaminations par les eaux d'irrigation ou d'application des intrants. L'enregistrement obligatoire des procédés « irrigation » vise entre autres à disposer des éléments permettant la conduite d'une analyse de risque, et par la suite de mettre en œuvre des mesures pertinentes de maîtrise ou de prévention.

#### - concernant l'agriculture biologique :

de la même façon,il existe des risques microbiologiques susceptibles d'affecter la santé liés à l'ergot du seigle, en absence de traitement phytopharmaceutique. L'ergot du seigle attaque toutes les céréales et fut responsable de contaminations alimentaires grave amenant à la démence.

## 2. Textes de référence :

- la note de service concernant la brique RESYTAL « Usagers », note DGAL/SDPRAT/2015-15 du 08 janvier 2015 indiquant les modalités de mise en service, l'accès à l'application ainsi que les ressources documentaires mises à disposition. Lien vers la note : <a href="https://info.national.agri/qedei/site/bo-agri/instruction-2015-15">https://info.national.agri/qedei/site/bo-agri/instruction-2015-15</a>
- la note de service concernant la brique RESYTAL "Gestion des Inspections", note DGAL/SDPRAT/2015-27 du 13 janvier 2015 ; l'accès à la documentation seront ouverts sur l'actuel portail du système d'information de l'alimentation. lien : http://si-alimentation.national.agri/https://info.national.agri/gedei/site/bo-agri/instruction-2015-15
- Les fiches d'aide à la saisie des unités d'activités du domaine PV présentes dans l'espace documentaire du portail RESYTAL, rubrique « documentation applications », article « Usagers »

A noter que l'ensemble des éléments présentés dans ces notes sont mis à disposition sur le portail du *SI* de l'alimentation.

# 3. Programmation des inspections

Saisie des prescriptions nationales :

La saisie des prescriptions est effectuée par chaque structure dans le module Programmation de la brique PGI, pour la campagne 2016 et chaque sous axe du domaine PV4 (tous les sous axe pour les premiers contrôles et uniquement Conditionnalité pour les seconds contrôles).

La prescription initiale correspond aux objectifs fixés dans les notes de service de l'année n. Les modifications éventuelles de la prescription initiale doivent également être saisies en précisant la référence de la fiche de signalement correspondante. En fin d'année les inspections « à réaliser » non effectuées en année n doivent être supprimées dès le début de l'année « n+1 ».

Dans les régions où les DDCSPP effectuent tout ou partie des inspections du domaine PV4, les objectifs doivent être répartis par structure, à charge de chaque structure d'en effectuer la saisie.

• Génération des inspections programmées

Les inspections programmées pour la campagne n peuvent être générées dans l'assistant de programmation du module programmation, conformément à la prescription de la structure . Ces inspections seront complétées au fur et à mesure de leur réalisation au cours de la campagne dans le module gestion des inspections

• Tableau de suivi des inspections

Le tableau de bord de suivi des inspections pour le domaine intrant sera mis à disposition dans Dédal dans le deuxième trimestre 2016.

Remarque : les inspections de type conditionnalité, représentant les ¾ des inspections PV4, se basant sur des listes d'établissements parvenant tardivement aux SRAL, une certaine tolérance sera appliquée quant à l'exécution des consignes précédentes, avec de préférence, si possible, avant le 30 avril de l'année en cours.

# 4. Rappels concernant les établissements :

**Pour les établissements** (appelés ainsi dans Geudi, dorénavant appelés « Usagers » dans RESYTAL) :

- *les anciens établissements* de la BDNPV ont été rapatriés automatiquement de GEUDI et PHYTOPASS 2 en début 2015 dans le module Usagers.
- chaque *création d'établissement* (ou *nouvel établissement*) issu de la BDNU doit être complété dans l'application « Usagers », avec dorénavant, une ou plusieurs unités d'activités ; cependant, dans l'attente de la mise en œuvre de la brique « Approbation », la saisie des agréments (= « approbations » dans RESYTAL) pour les anciens *et* nouveaux établissements se fera toujours dans Geudi ;
- si on ne *retrouve pas un nouvel établissement dans RESYTAL*, il est probable qu'aucune unité d'activité n'ait été enregistrée, ou qu'il ne corresponde pas à la liste dite « positive » des codes NAF et doive faire l'objet d'un abonnement en BDNU :
- si on ne *retrouve pas un établissement dans Geudi*, il faut vérifier que, dans RESYTAL (brique « Usagers »), un « contact » n'a pas bien été renseigné (c-a-d la référence d'une personne);

• le *module « approbation »* (relatif aux agréments) n'est pas encore actif dans Resytal ; il convient d'utiliser encore Geudi pour les interventions et remises à jour éventuelles (retraits, notamment), et de veiller à ce les suspensions-retraits apparaissent néanmoins dans le Rapport d'Inspection généré par Resytal.

# 5. Point sur la notion d'axe, sous-axe et grilles associées (voir liste en fin de cette annexe)

Lors de la saisie d'une inspection dans RESYTAL, il est nécessaire de sélectionner l'axe, le sous axe et la grille d'inspection. Il conviendra d'assurer la cohérence de ces informations en fonction du type d'activité de l'UA inspectée.

- Cohérence entre le type d'activité et la grille : seules les grilles associées au type d'activité de l'UA sont proposées en saisie (rappel : les correspondances entre les grilles et les types d'activité sont paramétrées dans la brique Méthodes, lors de la saisie des grilles).
- Cohérence entre l'axe/sous axe et la grille : les correspondances entre les axes/sousaxes et les grilles sont saisies dans le module Programmation, et permettent d'associer une grille aux inspections générées par l'assistant de programmation. Par contre dans le module gestion des inspections, il n'y a aucun contrôle de cohérence entre le sous axe et la grille saisis au niveau de l'inspection. Ce contrôle est à la charge de l'utilisateur conformément au tableau donnant la liste des axes disponible en annexe.

Pour le secteur du contrôle des intrants PV 4 en règle générale, un <u>sous-axe est associé à une seule grille.</u>

Dans certains cas particuliers, une même grille peut appartenir à plusieurs sous axes.

Deux types de situations sont à envisager :

• des sous axes peu fournis en nombre d'inspections, ne nécessitant pas une grille spécifique.

(Autre) sous axe de l'axe « utilisateurs d'intrants », minoritaire par le nombre d'inspections, lié aux traitements des grumes (« TTGrume propriétaire ») : grille « AU\_FOR\_GRUME».

(Autre) sous axe de l'axe « utilisateurs d'intrants », minoritaire par le nombre d'inspections, lié aux traitements contre les campagnols (« Bromadiolone »).

• les « seconds contrôles ».

Cas des grilles utilisées en inspections en année n mais re-sollicitées pour les seconds contrôles en année n+1.

Il a été par exemple relevé les erreurs suivantes :

| Unité d'activité | Axe                | Sous Axe        | Grille                    |
|------------------|--------------------|-----------------|---------------------------|
| Coop agricole    |                    |                 | Application de PPP -      |
|                  | Distributeurs PPP  | Professionnel   | Prestation de Services    |
| Mairie           | Utilisateur de PPP | Hors            | Utilisation de PPP - Hors |
|                  |                    | conditionnalité | conditionnalité           |

Dans le premier cas, une mauvaise grille a été saisie ; dans le second, c'est le sous-axe qui a été mal choisi.

## Exemples de cas :

- \* cas d'une pépinière qui utilise des PPP pour ses végétaux à la vente pour les citadins : il s'agit d'une ZNA (zone non agricole). De ce fait le choix de l'axe "utilisateur de PPP", du sous axe "Zone Non Agricole" avec la grille d'utilisation de PPP en ZNA est pertinent.
- \* cas d'une entreprise de création et d'entretien de jardins, qui ne distribue pas de végétaux : il s'agit d'un applicateur. De ce fait, il faut privilégier le choix de l'axe « utilisateur de PPPP », du sous axe « autre traitement terrestre ».

# 6. Choix des grilles et complétude des points de contrôles :

Pour les secteurs PV 4, les consignes tendent vers une seule grille par sous axe. La liste des sous-axes est donnée en fin de cette annexe 10 (en fait, c'est un fichier excel faisant suite).

- Concernant *les points de contrôle*, ces derniers s'appuient sur l'actuel vade-mécum PV4 ; l'actualisation du vade-mecum, de la pondération des points de contrôle, des suites à donner en cas de non-conformité paraîtra par note de service en février 2016 ;
- Concernant les coches « sans objet » et « pas observé »

Un point anciennement noté « Non concerné » dans Geudi correspond au « **sans objet** » (SO) dans RESYTAL ;

## Exemple:

\* Cas du pulvérisateur nécessairement « absent » chez un exploitant n'utilisant pas de produits phytopharmaceutique sur son exploitation ;

Il faut obligatoirement laisser un commentaire explicatif dans le type de situation (SO);

Un point anciennement noté « non vérifié » (NV) dans Geudi sera appelé « **Pas observé** » (PO) dans RESYTAL ;

### Exemples de cas :

- \* Cas de l'absence de registre, noté « Non conforme majeur », dans une mairie, qui ne permet pas de vérifier, *par ailleurs*, le point de contrôle « bonne utilisation de produits sur des végétaux » ; ce point de contrôle sera noté alors « pas observé », puisque non vérifiable.
- \* Cas lié aux exploitants, du « respect des LMR » s'il n'y a pas eu de prélèvement effectué, également noté « Pas observé ».
- \* Cas de points non contrôlés, dans le cadre d'un re-contrôle, qui est la suite à une mise en demeure (MED) sur un ou quelques points de contrôle bien identifiés, et où les autres points deviennent « Pas observé » (PO), car déjà inspectés dans la l'inspection initiale.

#### Remarques:

- Sachant que tout point de contrôle est « obligatoire » pour la Protection des Végétaux, il doit être vérifié ;
  - \* en cas de « Non-Conformité », vous *devez* laisser un commentaire pour ôter le facteur bloquant vous empêchant de poursuivre la saisie ;
  - \* en situation de Sans Objet (SO), de même, vous devez laisser un commentaire explicatif ;
- On ne met pas « Pas observé » pour des points de contrôle liés aux MFSC, sauf si le distributeur ne vend effectivement pas de MFSC; il convient désormais d'utiliser la méthode d'inspection disponible.

# 7. Saisie des seconds contrôles, re-contrôles, suites et consignations

Le « contexte » d'une inspection se présente par un menu déroulant comportant les items :

- \* « Plainte »,
- \* « Programmation »,
- \* « Re-contrôle ».

(les autre contextes sont hors champs d'application du domaine PV4 et ne doivent pas être utilisés.)

Le contexte "Programmation" concerne les inspections initiales et les seconds contrôles ; Le contexte "Re-controle" est strictement réservé aux inspections ayant eu pour origine une inspection avec MED.

Les inspections « seconds contrôles » et les « re-contrôles » sont enregistrés différemment dans RESYTAL.

• Le « re-contrôle » : la saisie des recontrôles doit se faire dans RESYTAL à partir de l'inspection initiale, sur la ligne de l'inspection inititiale, en fin de ligne en utilisant « action - faire un recontrôle » ; cela rapatrie les données de l'ancienne inspection Et permet de lier les deux inspections. Les recontrôles, obligatoires, ne sont néanmoins pas à comptabiliser dans les inspections prévues.

Remarque sur les dates butoir des saisies des re-contrôle 2014-2015, dans l'année 2015-2016 : L'année civile comporte des inspections, mais l'instruction des re-contrôles, postérieurs aux inspections initiales, peut « déborder » sur l'année suivante. Dans l'absolu il est nécessaire de rattacher le re-contrôle à l'inspection d'origine quelle que soit l'année de cette inspection.

- Le « second contrôle » est enregistré au niveau du choix du sous-axe.
  - Exemple : pour une inspection de distributeur, suivie d'un second contrôle utilisez les sous axes suivants :
    - PROF Distributeur PPP/professionnel pour un premier contrôle,
    - SPROF Distributeur PPP SC/professionnel pour un second contrôle.

Remarque importante : Une inspection « second contrôle » n'est pas une inspection déterminée <u>automatiquement</u> par un « axe et un sous axe » spécifique qui serait rapatrié, c'est à l'utilisateur de sélectionner le bon sous axe correspondant au second contrôle.

# 8. Mécanisme de co-existence des inspections de RESYTAL vers GEUDI

Toute inspection saisie dans RESYTAL est transmise et affichée, par « effet miroir » dans Geudi. Les inspections « re-contrôle » sont affichées avec le motif d'inspection GEUDI « Recontrôle suite MED » (motif générique, commun à toutes les nouvelles inspections recontrôle, y compris conditionnalité).

Le numéro d'inspection d'origine, de RESYTAL, est retranscrit dans GEUDI dans le champ « N°GI » du premier onglet « généralité », en dessous de la date de contrôle.

**La coexistence des 2 applications RESYTAL et GEUDI** pour *les inspections 2016*, se traduira par :

- *les gestions* des « *prélèvements* » se feront toujours dans GEUDI, après que l'inspection ait été créée dans RESYTAL. Ces dernières saisies sous GEUDI restent obligatoires, afin d'établir des extractions nationales homogènes et exhaustives, répondant aux demandes institutionnelles ;
- seules les inspections saisies dans RESYTAL au statut « En saisie », « En attente » ou « validée « , ayant une date de réalisation et un inspecteur ressource rattaché seront renvoyées dans Geudi.

# 9. Rappel des quatre types d'éditions disponibles dans RESYTAL

- \* Le pré-rapport
- \* Le rapport document de travail
- \* Le courrier d'accompagnement
- \* Le rapport d'inspection

## Le pré-rapport :

C'est un rapport d'inspection (RI) que l'on peut éditer avant que l'inspecteur n'aille réaliser son inspection sur le terrain. Ce rapport devra contenir au niveau de chaque point de contrôle un espace libre pour renseigner les commentaires à la main dans le cas ou l'inspecteur souhaiterait rendre le rapport d'inspection le jour même si l'inspection est conforme.

Attention, même si le pré-rapport est fourni à l'administré pendant l'inspection, il est nécessaire que l'inspecteur saisisse l'inspection dans RESYTAL pour qu'elle soit comptabilisée.

# Le document de travail :

C'est un «brouillon» du rapport d'inspection (RI), qui permettra à l'utilisateur de vérifier la complétude du rapport et/ou de le faire valider par le chef de service avant de lancer la validation du rapport d'inspection définitif qui sera envoyé à l'administré.

### *Le rapport d'inspection (RI):*

C'est un constat signé par l'inspecteur et destiné à l'usager, il est matérialisé par la ou les grilles complétées. Il repose sur un modèle national personnalisable par les structures au

niveau de l'en-tête et du pied de page. pour *l'édition du Rapport d'inspection* à partir de l'onglet « Editions de documents ».

Remarque : il n' y a édition du rapport d'inspection que s'il y a eu auparavant « validation » dans l'onglet « Gestion des états » ; l'inspecté n'est pas tenu de signer ce rapport d'inspection (les préconisations contraires antérieurement à la parution de cette annexe sont invalidées dans la Note de service « méthode d'inspection » n°2013-8114 du 16 juillet 2013).

# Le courrier d'accompagnement :

Après l'édition du rapport d'inspection, il est possible d'éditer un document sous OpenOffice, selon un modèle national, mais qui peut être modifié après son édition. *Ce courrier ne concerne que le cas des inspections « conformes » ne donnant pas lieu à une suite.* 

## 10. Gestion des Suites et Consignations

A compter du 18 janvier 2016, la gestion des Suites et Consignations se fera dans le module du même nom dans RESYTAL.

## Principes généraux

Pour rappel, seuls les inspections non conformes donnent lieu à des suites administratives ou pénales dont les finalités sont parfaitement autonomes et, de fait, indépendantes mais néanmoins cumulables.

En conséquence, une même inspection pourra donner lieu à plusieurs suites de types distincts (exemple : une Mise en demeure de faire et un PV).

Une suite administrative peut faire l'objet d'une procédure contradictoire qui peut être préalable au traitement de la suite administrative ou concomitante à cette dernière.

A la différence à Geudi, l'application Suites et Consignations permet de gérer et de tracer les procédures contradictoires <u>préalables</u>.

L'existence et les modalités de la procédure contradictoire procèdent de la rédaction des articles du code rural et de la pêche maritime (CRPM) ou, si ceux-ci ne traitent pas expressément cette question, de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ainsi, si le CRPM n'organise pas de procédure contradictoire ou prévoit uniquement que « l'intéressé est mis en mesure de présenter ses observations», la mise en œuvre de la procédure contradictoire est préalable à l'édiction de la mesure.

A noter que tous les champs d'action du domaine « Santé des végétaux et production primaire végétale de la protection des végétaux » sont concernés par la procédure contradictoire préalable (cf. annexe 2 de l'instruction technique DGAL/SDPRAT/2015-103 du 09/02/2015)

#### Les suites

On distingue plusieurs types de suites :

- Suites administratives :
  - l'avertissement
  - Les décisions administratives qui incluent la **mise en demeure** de faire ou injonction de procéder à des mesures correctives

la **décision** prise dans le cas où les mesures prescrites n'ont pas été mises en œuvre :

- > Consignations de récolte
- > Consignation de produits phytopharmaceutiques
- > Destruction récolte
- > Destruction produits phytopharmaceutiques
- Suspension, retrait de l'agrément
- > Suspension retrait du certificat (certiphyto)
- Demande de pénalités PAC.
- Suites pénales :
  - Procès verbal

Chacune d'entre elles est traitée individuellement au sein de l'application.

# Remarques non conformités PAC

- sur la « demande de pénalités PAC :

La transmission du Compte-Rendu de Contrôle PAC du SRAL à la DDT relève du constat de contrôle et non de la décision. La décision de pénalités revient au DDT. Suite à une inspection en conditionnalité, les SRAL peuvent prendre de nombreuses "décisions" comme demande de destruction de récolte, de PPNU, retrait de l'agrément, etc.. mais pas de "demande de pénalités PAC". Cependant, il est demandé par les audits CGAER (rapport du 20/04/2015, page 21/22) et Cour des comptes (« LE RAPPORT PUBLIC ANNUEL 2014 ») de renforcer les suites à contrôles non-conformes. Il est donc a minima nécessaire d'enregistrer le volume de suites liées aux pénalités, même si ces dernières sont prises par les DDT. Aussi, toute inspection non-conforme *susceptible* d'amener à une ou des pénalités PAC prise par la DDT doit avoir une suite enregistrée « Demande de pénalités PAC » dans Resytal.

- sur les non-conformités mineures de type SAP :

les SAP sont à enregistrer comme de simples avertissements. La réception d'un document de remise en conformité doit être daté dès réception par tampon-dateur du service.

# Les consignations

Par ailleurs, l'application permet de traiter les consignations :

- soit prises en première intention, en attente de remise en conformité et gérer au sein même d'une décision administrative. On parle alors de consignes défavorables Remarque : modifiant la situation juridique de l'administré, ce type de consignation nécessite de ce fait une phase contradictoire (consignes défavorables) ;
- soit à titre préventif en cas de suspicion de non-conformité, en attente de résultats d'analyse (consignes préventives).
   Ce sont ces consignations qui sont gérées dans le module Consignations préventives

de l'application. Une consigne préventive n'est pas une décision »

# Fonctionnement de l'application

L'application Suites et Consignation comprend deux volets :

- un volet pour la gestion des Suites des procédures contradictoires
- un volet pour la gestion des consignes préventives

Comme toutes les applications RESYTAL, chacun des modules offre un formulaire de recherche à partir des caractéristiques de :

- l'inspection qui a donné lieu à une suite
- d'une suite
- d'un usager
- ...

On peut ainsi rechercher une suite à partir du n° d'inspection qui l'a générée, à partir du nom d'un inspecteur, du n° de suite , du domaine technique, de l'établissement ou de l'unité d'activité (à l'origine de l'inspection).

Classiquement, le résultat de la recherche est listé en bas de l'écran.

En fonction du rôle dont on dispose dans l'application, on peut consulter et modifier une suite, une procédure contradictoire ou une consigne préventive.

Les droits en modification sont étendus à tous les gestionnaires au sein d'une même structure : un autre gestionnaire appartenant à la même structure que celui qui a créé la suite, la procédure contradictoire ou la consigne préventive peut la modifier.

En bas de la page Suites et Procédures contradictoires, vous disposez des boutons qui permettent de créer

- une procédure contradictoire
- une suite

Dans ce cas, il vous sera demandé de préciser quel type de suite vous souhaitez créer (avertissement, décision , ...)

La création d'une suite se déroule en deux temps :

- Saisie de l'inspection à l'origine de la suite ou de la procédure contradictoire (onglet Généralités). NB- au courant de l'année 2016, il est prévu de pouvoir créer une suite directement à partir d'une inspection sans avoir à la rapatrier au sein de Suites et consignations. De la même façon, il sera possible de retourner vers une inspection à partir d'un écran de suite.
- Saisie de propriétés de la suite ou de la procédure contradictoire : date de début, date de fin, date de re-contrôle, commentaires, décisions encourues, décisions effectives, articles du CRPM, statut de la suite ...

Remarque : tant que le statut de la procédure contradictoire ou de la suite est en cours elle peut être modifiée. Par contre, une fois les suites clôturées, ou l'inspection clôturée, elle n'est plus modifiable ; des documents scannés peuvent y être néanmoins adjoints (exemple : PV, jugements retour de parquet ...).

### Cas d'une procédure contradictoire

# Elle peut être:

- 1. clôturée sans suite
- 2. clôturée avec une suite mise en demeure
- 3. clôturée avec une suite de type décision

Les mises en demeure et les décisions sont contextualisées avec le domaine technique couvert par l'inspection à l'origine de la suite administrative ou pénale. Les articles de CRPM sont également contextualisés par rapport au domaine technique.

## Les consignes préventives

Elles font l'objet d'un traitement spécifique dont le mode de fonctionnement est identique à celui des suites et procédures contradictoires (recherche, saisie des propriétés, etc ...)

Il faudra juste préciser le type de produit, la quantité, l'unité et le détail du (des) produits consigné(s)

Dans le cas d'un intrant, il est prévu de saisir directement cet intrant à partir du SI Intrant lorsque celui-ci sera opérationnel (courant du 1<sup>er</sup> semestre 2016)

Remarque : en cas d'erreur de saisie, une consigne « validée » à l'instant ne peut plus être supprimée ou annulée ; elle ne peut être que « levée » aussitôt.

# Edition et stockage de documents

Dans le cas d'une suite ou d'une procédure contradictoire, lorsque tous les champs obligatoires ont été saisies et après enregistrement, vous pouvez éditer les courriers correspondants soit :

- en générant un courrier standard s'il vous est proposée (ce courrier sera modifiable avec Libre Office)
- en utilisant un modèle de courrier qu'il faudra associer à un export des données de la suite (vous pourrez stocker et modifier ce modèle sur vous poste de travail)

Ce module vous permet également de stocker au sein de l'application des documents nécessaire à l'instruction du dossier de suite. Ces documents peuvent être de différents types : courrier, photos, documents scannés, ...

Les fonctionnalités d'édition et de stockage des documents restent disponibles, même si une suite ou une procédure contradictoire est clôturée.

Il existe un FAQ sur les suites trié par ordre chronologiquement croissant, par thème, dans l'onglet « espace documentaire », après le portain « Resytal ».

## Habilitation des agents pour la brique « Suites » :

Il convient d'habiliter les agents qui devront utiliser cette application dans le cadre de leurs missions.

La brique "Suites et Consignations" dispose de deux rôles :

- "[SUITES] Consultant" qui permet simplement de consulter les dossiers présents
- "[SUITES] Gestionnaire" qui s'adresse aux inspecteurs qui doivent créer les dossiers de Suites et les consignations associées aux inspections qu'ils réalisent.

Vous êtes invités à contacter votre administrateur délégué local afin de lui fournir la liste des agents à habiliter à cette brique, ainsi que les rôles à attribuer.

Pour rappel, vous trouverez la liste des administrateurs délégués sur le portail RESYTAL, depuis l'Espace Documentaire dans la documentation de l'application Outil d'habilitation.

# 11. Documentation et assistance utilisateurs sur Résytal

<u>Vous pouvez retrouver l'ensemble de la documentation RESYTAL sur le portail RESYTAL à l'adresse suivante :</u>

https://alim.agriculture.gouv.fr/sial-portail/

Vous pouvez retrouver l'ensemble de la documentation GEUDI sur l'espace documentaire des application historiques, rubrique « Qualité et Protection des végétaux »

http://si-alimentation.national.agri

Vos demandes d'assistance doivent exclusivement être adressées à votre COSIR.

# Liste des axes et sous axes PV4 et PV6 pour les inspections

|    | Α              | В                        | С   | D   | E                           | F               | G   | Н   | ı   | J   |
|----|----------------|--------------------------|-----|---|-----------------------------|-----------------|---|---|---|---|
| 1  | Domai<br>ne    | Axe<br>(libellé long)    | Axe | Sous axe(libellé long) ( lignes en gras = les plus utilisées) | Sous axe<br>(libellé court) | Sous axe (code) | Grille associée au sous axe ;<br>certaines grilles barrées, associées au sous axe<br>barré, ne doivent pas être utilisées, même si<br>elles sont dans ce cadre, encore disponibles<br>dans Resytal. | Grille<br>associée au<br>sous axe<br>(code) | Type d'activité<br>associé à la<br>grille<br>(code) | Type d'activité Type<br>d'activité associé à la grille<br>(libellé) |
| 2  | PV4            | Plan de surveillance     |     | Plan de surveillance des résidus                              | Plan de surveillance        | PSLMR           | PS/PC utilisation des PPP   | PS  | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 3  | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Zone Non Agricole   | Zone Non Agricole           | UZNA            | Utilisation de PPP en ZNA   | AU_ZNA                                      | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 4  | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Zone Non Agricole   | Zone Non Agricole           | UZNA            | Application de PH3 pour la lutte contre les taupes  | TA  | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants (PPP)  |
| 5  | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Zone Non Agricole   | Zone Non Agricole           | UZNA            | Application de PH3 pour la lutte contre les taupes  | <del>TA</del>                               | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants<br>(PPP) en prestation                       |
| 6  | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Non soumis à la<br>conditionnalité                            | Hors<br>conditionnalité     | HCON            | Utilisation de PPP hors conditionnalité   | AU_HCON<br>D                                | I_UTIL_PPP  | Utilisation de PPP hors conditionnalité                             |
| 7  | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Soumis à la conditionnalité                                   | Conditionnalité             | CONDI           | Utilisation de PPP conditionnalité  | AU_COND<br>I                                | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 8  | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Soumis à la conditionnalité                                   | Conditionnalité             | CONDI           | Application de PH3 pour la lutte contre les taupes  | TA  | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 9  | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Soumis à la conditionnalité                                   | Conditionnalité             | CONDI           | Application de PH3 pour la lutte contre les taupes  | <del>TA</del>                               | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants<br>(PPP) en prestation                       |
| 10 | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Bromadiolone contre campagnols                                | Bromadiolone                | BROMA           | Bromadiolone (lutte contre le campagnol)  | BROMA                                       | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 11 | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Traitement des grumes par propriétaire                        | TTGrume<br>propriétaire     | UGRU            | Traitements grumes par propriétaire   | AU_FOR_<br>GRUME                            | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 12 | PV4            | Utilisateurs d'intrants  |     | Traitement des grumes par propriétaire                        | TTGrume<br>propriétaire     | UGRU            | Traitements grumes par propriétaire   | AU_FOR_<br>GRUME                            | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants (PPP) en prestation                          |
| 13 | PV4            | Distributeurs d'intrants |     | Grand public  | Grand public                | GP              | Distribution - Vente de PPP et MFSC   | Đ   | I_CONS_PPP  | Conseiller indépendant en intrants (PPP)                            |
| 14 | PV4            | Distributeurs d'intrants |     | Grand public  | Grand public                | GP              | Distribution - Vente de PPP et MFSC   | D   | I_DIST_PPP  | Distributeur d'intrants<br>(PPP)                                    |
| 15 | PV4            | Distributeurs d'intrants |     | Professionnel   | Professionnel               | PROF            | Distribution - Vente de PPP et MFSC   | D   | I_CONS_PPP  | Conseiller indépendant<br>en intrants (PPP)                         |
| 16 | PV4            | Distributeurs d'intrants |     | Professionnel   | Professionnel               | PROF            | Distribution - Vente de PPP et MFSC   | D   | I_DIST_PPP  | Distributeur d'intrants<br>(PPP)                                    |
| 17 | <del>PV4</del> | Applicateurs d'intrants  |     | Fumigation Taupes   | Fumigation taupes           | FUMTA           | Application de PH3 pour la lutte contre les taupes  | TA  | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |

|    | Α              | В   | С             | D   | E                           | F               | G   | Н   | I   | J   |
|----|----------------|---|---------------|---|-----------------------------|-----------------|---|---|---|---|
| 1  | Domai<br>ne    | Axe<br>(libellé long)                         | Axe<br>(code) | Sous axe(libellé long) ( lignes en gras = les plus utilisées) | Sous axe<br>(libellé court) | Sous axe (code) | Grille associée au sous axe ;<br>certaines grilles barrées, associées au sous axe<br>barré, ne doivent pas être utilisées, même si<br>elles sont dans ce cadre, encore disponibles<br>dans Resytal. | Grille<br>associée au<br>sous axe<br>(code) | Type d'activité<br>associé à la<br>grille<br>(code) | Type d'activité Type<br>d'activité associé à la grille<br>(libellé) |
| 18 | PV4            | Applicateurs d'intrants                       |               | Fumigation Taupes   | Fumigation taupes           | FUMTA           | Application de PH3 pour la lutte contre les taupes  | TA  | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants (PPP) en prestation                          |
| 19 | PV4            | Applicateurs d'intrants                       |               | Fumigation Denrées et Locaux                                  | Fumigation D L              | FUMDL           | Application des fumigants pour le traitements des denrées et locaux (DL)  | DL  | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants (PPP) en prestation                          |
| 20 | PV4            | Applicateurs d'intrants                       |               | Traitement des grumes par prestataire                         | TTGrume Presta.             | ATGRU           | Prestation de Services : Traitements grumes   | AU_APP_G<br>RUME                            | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants (PPP) en prestation                          |
| 21 | PV4            | Applicateurs d'intrants                       |               | Autre traitement  | Autre traitement            | AUTR            | Application de PPP - Prestation de Services   | AU_AGRE<br>M                                | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants<br>(PPP) en prestation                       |
| 22 | PV4            | Utilisateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Zone Non Agricole   | Zone Non Agricole           | SUZNA           | Utilisation de PPP en ZNA   | AU_ZNA                                      | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 23 | PV4            | Utilisateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Non soumis à la<br>conditionnalité                            | Hors<br>conditionnalité     | SHCON           | Utilisation de PPP hors conditionnalité   | AU_HCON<br>DI                               | I_UTIL_PPP  | Utilisation de PPP hors conditionnalité                             |
| 24 | PV4            | Utilisateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Sncd.Ctrl. Traitement des<br>grumes par propriétaire          | TTGrume<br>propriétaire     | SUGRU           | Traitements grumes par propriétaire   | AU_FOR_<br>GRUME                            | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 25 | PV4            | Utilisateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Sncd.Ctrl. Traitement des<br>grumes par propriétaire          | TTGrume<br>propriétaire     | SUGRU           | Traitements grumes par propriétaire   | AU_FOR_<br>GRUME                            | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants<br>(PPP) en prestation                       |
| 26 | PV4            | Utilisateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Soumis à la conditionnalité                                   | Conditionnalité             | SCOND           | Utilisation de PPP conditionnalité  | AU_COND                                     | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 27 | <del>PV4</del> | Distributeurs d'intrants<br>Seconds contrôles |               | Grand public  | Grand public                | SGP             | Distribution - Vente de PPP et MFSC   | Đ   | I_CONS_PPP  | Conseiller indépendant en intrants (PPP)                            |
| 28 | PV4            | Distributeurs d'intrants<br>Seconds contrôles |               | Grand public  | Grand public                | SGP             | Distribution - Vente de PPP et MFSC   | D   | I_DIST_PPP  | Distributeur d'intrants<br>(PPP)                                    |
| 29 | PV4            | Distributeurs d'intrants<br>Seconds contrôles |               | Professionnel   | Professionnel               | SPROF           | Distribution - Vente de PPP et MFSC   | D   | I_CONS_PPP  | Conseiller indépendant en intrants (PPP)                            |
| 30 | PV4            | Distributeurs d'intrants<br>Seconds contrôles |               | Professionnel   | Professionnel               | SPROF           | Distribution - Vente de PPP et MFSC   | D   | I_DIST_PPP  | Distributeur d'intrants<br>(PPP)                                    |
| 31 | PV4            | Applicateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Fumigation Taupes   | Fumigation taupes           | SFUMTA          | Application de PH3 pour la lutte contre les taupes  | TA  | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 32 | PV4            | Applicateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Fumigation Taupes   | Fumigation taupes           | SFUMTA          | Application de PH3 pour la lutte contre les taupes  | TA  | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants<br>(PPP) en prestation                       |
| 33 | PV4            | Applicateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Fumigation Denrées et Locaux                                  | Fumigation D L              | SFUMDL          | Application des fumigants pour le traitements<br>des denrées et locaux (DL)   | DL  | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants<br>(PPP) en prestation                       |
| 34 | PV4            | Applicateurs d'intrants<br>Seconds contrôles  |               | Traitement des grumes par prestataire                         | TTGrume Presta.             | SATGR           | Prestation de Services : Traitements grumes   | AU_APP_G<br>RUME                            | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants<br>(PPP) en prestation                       |

- - -

|    | Α           | В  | С             | D   | E                           | F               | G   | Н   | I   | J   |
|----|-------------|--|---------------|---|-----------------------------|-----------------|---|---|---|---|
| 1  | Domai<br>ne | Axe<br>(libellé long)                        | Axe<br>(code) | Sous axe(libellé long) ( lignes en gras = les plus utilisées) | Sous axe<br>(libellé court) | Sous axe (code) | Grille associée au sous axe ;<br>certaines grilles barrées, associées au sous axe<br>barré, ne doivent pas être utilisées, même si<br>elles sont dans ce cadre, encore disponibles<br>dans Resytal. | Grille<br>associée au<br>sous axe<br>(code) | Type d'activité<br>associé à la<br>grille<br>(code) | Type d'activité Type<br>d'activité associé à la grille<br>(libellé) |
| 35 | PV4         | Applicateurs d'intrants<br>Seconds contrôles |               | Autre traitement  | Autre traitement            | SAUTR           | Application de PPP - Prestation de Services   | AU_AGRE<br>M                                | I_APPL_PPP  | Applicateur d'intrants<br>(PPP) en prestation                       |
| 36 | PV6         | Paquet hygiène                               |               | Producteurs de graines<br>germées                             | Producteurs GG              | GERM            | Paquet Hygiène : Producteurs de graines<br>germées  | PH_GRAI_<br>GERM                            | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 37 | PV6         | Paquet hygiène                               |               | Cressiculteurs  | Cressiculteurs              | CRESS           | Paquet Hygiène : tout contrôle sauf graines germées   | PH_Autres                                   | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 38 | PV6         | Paquet hygiène                               |               | Fruits et légumes mangés crus                                 | F&L mangés crus             | FLCR            | Paquet Hygiène : tout contrôle sauf graines germées   | PH_Autres                                   | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 39 | PV6         | Paquet hygiène                               |               | Autres productions primaires végétales                        | Autres PP végétales         | AUTPP           | Paquet Hygiène : tout contrôle sauf graines germées   | PH_Autres                                   | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 40 | PV6         | Paquet hygiène végétaux<br>Seconds contrôles |               | Producteurs de graines<br>germées                             | Producteurs GG              | SGERM           | Paquet Hygiène : Producteurs de graines<br>germées  | PH_GRAI_<br>GERM                            | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 41 | PV6         | Paquet hygiène végétaux<br>Seconds contrôles |               | Cressiculteurs  | Cressiculteurs              | SCRES           | Paquet Hygiène : tout contrôle sauf graines germées   | PH_Autres                                   | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 42 | PV6         | Paquet hygiène végétaux<br>Seconds contrôles |               | Fruits et légumes mangés crus                                 | F&L mangés crus             | SFLCR           | Paquet Hygiène : tout contrôle sauf graines germées   | PH_Autres                                   | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |
| 43 | PV6         | Paquet hygiène végétaux<br>Seconds contrôles |               | Autres productions primaires végétales                        | Autres PP végétales         | SAUTP           | Paquet Hygiène : tout contrôle sauf graines germées   | PH_Autres                                   | I_UTIL_PPP  | Utilisateur d'intrants<br>(PPP)                                     |